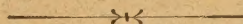


UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

La Banque de France depuis 1914



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le mardi 30 mai 1933 à 14 heures

PAR

ANDRÉE SCHNEIDER

Membres du Jury :

Président . . .	MM. C. PERREAU.
Suffragants . . .	RIST.
	AFTALION.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

28, Rue de Solignac

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Banque de France depuis 1914



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le mardi 30 mai 1933 à 14 heures

PAR

ANDRÉE SCHNEIDER

Membres du Jury :

Président. . .	MM. C. PERREAU.
Suffragants . . .	RIST.
	AFTALION.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS

28, Rue de Solignac

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION HISTORIQUE

LA BANQUE DE FRANCE

JUSQU'EN 1914

La Banque de France a été fondée le 24 pluviôse, an VIII (13 février 1800). Sa création s'imposait. Cependant il ne faudrait pas croire que notre pays ne possédait pas, à cette époque, d'établissements de crédit. Bien au contraire, il existait depuis fort longtemps de nombreuses maisons de banque, mais en général leur importance était médiocre. Toutefois l'une d'elles, au cours du XVIII^e siècle, avait joué un rôle considérable. C'était la banque de LAW. Cet Ecossais, venu à Paris, avait fondé un établissement de crédit. Esprit curieux et hardi, il avait remarqué combien la monnaie métallique est gênante dans les transactions; aussi projetait-il de la remplacer par une monnaie de papier légère et remboursable au porteur. Ami personnel du Régent, LAW voyait bientôt son système recevoir la consécration officielle du gouvernement; sa maison prenait le nom de Banque royale. Il allait dans la suite créer la Compagnie d'Occident et du Mississipi et racheter la Compagnie

des Indes Orientales et de la Chine. Les actions de ces sociétés, sous l'effet de la spéculation, atteignirent bientôt des cours très élevés, alors que les affaires étaient relativement peu brillantes et les dividendes minimes. Quelques actionnaires prudents s'empressèrent de revendre leurs titres et d'échanger leurs billets de banque contre des espèces. Il en résulta de la méfiance dans le public. Les entreprises se trouvèrent dans une situation difficile, les porteurs de billets, justement émus, réclamèrent leur remboursement et le numéraire s'épuisa rapidement. Pour remédier à un état de choses qui chaque jour s'aggravait, le cours forcé fut proclamé; c'était trop tard, la débâcle avait commencé. LAW s'enfuit et mourut pauvre à Venise. Les petits rentiers ruinés l'ont condamné; les économistes aujourd'hui lui rendent hommage. Il a été un novateur hardi; malheureusement sa banque ne possédait pas les réserves nécessaires à la garantie des billets. Son système, un siècle plus tard, devait recevoir une magnifique application lors de la création de la Banque de France.

Toutefois, l'échec de LAW avait laissé le commerce de banque dans un grand discrédit et, 75 ans après, un décret du 8 novembre 1792 interdisait encore « aux corps administratifs et municipaux d'émettre aucun effet au porteur sous quel titre que ce soit, sous peine pour les contrevenants d'être poursuivis et punis comme faux-monnayeurs ».

Cependant, en 1796, un établissement d'émission était créé; c'était la Caisse des Comptes courants. Mais, à la suite d'un vol retentissant, les affaires de

cette banque périlèrent. Un an avant, avait été fondée la Caisse d'Escompte. Bientôt s'ouvraient le Comptoir Commercial et la Factorerie. La plupart de ces maisons étaient d'ailleurs d'importance médiocre.

Puis, le 24 pluviôse an VIII (13 février 1800), fut créé un établissement d'émission, la Banque de France, appelée à jouer un rôle considérable dans l'histoire financière de notre pays.

« Quels mobiles, devait écrire M. RAMON (1), incitèrent Bonaparte à soutenir la nouvelle banque? Il était avant tout, semble-t-il, guidé par son intelligence et poussé par l'opinion; un rapport de police du 28 nivôse an VIII déclare qu'« on ne voit de ressources que dans l'existence d'une banque formée par une association de particuliers et hors de la dépendance du gouvernement », car « les opérations de cette banque, en doublant le numéraire en circulation, faciliteraient les rentrées et donneraient du mouvement au commerce ». Et M. RAMON ajoutait: « A en croire MOLLIEN, Bonaparte se serait flatté de relever dans la Banque, qu'il appellera bientôt ma banque, une des ruines de la Révolution et il y aurait vu un moyen d'attirer à lui les principaux banquiers en utilisant leur concours et en satisfaisant leurs désirs. »

Le préambule de l'acte de fondation donnait les motifs suivants: « Que dans des circonstances semblables plusieurs nations ont conjuré les mêmes

(1) G. RAMON, *Histoire de la Banque de France*, p. 19.

maux et trouvé de grandes ressources dans les établissements de banque.

« Que la Nation française, familiarisée avec les plus grands efforts dans la conquête de la liberté, ne doit pas se laisser opprimer plus longtemps par des circonstances qu'il est en son pouvoir de maîtriser.

« Qu'enfin on doit attendre que l'intérêt privé et l'intérêt public concourront d'une manière prompte et puissante au succès de l'établissement. »

La Banque de France

La Banque de France est originairement une institution privée au capital de 30 millions. Parmi les premiers actionnaires, nous relevons les noms de Bonaparte, premier consul; Cambacérés, deuxième consul; Lebrun, troisième consul; Madame Bonaparte; Jérôme Bonaparte; Hortense de Beauharnais; Barbé Marbois, ministre des Finances; Gaudin; Sieyes; Crétet, conseiller d'Etat; Dubois, préfet de Police; Maret; Murat; Duroc, aide de camp du général Bonaparte; du général Serrurier (1).

D'autre part, la Banque est ainsi administrée. L'assemblée générale élit un conseil général, qui comprend 15 régents et 3 censeurs. Ce conseil nomme un comité central chargé de la direction de la Banque et composé de 3 régents, dont l'un reçoit le titre de président.

(1) Voir Thèse POMMIER, p. 52.

La Banque allait connaître bien des vicissitudes. En particulier, le capital était souscrit lentement. Aussi un décret du 28 nivôse, an VIII (18 janvier 1800), ordonnait :

« Article premier. — La moitié des fonds provenant des cautionnements à fournir par les receveurs généraux des départements, en exécution de la loi du 6 frimaire dernier, sera portée en compte courant au crédit de la caisse d'amortissement, l'autre moitié sera convertie en actions de la Banque de France, inscrites au nom de la caisse d'amortissement.

« Article 2. — Tous les fonds que recevra la caisse d'amortissement seront versés par elle à la Banque de France.

« Article 3. — Les obligations des receveurs généraux qui auront été protestées sur eux seront visées par l'administration de la caisse d'amortissement et ensuite remboursées par la Banque jusqu'à concurrence tant des fonds qui y auront été versés à titre d'actions que de ceux qui existeraient alors dans ses caisses à titre de compte courant. »

Les autres établissements bancaires, bien que de médiocre importance, nuisaient cependant au développement de la Banque. « Je ne veux pas, déclarait Napoléon, de trois banques en concurrence; ces machines sont toujours inquiétantes ». Bientôt, la loi du 24 germinal an XI (14 avril 1803) proclamait dans son article premier :

« L'association formée à Paris sous le nom de Banque de France aura le privilège exclusif d'émet-

tre des billets de banque aux conditions énoncées dans la présente loi. »

Ces conditions, selon l'heureuse expression de M. RADOUANT, consacraient le principe d'une limite naturelle de l'émission (1). Le texte portait en effet : « La convertibilité des billets sert de régulateur, elle oblige la Banque à observer le principe posé, à n'admettre des billets que dans des proportions telles qu'au moyen de numéraire en caisse et des échéances du papier de son portefeuille elle ne puisse être exposée à différer le paiement de ceux dont on lui demanderait le remboursement en espèces. »

En outre, la loi du 24 germinal an XI portait le capital à 45 millions et fixait à 6 % l'importance maximum du dividende annuel. Toutefois les intérêts des rentes acquises avec les fonds de réserve pouvaient être répartis additionnellement.

Ainsi la Banque se trouvait dans une situation particulièrement sûre; cependant ses affaires étaient loin d'être brillantes. L'Etat l'avait chargée du service des rentes et c'était bientôt une source de pertes. Il en était de même pour ses opérations avec la Compagnie des Négociants réunis. Le public, justement ému, réclamait le remboursement des billets, et l'encaisse s'abaissait un instant jusqu'à 1.185.000 francs. Mais la confiance allait renaître à la nouvelle de la victoire d'Austerlitz.

(1) Voir Thèse RADOUANT, p. 17.

Premier renouvellement du Privilège

Le 12 avril 1806, 12 ans avant l'expiration du privilège, il était prorogé du 24 septembre 1803 au 24 septembre 1843. Le capital était porté à 90 millions, non compris le fonds de réserve.

Le dividende se trouve ainsi déterminé, à savoir : 1^o une annuité qui ne peut excéder 6 % du capital ; 2^o les bénéfices en surplus donnent lieu à une deuxième répartition égale aux deux tiers de leur montant. Le dernier tiers est versé au fonds de réserve.

D'autre part, la direction de la Banque est désormais confiée à un gouverneur assisté de deux sous-gouverneurs.

En outre, les statuts doivent recevoir l'approbation de l'Empereur sous forme de règlement d'administration publique.

« En exécution de ce décret, parut le décret du 16 janvier 1808, qui demeure, aujourd'hui encore, la charte de la Banque » (1). Mais, auparavant, le Trésor avait obtenu au mois d'août 1806, un compte courant à la Banque de France.

Le décret du 16 janvier 1808 modifiait peu les statuts antérieurs. La Banque de France devait :

Escompter à toutes personnes des lettres de change et autres effets de commerce, à ordre à des échéances déterminées qui ne pourront excéder 3 mois et souscrits par des commerçants et autres personnes notoirement solvables ;

(1) Voir Thèse RADOUANT, p. 25.

Se charger pour le compte des particuliers et des établissements publics du recouvrement des effets qui lui sont remis ;

Recevoir en compte courant les sommes qui lui sont versées par des particuliers et des établissements publics et payer les dispositions faites sur elle et les engagements pris à son domicile jusqu'à concurrence des sommes encaissées ;

Tenir une caisse des dépôts volontaires pour tous titres, lingots, monnaies d'or et d'argent de toute espèce.

La Banque devait en outre, chaque semestre, rendre compte de ses opérations. L'achat, la vente, l'échange des immeubles de l'Institut d'émission étaient subordonnés à l'autorisation du gouvernement. Ce dernier principe fut bientôt appliqué : le 6 mars 1808, la Banque achetait l'hôtel de Toulouse pour y installer ses bureaux.

D'autres mesures intéressantes furent prises successivement ; elles visaient l'organisation des comptoirs dans les départements, la formation d'une caisse de réserve pour les employés, la création d'une caisse de dépôts volontaires.

La Banque allait survivre à la chute de l'Empire et, le 4 juillet 1820, elle procédait à une répartition des bénéfices mis en réserve et placés en rentes sur l'Etat. Elle renouvelait cette opération le 17 mai 1834. Désormais « il était supprimé pour l'avenir toutes retenues sur les bénéfices nets autres que celles qui seraient nécessaires pour remplacer les prélèvements effectués sur la réserve et la maintenir à une somme

fixe et invariable de 10 millions placés en rentes sur l'Etat ».

Auparavant, en 1832, les relations du Trésor et de la Banque étaient entrées dans une phase nouvelle. La Banque, nous l'avons vu, avait ouvert un compte courant au Trésor, mais il existait en outre des comptes spéciaux. A la demande de l'Etat, la Banque unifiait ces différents comptes. Le gouvernement avait obtenu la réunion de leurs soldes « de façon à ne calculer les intérêts qu'il doit que sur le solde définitif et unique ».

En outre, la Banque consentait une avance en compte courant de 100 millions; mais, dès 1835, un décret décidait que cette obligation serait suspendue si l'encaisse s'abaissait au tiers du passif.

D'autre part, l'année précédente, la Banque s'était efforcée de faciliter la distribution du crédit en France. En particulier, elle autorisait les avances sur tous les effets publics français sans que la condition d'une échéance fixe fut obligatoire.

Deuxième renouvellement du Privilège

Dès le 21 mai 1840, avant son expiration, le Privilège était renouvelé jusqu'au 31 décembre 1867. « Le Privilège est concédé jusqu'au 31 décembre 1867; néanmoins il pourra prendre fin ou être modifié le 31 décembre 1855, s'il en est ainsi décidé par une loi votée dans l'une des deux sessions qui précéderont cette date » (1).

(1) Voir Thèse POMMIER, p. 78.

Le nombre des actions était fixé à 67.900, et désormais une loi était nécessaire pour l'augmenter.

L'Institut d'émission devait, chaque trimestre, publier un état de la situation.

En manière d'escompte, la troisième signature pouvait être remplacée par des effets publics de toute nature, déposés dans les caisses de la Banque.

D'autre part, ce texte législatif apportait un changement au système de l'impôt. L'abonnement annuel pour le timbre des billets était suspendu. A l'avenir, le droit de timbre porterait sur la moyenne des billets au porteur ou à ordre en circulation pendant l'année.

Dans la suite, l'ordonnance du 25 mars 1841 modifia l'organisation des comptoirs et autorisa l'ouverture de plusieurs autres. Puis, la moindre coupure fut abaissée à 200 francs par la loi du 10 juin 1847. Un autre texte législatif (26 mars 1848) décida que les récépissés de dépôts sur marchandises pourraient tenir lieu de la troisième signature.

Enfin l'Institut d'émission procéda à des acquisitions de rentes le 16 mars 1847 et le 20 janvier 1848. La première fois, elle les avait achetées au gouvernement russe.

La Révolution de 1848

La Révolution de 1848 fut pour la Banque une épreuve particulièrement pénible. Son encaisse s'abaissait, le 14 mars, à 70 millions; comme conséquence, le cours forcé fut proclamé par la loi du

15 mars et une modification importante fut apportée au régime du Privilège. Le principe d'une limite naturelle de l'émission cesserait d'être appliqué. Désormais le montant des billets émis ne pourrait excéder 350 millions.

Le régime des banques départementales, rivales de la Banque de France, allait, lui aussi, subir une transformation. Le 25 mars, le gouvernement établissait le cours forcé de leurs billets et fixait à 102 millions le chiffre total de leur émission. Un mois plus tard, les banques départementales de Rouen, Lyon, Le Havre, Lille, Toulouse, Orléans, Marseille, Nantes et Bordeaux devenaient des succursales de la Banque de France. « Le capital, écrit M. POMMIER (1), fut porté à 91.250.000 francs, divisé en 91.250 actions de 1.000 francs, les actions des banques départementales ayant été échangées, action pour action, contre celles de la Banque de France ». Celle-ci obtenait dont le Privilège d'émission pour l'ensemble du territoire français. Son montant était élevé à 525 millions par la loi du 22 décembre 1849. Puis, le 6 août, le cours forcé était suspendu. Deux ans plus tard, à la demande de la Banque, le gouvernement renonçait au droit qu'il s'était réservé de supprimer ou de modifier le Privilège avant le 31 décembre 1855. C'était l'objet de la loi du 3 mars 1852. Elle ordonnait à la Banque une publication hebdomadaire de ses opérations et l'autorisait à admettre en garantie des avances les valeurs de

(1) Voir Thèse POMMIER, p. 85.

chemins de fer. Cette faculté était étendue bientôt aux obligations de la Ville de Paris.

D'autre part, au cours de cette période, l'Institut d'Emission avait eu d'étroites relations avec le Trésor. Il est vrai, toutefois, qu'en 1835, les avances au gouvernement avaient complètement cessé, mais en 1848, la Banque lui consentait un crédit de 50 millions, élevé dans la suite à 150 millions et prorogé pour cinq années par le traité du 3 mars 1852.

Troisième renouvellement du Privilège

La situation particulièrement pénible de la Trésorerie incitait le gouvernement à renouveler, dès le 9 mai 1857, le Privilège.

Le nombre des actions était doublé. Les nouvelles actions, émises au prix de 1.000 francs, étaient réservées aux propriétaires des anciennes. « Le produit de ces nouvelles actions, devait écrire M. POMMIER (1), fut affecté jusqu'à concurrence de 91.250.000 francs à la formation du capital et, pour le surplus, à l'augmentation du fonds de réserve. Le gouvernement obtient ce qu'il voulait, la loi portant que, sur le produit de cet accroissement de capital, une somme de 100 millions serait versée au Trésor public, qui remettrait par contre des rentes 3 % au prix moyen du mois précédant chaque versement, sans pouvoir être inférieur à 75 francs ». Toutefois le Gouvernement fit mettre dans la loi que le nouveau capital de la Banque resterait deux ans à sa

(1) Voir Thèse POMMIER, p. 92.

disposition, pour faciliter le classement des valeurs flottantes.

Le même texte abaissait à 50 francs la moindre coupure et autorisait la Banque à admettre, en garantie des avances, les obligations du Crédit Foncier. De plus, le taux des escomptes et l'intérêt des avances pouvaient être élevés à 6 %, mais dans ce cas, les bénéfices réalisés ne donneraient pas lieu à une distribution et seraient versés au fonds social. Enfin, le gouvernement se réservait le droit d'exiger la création de succursales dans les départements qui n'en possédaient pas encore.

Les relations du Trésor et de la Banque allaient entrer dans une phase nouvelle. Le traité du 10 juin 1857 modifiait le régime antérieur et consacrait le principe d'une avance permanente. Il était décidé en effet que la Banque pourrait, le cas échéant, consentir à l'Etat des avances pour un montant total de 80 millions. Ce chiffre serait progressivement ramené à 60 millions, mais le prêt ainsi consenti ne donnerait lieu à aucun remboursement avant l'expiration du Privilège. La Banque recevait en garantie des bons à trois mois, renouvelables et productifs d'intérêts qui ne saurait dépasser 3 %. Toutefois la clause de compensation était maintenue. « Il n'était payé d'intérêt que sur le solde dont le Trésor était chaque jour réellement débiteur ». Le 31 décembre 1859, la Banque remettait au Trésor les 100 millions promis. Auparavant, le 28, un décret impérial avait autorisé l'inscription au Grand Livre de la Dette publique d'une rente 3 % de 4 millions.

Successivement, plusieurs décrets réglèrent respectivement la question du versement trimestriel des actionnaires, la cession à l'Institut d'émission du Privilège de la Banque de Savoie, le placement en actions de la Banque, en rentes 3 % et en obligations des chemins de fer français des fonds de la caisse de réserve des employés. En outre les obligations de la Société Algérienne étaient bientôt admises en garantie des avances, et de plus toutes les valeurs admises en garantie pouvaient désormais tenir lieu de la troisième signature.

La guerre de 1870-1871

Mais l'horizon s'obscurcissait et la déclaration de guerre intervenait le 17 juillet 1870. C'était, pour la Banque, une occasion nouvelle d'apporter à l'Etat une aide précieuse.

L'avance permanente stipulée par le traité de 1857 n'avait pas encore été utilisée. Peu de temps après l'ouverture des hostilités, elle s'épuisait rapidement par suite des besoins considérables de la Défense Nationale. Le 18 juillet 1870, la Banque prenait l'engagement d'escompter des bons du Trésor jusqu'à concurrence d'une somme de 50 millions. Au mois de septembre, elle consentait une nouvelle avance de 50 millions, bientôt suivie d'un crédit supplémentaire de 75 millions. Entre temps, le 12 août, le cours forcé était proclamé et les billets étaient déclarés « monnaie légale ». En outre, la moindre coupure était abaissée à 25 francs et la limite de l'émis-

sion fixée à 1.800.000 francs. Un décret du 12 août portait ce chiffre à 2.400 millions de francs.

L'année suivante, le 22 janvier 1871, la Banque avançait 400 millions au Gouvernement, c'est-à-dire qu'elle escomptait des bons du Trésor à trois mois, renouvelables et productifs d'intérêt. En garantie, l'Etat donnait les forêts de l'ancienne liste civile. Leurs produits contribueraient à l'amortissement du prêt. De plus, le Gouvernement affectait à l'amortissement toutes ses ressources disponibles et il était décidé que, dans le cas où le taux de l'escompte dépasserait 3 %, le surplus viendrait en diminution de la dette.

Puis, le 15 avril, la Banque consentait un nouveau crédit de 75 millions, et, le 15 juin, un prêt de 200 millions. Dans la suite, le traité du 3 juillet 1871 stipulait une avance de 210 millions, accordée dans des conditions identiques à celles du traité du 22 janvier. Toutefois le taux de l'intérêt pouvait être modifié pendant l'année 1873.

Effectivement, le 2 janvier suivant, il était réduit à 1 % mais, constate M. RADOUANT, « cet intérêt réduit ne supporterait désormais aucun prélèvement à titre d'amortissement » (1). De plus, il était décidé que l'Etat verserait à la Banque, chaque année, à partir de 1872, une somme de 200 millions. Pour lui permettre de tenir son engagement, la caisse des Dépôts et Consignations devait lui apporter, d'une part, 40 millions : le reste lui était fourni par le

(1) Voir Thèse RADOUANT, p. 52.

montant de l'intérêt supplémentaire et par l'inscription, au budget, d'une somme de 7 millions 1/2.

La Banque allait ainsi faciliter le paiement de l'indemnité de guerre. Son avance de 200 millions fut utilisée d'ailleurs partiellement et remboursée le 18 février 1874. Pour l'année suivante, l'Etat demandait à l'Institut d'émission de réduire à 150 millions le versement convenu. Un accord intervint, qui fut ratifié par la loi du 4 août 1874. La Banque consentait à l'Etat une avance de 80 millions, la moitié réalisable en 1875 par portions égales au début de chaque trimestre, cette avance devant être remboursée immédiatement après celle de la guerre, dans un délai de six mois et sous les mêmes conditions. Cette même année, les disponibilités de l'Etat lui permettaient d'effectuer un remboursement de 270 millions, par conséquent supérieur à ses obligations, d'autant plus que la Banque avait consenti à réduire respectivement les versements pour 1875 et 1876, à 150 millions et 100 millions; les différences ainsi remises devaient être acquittées en 1879.

De plus, la loi du 3 août 1875 stipulait que le cours forcé des billets prendrait fin lorsque le montant de la dette serait ramené à 300 millions. Cette éventualité devait se réaliser deux ans plus tard, dès 1877.

En 1878, l'Etat effectue un nouveau versement de 235 millions, soit un excédent de 85 millions à reporter sur l'année suivante. Mais les ressources manquent pour le dernier versement, qui se monte

à 65 millions. La Banque, aux termes d'un traité du 29 mars 1878, accorde alors à l'Etat une avance de 80 millions pour une période de dix années. En 1888, elle était prorogée pour 2 ans, puis successivement, chaque année, la loi de finances allait la renouveler jusqu'en 1897. Ainsi la Banque consentait, en réalité, à l'Etat une avance permanente de 140 millions, composée d'un crédit de 60 millions accordé en 1857 et d'un prêt de 80 millions décidé en 1878. Toutefois, l'intérêt éventuel, qui était de 3 % pour les 60 millions avancés en 1857, était abaissé à 1 % pour les 80 millions nouveaux.

Le Gouvernement s'est libéré entièrement de sa dette de guerre le 14 mars 1879.

D'autre part, au cours de cette période, des mesures particulièrement intéressantes étaient prises, qui visaient la suppression de la coupure de 25 francs et la création de la coupure de 20 francs, l'ouverture de succursales, l'organisation de la caisse de réserve des employés, la modification du régime des impôts.

A ce dernier point de vue, le droit du timbre perçu antérieurement sur la moyenne des billets en circulation pendant l'année ne porterait à l'avenir que sur la quotité moyenne des billets correspondant aux opérations productives et commerciales. Le surplus des billets était frappé d'un droit de 0 fr. 20 pour 1.000. Cet avantage était accordé à la Banque par le traité du 13 juin 1878, en échange de l'avance de 80 millions.

Signalons encore un décret du 23 février 1880,

qui admettait en garantie des avances les obligations des villes et départements français.

Enfin, la limite de l'émission était fixée à 3.500 millions, chiffre élevé le 25 janvier 1893 à 4 milliards.

Quatrième renouvellement du Privilège

Pour la quatrième fois, le 17 novembre 1897, le privilège était prorogé jusqu'au 31 décembre 1920, mais il pouvait prendre fin, le 31 décembre 1911, si une loi votée pendant l'année en décidait ainsi.

L'émission des billets était élevée à 5 milliards.

Il était stipulé, que le cours légal d'un type déterminé de billets pourrait, sur la demande de la Banque, être supprimé par un décret, la Banque restant d'ailleurs toujours tenue d'en opérer le remboursement à vue et en espèces.

Les engagements souscrits par les syndicats agricoles étaient désormais admis à l'escompte. De plus, la loi abaissait à 5 % la limite du taux de l'escompte au-dessus de laquelle les bénéfices en résultant n'entraient pas dans les dividendes annuels. Les trois quarts du profit ainsi soustrait aux actionnaires seraient versés à l'Etat, le dernier quart étant destiné au fonds social.

Le même texte législatif prescrivait l'augmentation du nombre des agences, en particulier la création, à partir de 1900, de 15 succursales à raison d'une chaque année. La Banque devait, d'autre part, mettre à la disposition du Trésor pendant toute la

durée du Privilège une somme de 40 millions non productive d'intérêts; les crédits antérieurs de 1857 et de 1878 étaient renouvelés aux mêmes conditions.

Le régime fiscal était renforcé. Désormais, d'après l'article 5, la Banque verserait, le 15 janvier et le 15 juillet, une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive, sans qu'elle puisse jamais être inférieure à 2 millions.

Enfin, la loi attribuait à l'Etat le bénéfice représenté, pour la Banque, par les billets détruits ou dont l'émission serait supprimée; en particulier, elle devait verser à l'Etat le montant des billets à impression noire non encore remboursés.

Ultérieurement, trois décrets du 22 février 1899, du 16 novembre et du 2 juin 1909 admirent, en garantie des avances sur titres, les obligations émises par les Gouvernements de l'Indo-Chine, de l'Algérie ou de la Tunisie, des colonies et pays de protectorats français. En 1909 également, les titulaires de comptes furent autorisés à remettre à l'encaissement des effets payables sur des places différentes.

Conventions des 11 et 28 novembre 1911

Les conventions précitées stipulaient le maintien des établissements créés récemment et volontairement par la Banque. Elles ordonnaient encore l'ouverture dans un délai de deux ans, de 10 succursales, 12 bureaux auxiliaires et 50 villes rattachées, parmi lesquelles seraient compris les chefs-lieux

d'arrondissement et de canton de 80.000 habitants et au-dessus, qui n'étaient pas encore bancables. Les effets payables à l'étranger et dans les colonies françaises étaient désormais admis à l'escompte. A l'avenir, la Banque exonérait de toute commission les virements échangés entre ses comptes-courants établis sur des places différentes. De plus, l'Institut d'émission devait encaisser gratuitement, pour le compte de ses comptes courants, les chèques tirés sur des banques adhérentes à la Chambre de compensation de Paris ou sur leurs correspondants.

Quant à l'avance permanente, elle était augmentée de 20 millions, affectés à des œuvres de crédit.

Enfin, la redevance proportionnelle instituée par la loi de 1897 devenait progressive et, d'autre part, la Banque devait verser à l'Etat une somme de 5 millions sur le montant des billets de tous les anciens types à impression bleue, sans fond rose, et des petites coupures de 5, 20 et 25 francs restant en circulation au 31 décembre 1911.

Nous voici arrivés au terme de notre Introduction historique. Elle était nécessaire pour nous permettre d'étudier sans digressions ni hors-d'œuvre la situation de la Banque de France depuis 1914.

Nous diviserons cette étude en cinq chapitres :

Dans le premier, nous traiterons de l'Administration de la Banque ; dans le second, de l'émission des billets. Le troisième chapitre sera consacré aux rapports de la Banque et de l'Etat ; le quatrième chapitre, à l'étude du change. Dans le cinquième chapitre, nous envisagerons les rapports de la Banque avec le public.

CHAPITRE PREMIER

L'ADMINISTRATION DE LA BANQUE DE FRANCE

La Banque de France est encore, aujourd'hui, administrée suivant les règles qui ont été établies dans les premières années de sa fondation. La loi de renouvellement du Privilège (20 décembre 1918), devait y apporter peu de modifications. Nous examinerons successivement les différents organes de l'Institut d'Emission, à savoir : l'Assemblée générale, le Conseil général, les comités, la fonction du Gouverneur, puis nous étudierons les succursales. Enfin, dans un dernier paragraphe, nous traiterons les questions relatives au personnel.

L'Assemblée Générale

Avant d'examiner la composition et les pouvoirs de cette assemblée, il nous semble utile de donner quelques renseignements sur le nombre des actionnaires, sur les droits et obligations attachés à la qualité d'actionnaire.

Le nombre des actionnaires s'élevait à 52.544, le 31 décembre 1914. Quatre ans plus tard, il atteignait 33.647. Le 31 décembre 1931, il était de 39.513. L'année dernière, en fin d'exercice, il s'élevait à 41.414. Le tableau suivant répartit les actionnaires suivant le nombre de leurs actions, aux trois dates précitées :

Actionnaires possédant	1914	1918	1931	1932
1 action..	11.530	11.958	16.998	17.916
2 actions.	6.954	7.374	8.583	9.121
3 à 5 actions.	7.141	7.357	7.868	8.273
3 à 10 actions.	3.680	3.776	3.336	3.335
11 à 20 actions.	1.751	1.764	1.476	1.533
21 à 30 actions.	698	680	627	618
31 à 50 actions.	430	403	363	350
51 à 100 actions.	240	232	180	188
Plus de 100 actions.	120	103	82	80
	32.544	33.647	39.513	41.414

Les propriétaires d'une action unique sont de beaucoup les plus nombreux. Les gros actionnaires composent, au contraire, un groupe restreint. Ce sont le plus souvent des personnes morales, par exemple la Ville de Paris, l'Assistance publique. L'action de la Banque de France tend à se démocratiser. Le nombre des actionnaires possédant 20 actions, ou moins, est de 40.178 en 1932, contre 31.056 en 1914. A

l'inverse, le nombre des actionnaires possédant plus de 20 actions tombe de 1.488 en 1914 à 1.236 en 1932. Présentement, le nombre des possesseurs d'une seule action forme 43 % du total, et la proportion des possesseurs d'une ou deux actions 65 %.

D'autre part, les actionnaires actuels ne sont pas, en général, les descendants des premiers actionnaires. C'est infiniment regrettable pour eux, car la valeur de l'action a sensiblement augmenté depuis la fondation de la Banque. En particulier, après la guerre, elle a atteint certains cours extrêmement élevés. Successivement, elle était cotée le 31 décembre 1914, 4.625 francs; le 3 décembre 1918 (la cotation n'ayant pas lieu tous les jours), 5.255 francs. Elle atteignait son cours le plus élevé, soit 27.500 francs, le 26 janvier 1929.

Aujourd'hui encore, malgré la baisse des titres, elle se maintient dans les environs de 12.000 francs.

Si la valeur de l'action s'est accrue dans de notables proportions, il en a été de même pendant quelques temps du dividende que l'actionnaire touche chaque année, conformément aux statuts :

1914: 190 francs; 1918: 240 francs; 1930: 620 francs; 1931: 385 francs; 1932: 200 francs.

Depuis 1931, le dividende a donc très sensiblement baissé.

Mais la loi du 20 décembre 1918 a stipulé « Que dans le cas où la Banque distribuerait un dividende net supérieur à 240 francs par action, elle devrait verser à l'Etat une somme correspondant à l'excédent ainsi réparti. »

Enfin, « Les deux cents actionnaires constatés être depuis trois mois révolus les plus forts propriétaires des actions, constituent l'Assemblée générale des actionnaires. Nul ne peut en faire partie s'il ne jouit de la qualité de citoyen français. »

Ainsi l'Assemblée générale ne comprend pas tous les actionnaires, qui n'ont pas même le droit d'y être représentés, et l'amendement proposé dans ce sens, lors du dernier renouvellement, a été énergiquement repoussé. On avait, en effet, proposé au Parlement l'institution d'une assemblée préparatoire à raison d'un mandat par 25 actions. Elle devait être chargée d'élire l'Assemblée générale. La Chambre des députés a jugé dangereuse cette proposition. « Une telle mesure, déclare notamment M. Charles RAMENDOU, aurait permis aux grandes sociétés de crédit de s'infiltrer dans l'Administration de la Banque; elles auraient été le lien naturel entre leurs nombreux clients possesseurs d'actions; en outre, cette assemblée préparatoire aurait été très nombreuse, 7.000 membres environ, et n'aurait pas manqué de réclamer des pouvoirs étendus. Aussi, le *statu quo* a été maintenu (1). »

Il nous reste à examiner les pouvoirs de cette assemblée, dont chaque membre touche un jeton de présence et n'a qu'une voix, quel que soit le nombre d'actions possédées.

Elle est chargée d'élire les Régents et les Censeurs. Dans cette intention, elle est convoquée une fois par

(1) Voir Thèse RAMENDOU, p. 24.

an pendant le mois de janvier. Au cours de la séance, le Gouverneur, interprète du Conseil général, donne lecture du compte rendu des opérations de la Banque pour l'année écoulée; puis, le rapport des censeurs est entendu. L'assemblée est appelée à approuver ces déclarations.

Mais des séances extraordinaires sont prévues par les statuts :

1° Lorsque le nombre des régents est réduit à douze et celui des censeurs à un, par suite de décès ou de retraite;

2° Sur la demande des censeurs approuvée par le Conseil.

Le Conseil Général

Le Conseil général, élu par l'Assemblée générale, comprend quinze Régents. Ils doivent être propriétaires de trente actions, et la dernière loi de renouvellement du Privilège allait imposer une nouvelle condition. D'après l'article 4, en effet, aucun Régent ne peut être administrateur de sociétés financières de pays en guerre avec la France.

Conformément aux statuts, trois sièges sont réservés à des Trésoriers-payeurs généraux, cinq autres, à des actionnaires industriels et commerçants. Depuis 1909, le Conseil de Régence représente l'activité générale du pays. A cette date, pour la première fois un agriculteur, M. Jules BESNARD, était appelé à en faire partie. Au même titre, ce poste était attribué successivement, en 1916 à M. Emile PLU-

CHET, puis, en 1929, à M. le Marquis DE VOGUÉ, président de la Société d'Agriculture de France.

Une remarque s'impose encore: il n'est pas rare de voir un fils succéder à son père dans la fonction de Régent. Il en a été ainsi pour les familles MALET et BALSAN.

Les Régents sont renouvelés par cinquièmes et rééligibles. Si l'un d'entre eux donne sa démission, ou vient à décéder, le successeur n'exerce la fonction que pour le temps restant à courir au prédécesseur.

Enfin, leurs attributions, multiples et importantes, n'ont pas été modifiées par la dernière loi de renouvellement du Privilège. Par conséquent, le Conseil général, réuni une fois par semaine, continue conformément aux dispositions de la loi du 22 avril 1806:

« A surveiller toutes les parties de l'établissement;

« A faire le choix des effets qui pourront être pris à l'escompte;

« A délibérer ses statuts particuliers et les règlements intérieurs;

« A délibérer, sur la proposition du Gouverneur, tous traités généraux et conventions;

« A statuer sur la création et l'émission des billets de la Banque, payables au porteur;

« A déterminer le placement des fonds de réserve, et à veiller sur ce que la Banque ne fasse d'autres opérations que celles déterminées par la loi et selon les formes réglées par les statuts. »

En outre: « Les appointements et salaires des agents et employés de la Banque, et les dépenses générales d'administration, seront délibérés chaque année et d'avance par le Conseil. Il présentera le compte annuel de la Banque à l'Assemblée générale. »

Les décisions du Conseil général sont, d'autre part, soumises à des conditions de validité. Dix Régents au minimum doivent prendre part au vote qui a lieu, en présence d'un Censeur.

Ainsi, le Conseil de Régence joue, à la Banque, un rôle considérable. En particulier, au cours de ces dernières années, il devait assumer une tâche écrasante, qu'il a magnifiquement remplie.

Dans la deuxième partie de notre travail, nous étudierons son œuvre pendant les hostilités et dans la période troublée de l'après guerre. Mais il est un point sur lequel, dès maintenant, il convient d'insister. Bien que la Banque de France ait des liens étroits avec l'Etat, son Conseil général reste indépendant. Sans doute, il a souvent exaucé les vœux du Gouvernement, lorsque les circonstances l'exigeaient, mais aucune influence n'a jamais pesé d'un poids déterminant sur ses résolutions, et les Régents savent, le cas échéant, présenter nettement leurs observations.

Les Censeurs et les Comités

I. — LES CENSEURS

Trois Censeurs, élus par l'Assemblée générale des actionnaires font partie du Conseil général; ils ne

prennent pas part aux votes qu'il émet, mais l'un d'eux a mission de surveiller les scrutins.

En outre, ils peuvent se faire présenter « l'état des Caisses, Registres et Portefeuille, et proposer les mesures qu'ils croient utiles à l'intérêt de la Banque. »

II. — LES COMITÉS

Les Régents et les Censeurs se réunissent pour constituer plusieurs conseils et comités, qui sont chargés respectivement de veiller à la bonne exécution des différentes opérations de la Banque.

Un de ces groupements joue un rôle considérable; c'est le Conseil d'escompte. « Organisme purement facultatif », ses membres sont nommés par les Censeurs sur une liste triple de candidats présentés par le Conseil général. Ils doivent fournir un cautionnement de dix actions. Renouvelés par quart chaque année, ils font alternativement partie du Comité d'escompte.

Le Comité d'escompte est chargé de l'examen du papier. Il comprend deux Régents et trois membres du Conseil d'escompte. Une réunion a lieu chaque jour ouvrable.

Il existe, en outre, d'autres comités, à savoir :

Le Comité des billets (trois Régents, quatre Régents suppléants et trois Censeurs) règle l'émission, l'annulation et la destruction des billets de la Banque.

Le Comité des livres et portefeuille (quatre Régents, trois Régents suppléants, trois Censeurs) procède à l'examen des Registres de la Banque.

Le Comité des caisses (trois Régents), réuni une fois par semaine, en vérifie la situation.

Le Comité des relations avec le Trésor (cinq Régents, cinq suppléants), dont le nom même indique le rôle.

Le Comité des succursales (quatre Régents, trois Régents suppléants, trois Censeurs).

Le Gouverneur

La loi du 22 avril 1806 remettait à un Gouverneur et à deux Sous-Gouverneurs, désignés par le Gouvernement, la direction de la Banque, primitivement confiée à un comité nommé par le Conseil général; elle réservait, en outre, trois sièges de Régents à des trésoriers généraux. Cette prescription, encore en vigueur de nos jours, était, dès l'origine, l'objet de violentes critiques. Le public, non sans inquiétude, constatait l'intrusion de l'Etat dans l'Administration de la Banque. Le Gouvernement possédait six voix, disait-on, au Conseil de Régence, et en cas de partage, celle du Gouverneur est prépondérante.

Cependant le Gouverneur CRÉTET déclarait: « La loi ne change rien aux institutions fondamentales de la Banque. Son capital est toujours la propriété des actionnaires. L'innovation se réduit à substituer le Gouverneur et deux Sous-Gouverneurs au Comité central, que la loi du 24 Germinal an XI avait chargé de la direction générale des affaires, et à donner à la Banque un gouvernement plus dépendant de la loi...

C'est une maison de commerce privée, mais supérieure à toutes les autres (1). »

Plus tard, THIERS déclarait à son tour : « La Banque est une institution parfaitement indépendante du Gouvernement (2). »

La Banque de France est, en effet, demeurée un établissement privé. L'étude des fonctions du Gouverneur prouve clairement que celui-ci ne peut exercer, au sein du Conseil général, une influence prépondérante.

La loi du 20 décembre 1918 n'a pas modifié ces attributions. En conséquence :

1° Nul effet ne pourra être escompté que sur la proposition du Conseil général et sur l'approbation formelle du Gouverneur.

2° La nomination, la révocation et destitution des agents de la Banque seront exercés par lui.

3° Il signera seul, au nom de la Banque, tous traités et conventions; les actions judiciaires seront exercées au nom des Régents, à la poursuite et à la diligence du Gouverneur.

4° Il signera la correspondance. Il pourra néanmoins se faire suppléer à cet égard, ainsi que pour les endossements et acquits des effets actifs de la Banque.

5° Le Gouverneur présidera le Conseil général de la Banque et tous les comités.

6° Nulle délibération ne pourra être exécutée si elle n'est revêtue de sa signature.

(1) et (2) Cités par M. POMMIER, Thèse, p. 34.

7° Il fera exécuter dans toute leur étendue les lois relatives à la Banque, les statuts et les délibérations du Conseil général.

M. POMMIER écrivait donc avec juste raison : « Le Conseil général est souverain pour décider des mesures à prendre... et le Gouverneur a seulement le droit de *veto* (1). »

D'autre part, une condition est exigée des Gouverneurs et des Sous-Gouverneurs. Le premier doit posséder 100 actions. Ce chiffre est abaissé à 50 pour les seconds. Lors du dernier renouvellement du Privilège (20 décembre 1918), un député, M. BARTHE, proposait la suppression de cette règle traditionnelle. La Chambre a jugé utile de la conserver, la considérant comme une garantie de bonne administration. On avait demandé, d'autre part, que les fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur ne pussent être attribuées à un fonctionnaire du Ministère des Finances ayant entretenu des relations avec la Banque. Cette proposition a été repoussée. La Banque de France et la Trésorerie ont évidemment des rapports très étroits, et il peut arriver que leurs intérêts se trouvent divergents. Le Parlement a pensé, cependant, que ce n'était pas une raison suffisante pour priver l'Institut d'Emission des services précieux de financiers avertis.

Le poste de gouverneur exige, en effet, des titulaires possédant une particulière compétence. On a pu en voir les effets dans certaines circonstances cri-

(1) Voir Thèse POMMIER, p. 25.

tiques. C'est ainsi qu'en 1914, M. Georges PALLAIN, depuis fort longtemps à la tête de la Banque de France, a su prendre devant l'attitude menaçante de l'Allemagne les mesures nécessaires, et servir utilement l'intérêt du pays.

Les Succursales

La Banque de France a son siège social à Paris. Il avait été exceptionnellement transféré à Bordeaux, le 3 septembre 1914, lors de l'avance allemande sur la capitale. Des succursales et des bureaux auxiliaires ont, en outre, été établis sur un grand nombre de points du territoire.

Au renouvellement de 1897, le nombre des places bancables était de 261; en 1914, il atteignait 585, à savoir: la Banque Centrale, 143 succursales, 75 bureaux auxiliaires.

Au début de la guerre, un certain nombre de succursales, par suite de l'occupation ennemie, se trouva dans l'impossibilité de fonctionner. Aussi, dès l'année 1915, le Conseil général ouvrait à Paris, rue Radziwil, des bureaux chargés d'effectuer les opérations de ces succursales, et le Gouverneur déclarait, dans son rapport à l'Assemblée générale des actionnaires, le 27 janvier 1916: « Nous avons pu, ainsi, donner satisfaction aux demandes de 4.000 titulaires de ces comptes, et leur permettre notamment de souscrire 50 millions de francs en Bons ou Obligations de la Défense Nationale et en rente 5 %.

En 1918, le nombre des places bancables n'avait

pas changé. Toutefois, au lendemain de l'armistice, la Banque avait ouvert des guichets spéciaux à Strasbourg, Metz, Colmar, Mulhouse.

La loi de renouvellement du 20 décembre 1918 allait apporter, à ce point de vue, des modifications importantes. Elle imposait, en effet, la création, dans le délai de dix ans, de 12 succursales et de 25 bureaux auxiliaires. D'autre part, la Banque devait organiser dans 50 villes rattachées un service d'encaissement. Les chefs-lieux d'arrondissement et les chefs-lieux de canton de 6.000 habitants et au-dessus, qui n'étaient pas encore bancables, seraient compris parmi les villes rattachées.

Actuellement, l'Institut d'émission se compose d'une Banque Centrale, 18 bureaux de Paris et de la banlieue, 159 succursales, 84 bureaux auxiliaires, 399 villes rattachées, en tout 661 comptoirs de toute nature et villes rattachées, répartis entre 656 places bancables.

Ce développement des agences a été, dit-on, une source de profits considérables pour la Banque; dès lors, il semble qu'elle doive en poursuivre l'extension. M. RAMENDOU déclare très justement: « Il y a, d'ailleurs, une limite qui doit arrêter les créations d'agences de la Banque de France, et qui est inhérente à ses opérations elles-mêmes, cet établissement ne se proposant pas, comme certaines sociétés, de drainer l'épargne à travers tout le pays pour le canaliser vers des entreprises étrangères, ou même françaises, mais simplement de faciliter la circulation des billets, d'aider l'Etat dans ses opérations financières,

et de soutenir par ses escomptes et ses avances l'industrie et le commerce. Il n'a pas besoin pour cela de démarcheurs ni d'un réseau trop étendu d'agences. » (1)

La loi de renouvellement, qui augmentait ainsi dans de notables proportions le nombre des succursales et des bureaux auxiliaires, n'en modifiait pas l'organisation.

La succursale est toujours confiée à un directeur assisté d'un Conseil chargé de la surveillance des opérations, et qui se compose de trois censeurs et de douze administrateurs.

Le directeur est désigné par le Ministre des Finances, parmi trois candidats présentés par le Gouverneur de la Banque. Les censeurs sont nommés par les Régents. Les membres du Conseil sont choisis par l'Assemblée générale, sur une liste de candidats en nombre double proposés par le Conseil général. Ils appartiennent ordinairement au monde commerçant et industriel. Les directeurs doivent posséder de 5 à 10 actions, suivant l'importance de la succursale. Un minimum de 2 actions est exigé des censeurs et des administrateurs.

D'autre part, les bureaux auxiliaires ont à leur tête un chef de bureau, assisté d'un petit nombre d'employés. Il n'y a pas de Conseil d'administration.

Enfin, un agent de la Banque se rend dans les villes rattachées, aux jours d'échéance, pour y effectuer les encaissements.

(1) Voir thèse RAMENDOU, p. 36.

Ainsi administrés, les succursales et les bureaux ont entre eux des relations très étroites; les seconds, en effet, sont placés sous la dépendance des premières, qui elles-mêmes sont strictement contrôlées par des inspecteurs de la Banque Centrale.

Le Personnel

Le personnel de la Banque comprenait, en 1914, 3.948 employés. Au cours des hostilités, il devait mériter les plus vifs éloges. D'ailleurs, des instructions précises lui étaient données, dès la mobilisation, par l'ouverture de la circulaire secrète de 1913; il y était dit notamment: « L'heure est venue pour vous, et pour ceux qui restent vos collaborateurs, de justifier notre confiance en dominant cette épreuve redoutable par le calme, la vigilance, l'initiative et la fermeté. »

Ce personnel allait être largement diminué, 2.000 employés étant appelés sous les drapeaux. Pour combler les vides, l'administration fit appel à des employés retraités et à un important concours féminin.

En 1918, le personnel comprenait 4.046 employés. Ce chiffre s'élevait, en 1932, à 4.865. « En outre, 6.583 employés étaient occupés, soit journellement, soit périodiquement, tant à la Banque Centrale que dans les succursales. »

Aux trois époques précitées, le personnel se répartissait ainsi, à savoir :

	Banque Centrale	Succursales et Bureaux auxiliaires
1914.....	1.563	2.385
1918.....	1.675	2.470
1932.....	1.840	3.025

D'autre part, le personnel comprend des agents titulaires ou fixes, des agents auxiliaires, des agents stagiaires.

« Les agents titulaires ou fixes constituent le cadre fondamental et professionnel du personnel de la Banque. Ils assurent le service des bureaux, de la recette et de la fabrication des billets.

« Les agents auxiliaires comprennent les aides, ou auxiliaires aux recettes, que la Banque emploie quelques journées par mois seulement, pour collaborer, avec ses garçons titulaires, au travail de la recette extérieure des plus fortes échéances. Ces agents exercent tous, au dehors et dans l'intervalle des journées d'encaissement, un autre emploi ou un commerce qui constitue leur occupation principale. Leur travail à la Banque, et les salaires qu'ils y touchent, ont le caractère d'un appoint essentiellement accessoire et complémentaire.

« Les agents stagiaires de diverses catégories (stagiaires aux écritures, grooms, hommes d'équipe, ouvrières stagiaires), sont tous des débutants qui accomplissent une période d'épreuve avant de pren-

dre part aux divers concours ou d'obtenir leur commission (1). »

D'une façon générale, ce personnel, conformément au règlement établi selon les prescriptions de l'article 8 de la loi de 1911, est recruté au concours et pour l'accès de certains grades, des titres universitaires sont exigés des candidats. Le texte précité fixe, en outre, les conditions d'avancement.

De plus, la Banque accorde une retraite à tous ses employés, après un certain nombre d'années de services. Diverses institutions en assurent le paiement.

La caisse de réserve, créée le 16 janvier 1888, est chargée des retraites des agents titulaires. En effet, aux termes du décret, « la Banque tient une caisse de réserve pour ses employés. Cette réserve se compose d'une retenue sur les traitements. La quotité, l'emploi et la distribution de la réserve sont délibérés par le Conseil général et soumis à l'approbation du Gouverneur. »

Une disposition relativement récente, en date du 29 décembre 1928, a modifié le montant des versements et fixé le maximum de la retraite :

« ARTICLE PREMIER. — Le traitement de tous les employés de la Banque de France participant à la caisse de réserve des employés, est soumis à une retenue du vingtième, soit 5 % du montant du traitement.

ART. 2. — Le maximum de la pension ne peut excéder 50.000 francs. »

(1) Voir les *Institutions patronales et mutuelles à la Banque de France*, 1906.

La caisse des dames employées fonctionne dans des conditions à peu près identiques. La retenue est ici fixée à 1 %.

Le personnel auxiliaire est inscrit à la Caisse Nationale des Retraites, et le régime des retraites ouvrières et paysannes est appliqué aux agents non commissionnés et non inscrits à la Caisse Nationale des Retraites, ainsi qu'aux dames employées à titre auxiliaire, lorsque leur rémunération annuelle ne dépasse pas 10.000 francs, et que leur âge n'atteint pas 60 ans. La Banque n'exige d'eux aucune contribution.

Récemment, « en vue de l'application de la loi du 5 avril 1928 et du décret du 5 avril 1929, la Banque a souscrit les déclarations d'emploi relatives à l'immatriculation sur les registres des offices départementaux des Assurances sociales, des agents soumis au régime de l'assurance obligatoire. Ces agents sont ceux dont les émoluments annuels ne dépassent pas 15.000 francs pour les célibataires ou mariés sans enfant, 18.000 francs si l'intéressé a un enfant, et ainsi de suite en augmentant de 2.000 francs par enfant. Les agents masculins du cadre titulaire, affiliés par conséquent à la Caisse de réserve des employés, et les correspondants des villes rattachées, sont en dehors de cette réglementation. » (1)

Ainsi la Banque manifeste à l'égard de ses employés une grande sollicitude, les traitements et les retraites ont été augmentés proportionnellement au

(1) Voir M. LOBEAU, *La Banque de France*, p. 280.

coût de la vie ; elle a accordé successivement d'importantes indemnités, et cherche aujourd'hui encore à faire bénéficier son personnel de mesures particulièrement bienveillantes.

Toutefois, il est un point qu'il convient de signaler, le personnel de la Banque est tenu à l'écart de l'administration. La caisse de réserve possède un nombre important d'actions, et cependant elle n'a qu'un délégué à l'Assemblée générale. En particulier, ces dernières années, la Banque a approuvé la décision de la Chambre qui rejetait l'amendement Lairelle ; il s'agissait d'accorder aux employés des actions de travail.

On a vivement critiqué cette proposition. « Le jour, a-t-on dit, où les agents de la Banque arriveraient, grâce à leurs actions de travail, à se faire représenter au Conseil général, il est vraisemblable qu'ils défendraient avec d'autant plus de rigueur les bénéfices de l'établissement qu'ils pourraient arriver à augmenter ainsi, non seulement les revenus de leurs actions, mais aussi la rémunération de leur travail. L'Etat, ayant cette fois affaire à des travailleurs, serait gêné pour prendre la plus large part de ces bénéfices, et pour appliquer les dispositions du privilège concernant les actionnaires (1).

Mais, ne peut-on dire, en sens inverse, que ce serait aussi la porte ouverte à bien des difficultés, des réclamations, des luttes intestines ? La discipline de l'établissement pourrait en souffrir. La Banque de

(1) Voir Thèse RAMENDOU, p. 32.

France n'est pas une Banque d'Etat, mais elle a avec l'Etat des rapports si nombreux et de telle importance que, dans une telle question, l'intérêt public est engagé tout autant que les intérêts privés.

Si, d'ailleurs, on voulait porter un jugement d'ensemble sur l'administration de la Banque de France, dans la période actuelle, on ne saurait mieux faire, croyons-nous, que de citer textuellement le passage suivant d'une revue étrangère: « Il n'y a pas au monde de banque mieux dirigée que la Banque de France. Celle-ci est un exemple de banque existant depuis plus d'un siècle, et remplissant sa tâche aussi bien que ne le fait aucune banque au monde. Si nous citons l'exemple de la Banque de France, nous le faisons parce que l'expérience de plus d'un siècle prouve, que malgré les invasions étrangères, les révolutions intérieures et les graves pertes de territoire, la Banque de France reste toujours à la hauteur de la grande réputation qu'elle s'est acquise (1). »

(1) Cité par M. FELSENHART, p. 203 (extrait de la Revue anglaise *The Statist* du 1^{er} juin 1928.)

CHAPITRE II

LE PRIVILÈGE

I. — DE LA CONCESSION DU PRIVILÈGE

La loi du 20 décembre 1918, qui ratifiait la convention du 26 octobre, a prorogé jusqu'au 31 décembre 1945 le Privilège de la Banque de France. Auparavant, une enquête faite auprès de groupements de commerçants et d'industriels, avait donné les résultats suivants : 150 associations consultées réclamaient le renouvellement du Privilège.

Le principe de l'unité est aujourd'hui, dans notre pays, unanimement accepté. L'exemple de la plupart des nations nous invite d'ailleurs à y rester fidèles. La Suisse a renoncé à la multiplicité des banques d'émission. Le régime anglais a fini par aboutir, en fait, à l'unité. Aux Etats-Unis, enfin, le système de réglementation des banques d'émission, écrit M. le Professeur PERREAU, tend à faire place à un système de monopole collectif, sinon, dans un avenir plus ou moins prochain, à un système de monopole exclusif, exercé par le Comité de réserve fédérale, banque

centrale d'émission, dont les banques de réserve fédérales ne seront plus que les succursales (1).

La dernière loi de renouvellement n'a pas réalisé la nationalisation de la Banque. Ce fait peut paraître étrange, si l'on songe au mouvement d'opinion qui, chaque jour, réclame de plus en plus la substitution de l'Etat aux particuliers dans l'ordre économique. Le droit d'émettre de la monnaie de papier, a-t-on dit, est un droit régalien analogue au droit de frapper la monnaie métallique. Dès lors, pourquoi le législateur concède-t-il à une société privée le Privilège d'émission.

Il fait, en réalité, preuve d'une grande sagesse et, lors du récent renouvellement, l'expérience de quatre années de guerre a prouvé clairement l'absolue nécessité de confier à nouveau l'exercice du Privilège à un établissement distinct de l'Etat.

L'histoire financière de notre pays est fertile, en effet, en crises de Trésorerie, et ces situations particulièrement pénibles ont toujours incité l'Etat à s'adresser à la Banque. Il en a été ainsi au cours de la dernière guerre et au lendemain de la paix, pendant la période de réadaptation à la vie normale. Le Gouvernement a sollicité d'importances avances, et la limite autorisée de l'émission s'est élevée progressivement. Il est vraisemblable qu'elle eût atteint un chiffre beaucoup plus considérable encore si la Banque avait été un Institut national. Une Banque d'Etat ne peut rien refuser au Gouvernement, puis-

(1) Voir PERREAU, *Cour d'Economie politique*, p. 462.

qu'elle est entièrement entre ses mains. Un établissement privé sait, le cas échéant, résister à ses exigences et rendre moins désastreuses les conséquences de l'inflation monétaire, à savoir la hausse des prix et la ruine des rentiers.

De plus, un élément psychologique intervient en la matière. Le pays considère avec moins d'inquiétude une limite d'émission très élevée si le Privilège est exercé par un institut privé ; il s'émeut, au contraire, s'il sait que le crédit de la Banque est lié ici au crédit de l'Etat. « C'est précisément l'éventualité de ces situations délicates, écrit M. LOBEAU, qui justifie le mieux la nécessité de créer, à côté des pouvoirs gouvernementaux un organisme indépendant, chargé de sauvegarder le mécanisme fiduciaire du pays. La séparation de l'Etat et de l'Institut d'émission, la distinction absolue entre l'art de gouverner et le privilège d'émettre une monnaie représentative d'espèces métalliques est la doctrine idéale. Des faits montrent qu'en France, devant la nécessité, la superposition des deux crédits est admise, mais que la confusion ne saurait l'être. » (1)

Ainsi, avec juste raison, le Parlement concède à un établissement privé l'exercice du Privilège ; mais en réalité, c'est une perte importante pour l'Etat et une source de profits considérables pour la Banque. « Lorsque la Banque délivre des billets en échange d'espèces métalliques qu'elle garde dans ses caves, cette émission de billets ne lui procure aucun avan-

(1) E. LOBEAU, *La Banque de France*, p. 19.

tage, parce qu'elle ne recouvre pour elle aucune opération productive, c'est un simple échange de papier qu'elle donne contre de l'or dont on lui a confié la garde. Mais il y a une partie plus ou moins grande de billets émis qui dépasse la valeur de l'encaisse, et c'est pour cette partie de la circulation qui est émise, non pas à titre de simple échange improductif de billets contre espèces, mais à l'occasion d'opérations productives d'escompte ou d'avances qu'a faites la Banque qu'on voit apparaître le Privilège (2). »

Il ne faut pas s'y tromper, toutefois : la Banque conserve une part peu importante des bénéfices ainsi réalisés. L'Etat lui impose de lourdes charges, qui ont été considérablement aggravées lors du dernier renouvellement. Ces charges pourraient même paraître excessives, si on observe que le profit retiré de l'emploi des billets à des opérations productives est loin d'être sans risques, et que la pratique du commerce de banque présente des difficultés telles qu'il n'est peut-être pas désirable de voir l'Etat lui-même les assumer.

II. — CONVENTIONS ET LOIS RELATIVES A L'ÉMISSION

Au cours de notre introduction historique, nous avons vu les modifications apportées au régime de l'émission. La limite légale, substituée en 1848 à la limite naturelle, était le principe en vigueur à l'ouverture des hostilités.

(2) LÉON POLIER, cité par FELSENHART, Thèse, p. 135.

Dès le 5 août, une loi proclamait le cours forcé et fixait le maximum de la circulation à 12 milliards, ce maximum pouvant être relevé sur la proposition du Ministre des Finances, par décret rendu en Conseil d'Etat.

Il atteignit en effet, successivement :

1915, 11 mai	15 milliards
1916, 15 mars	18 —
1917, 15 février	21 —
1917, 10 septembre	24 —
1918, 7 février	27 —
1918, 3 mai	30 —
1918, 5 septembre	33 —

Puis, les hostilités terminées, il était porté, le 25 février 1919, à 36 milliards.

« Quand la guerre prit fin en 1918, écrit M. Charles GIDE, on aurait pu croire que l'inflation prendrait fin. Tout au contraire, elle reprit de plus belle (60 milliards).

Ce phénomène s'explique sans se justifier :

a) par la nécessité de pourvoir aux dépenses des régions dévastées ;

b) par les déficits accumulés du budget, causés eux-mêmes, en partie, par la dépréciation de la monnaie. » (1)

Justement ému, le Parlement, par la loi du 5 mars 1919 (art. 2), retira au Gouvernement le droit d'éle-

(1) GIDE, *Manuel d'Economie politique*, p. 560.

ver par décret le maximum d'émission. Il n'en est pas moins vrai que la limite fut fixée, le 17 juillet 1919, à 40 milliards. Puis en 1920, le 31 juillet, le droit d'élever la limite par décret rendu en Conseil d'Etat était de nouveau accordé au Gouvernement pour l'année 1920, et en l'absence des Chambres, ce maximum ne pouvant en aucun cas dépasser 43 milliards.

Successivement, il atteignait, en :

1920, 28 septembre	41 milliards
1925, 15 avril	45 —
1925, 27 juin,	51 —
1925, 4 décembre	58 milliards 1/2

Dans la suite, le 7 août 1926, il fut décidé que la limite légale fixée à 58 milliards et demi, se trouverait automatiquement élevée d'un montant égal à la valeur du métal et des devises acquis par la Banque.

Deux ans après, la loi monétaire du 25 juin 1928 modifiait le régime de l'émission. Le principe d'une limite légale cessait d'être appliqué. Le nouveau texte fixait une proportion obligatoire de 35 % entre l'encaisse or de la Banque, devises non comprises, et le montant cumulé des billets en circulation et des comptes courants créditeurs. Par cette réglementation nouvelle, le système français se rapprochait de celui pratiqué dans la plupart des autres Etats, notamment en Allemagne et en Angleterre, depuis les réformes bancaires des dernières années.

La loi supprimait, en outre le cours forcé. Le retour à la convertibilité était une mesure de nature à rassurer les esprits et à agir heureusement sur les conditions de la vie économique.

Les résultats de la réforme monétaire peuvent être, du point de vue de la Banque, illustrés par les indications ci-dessous, relatives aux réserves métalliques avant et après 1928 :

COMPOSITION DE LA RÉSERVE D'OR

	Or en caisse (en francs)	Or à l'étranger (en francs)
1916	3.489.598.388	1.592.680.318
1917	3.313.100.000	2.037.100.100
1918	3.440.500.000	2.037.100.100
1919	3.600.200.000	1.978.300.100
1920	3.551.800.000	1.948.400.000
1921	3.575.818.000	1.948.367.000
1922	3.670.316.000	1.948.367.000
1923	3.675.948.000	1.864.367.000
1924	3.860.798.000	1.864.321.000
1925	3.863.768.000	1.864.321.000
1926	3.864.489.000	1.864.321.000
1927	3.680.501.000	

REMARQUE. — En 1927, l'or à l'étranger se décomposait comme suit :

Or libre et disponibilités-or à l'étranger.	462.772.000 fr.
Or non disponible à l'étranger.....	1.401.549.000 fr.

ENCAISSE OR (après la stabilisation)

1928	31.838.371.400 fr.
1929	41.622.114.200 —
1930	53.563.485.400 —
1931	68.481.174.200 —
1932	83.128.601.065 —

MONNAIES D'ARGENT ET DE BILLON

Le 9 août 1929, ce poste est soldé au prix de réévaluation, soit 732.111.193 fr. 18.

De nouvelles pièces sont frappées pour un montant de :

1929	221.304.246 fr.
1930	581.311.626 —
1931	938.318.766 —
1932	1.338.826.776 —

III. — EMISSION ET RETRAIT DES BILLETS

Un comité, composé de trois Régents, de quatre Régents suppléants et de trois Censeurs, est chargé de la surveillance de l'émission et du retrait des billets. C'est un service particulièrement important et délicat.

A l'heure actuelle, la plus forte coupure émise par la Banque est de 1.000 francs, la plus faible est de 5 francs. Tous les billets reproduisent les signatures

du Secrétaire général et du Caissier principal. La signature du Contrôleur général est reproduite sur les billets de 1.000 francs et de 500 francs. De plus, chaque billet a un numéro d'ordre.

Le papier employé doit être sans défaut et l'impression remarquablement nette. Successivement, elle a été noire, puis bleue à partir de 1862, rose en 1888. Le billet de 100 francs polychrome est apparu en 1906. Dans la suite, la Banque émettait, le 4 octobre 1918, un billet de 5 francs à fond mauve, puis en 1928 et en 1929 respectivement un billet de 50 francs et de 100 francs à quatre couleurs. Quant au dessin, il a varié suivant les époques.

Le billet, une fois mis en circulation, ne peut en cas de perte, être frappé d'opposition. D'autre part, la prescription trentenaire ne lui est pas applicable, pour les raisons indiquées ci-dessous :

a) Le billet est souvent mis entre les mains du public à une date postérieure à son émission.

b) La suppression d'un type de billets n'entraîne pas nécessairement le retrait immédiat des billets en cours.

La Banque rembourse les billets détériorés ou détruits, mais exige parfois des garanties. Dans tous les cas, elle n'est pas tenue de rembourser les faux billets. Un arrêt du 4 juillet 1832 est formel à ce sujet. « Dans certains cas, écrit M. LOBEAU, lorsque la bonne foi du présentateur paraît entière, la Banque lui épargne les inconvénients d'une saisie officielle en se substituant aux autorités judiciaires pour retenir le billet. La Banque est tenue de remettre au

Parquet tous les billets faux qu'elle détient. Ces mesures sont pleinement justifiées. D'une part, le présentateur ne peut revendiquer un titre dangereux et sans valeur; d'autre part, la transmission des billets à l'administration judiciaire peut aider à la découverte du faussaire. La Banque délivre au présentateur, s'il en exprime le désir et si son honnêteté est hors de doute, un reçu motivé qui énonce la coupure du faux billet et ses indices. Le timbre du reçu est à la charge du présentateur. » (1) C'est évidemment un préjudice considérable pour lui, aussi dans de nombreux cas, la Banque a consenti à partager le montant de la perte.

La contrefaçon d'ailleurs est sévèrement punie ; elle entraîne la condamnation aux travaux forcés à perpétuité. La même peine frappe tous ceux qui, en connaissance de cause, ont fait usage de faux billets ou les ont introduits sur le territoire français. En outre, la loi du 17 juillet 1885 interdit les billets réclame, qui peuvent prêter à confusion avec les billets authentiques. Les contrevenants sont susceptibles d'un emprisonnement de 5 jours à 6 mois et d'une amende allant de 16 francs à 2.000 francs.

Les billets ne demeurent en circulation qu'un certain laps de temps ; ils se détériorent et s'encrassent en effet rapidement. En conséquence :

(1) Voir LOBEAU, p. 44.

Les billets de 1.000 fr. sont retirés et remplacés au bout de 4 ans 1/2

—	500	—	—	—	4 ans
—	100	—	—	—	3 ans 1/2
—	50	—	—	—	3 ans
—	10	—	—	—	13 à 14 mois
—	5	—	—	—	20 mois.

Les billets retirés de la circulation sont brûlés dans
des incinérateurs.

CHAPITRE III

LES RAPPORTS DE LA BANQUE DE FRANCE AVEC L'ÉTAT

La Banque de France, comme nous l'avons observé, avait des rapports nombreux et étroits avec l'Etat. Ces rapports sont d'ailleurs de nature fort différents.

D'une part, l'Etat s'adresse à la Banque comme le ferait un simple particulier ; elle est à la fois son prêteur et son caissier ; il profite des mêmes avantages qu'elle accorde au public.

D'autre part, l'Etat frappe la Banque de lourds impôts ; elle est son contribuable, c'est le prix du Privilège qu'il lui consent.

La Banque, avons-nous dit, est à la fois le prêteur, le caissier et le contribuable de l'Etat.

Prêteur, elle lui avance des sommes considérables.

Caissier, elle effectue pour lui d'importantes opérations de trésorerie.

Contribuable, elle est particulièrement grevée envers lui.

Depuis 1914, ces rapports ont pris un large développement. Les besoins de la Défense Nationale exigeant d'énormes disponibilités, la Banque allait avancer au Gouvernement les sommes nécessaires, dont le remboursement donnerait lieu, après la guerre, à maintes difficultés. De plus, les opérations effectuées pour le compte du Trésor étaient appelées à prendre une extension importante. Enfin, la loi de renouvellement du Privilège aggravait les charges de la Banque et lui imposait de nouvelles contributions.

Pour étudier sous leurs divers aspects les rapports de la Banque et de l'Etat, nous diviserons notre chapitre III en six paragraphes :

Paragraphe I : Le financement de la guerre.

Paragraphe II : Le remboursement de la dette de l'Etat.

Paragraphe III : Les rapports de la Banque avec la Caisse d'amortissement.

Paragraphe IV : Les opérations pour le compte du Trésor.

Paragraphe V : L'intervention de la Banque pour le placement des émissions de l'Etat.

Paragraphe VI : Les impôts et redevances.

§ I. — Le financement de la guerre

A. — AVANT LA DÉCLARATION DE GUERRE

Le Gouvernement allemand avait préparé avec le plus grand soin le financement de la guerre et, antérieurement aux hostilités, il avait entrepris à ce sujet des réformes considérables. La loi du 1^{er} juillet 1913 portait le Trésor de guerre de 120 millions de marks à 240 millions. « Elle prévoyait la création d'une réserve de 120 millions de marks en monnaies d'argent destinée à pourvoir à des besoins extraordinaires, et l'émission de 120 millions de marks de bons de la Caisse de l'Empire, qui seraient employés à accroître d'autant le Trésor de guerre constitué en or à la Tour de Spandau. » (1).

Mais le programme financier comportait, en outre, une active politique de l'or. Sous l'influence de M. HAVENSTEIN, son directeur, la Reichsbank augmentait son encaisse métallique, elle drainait insensiblement l'or de la circulation et, afin d'éviter une pénurie monétaire, elle procédait à des émissions de billets de 20 et de 50 marks. Cette initiative de la Banque d'Empire fut suivie par les autres établissements financiers qui s'efforcèrent, dans la mesure du possible, de constituer des réserves importantes. L'influence de la Reichsbank allait d'ailleurs grandissante et, le 15 juin, M. HAVENSTEIN convoquait les directeurs des autres maisons bancaires pour leur dicter ses instructions.

Il leur recommandait en particulier « de conserver en espèces ou en comptes courants à la Reichsbank

(1) Rapport LANDRY, p. 63.

une somme égale à 10 % de leurs dépôts et autres exigibles à vue » (1). A la veille du conflit, l'Allemagne avait donc pris toutes les précautions nécessaires pour le financement de la guerre.

Aussi, n'était-ce pas sans émotion que M. RIBOT pouvait déclarer à la tribune de la Chambre française : « Quand la guerre a éclaté, nous n'avions pas pris toutes les précautions propres à nous permettre d'en soutenir l'effort au point de vue financier. C'est une preuve, après tant d'autres, que nous ne voulions pas la guerre. » (2)

Sans doute, devant l'attitude menaçante de l'Allemagne, le Gouvernement français avait, lui aussi, édicté certaines mesures préventives, mais elles étaient insuffisantes. Tout d'abord, la France ne possédait pas de Trésor de guerre. Cette institution avait soulevé de nombreuses controverses. Certains économistes lui reprochaient son peu d'utilité. Il est évident, disaient-ils, qu'un trésor de guerre ne peut financer entièrement un conflit moderne; il est rapidement absorbé par les dépenses de mobilisation. M. LEROY-BEAULIEU constatait cependant que, dans la situation troublée où nous vivons, les Etats dont les charges ne sont pas excessives agissent avec prévoyance en s'assurant ce secours. En réalité, cette aide pécuniaire qui permet à une nation de passer du pied de paix au pied de guerre, notre pays la possédait, grâce aux conventions secrètes passées le

(1) Rapport LANDRY, p. 63.

(2) M. RIBOT, Exposé des motifs de douzièmes provisoires du premier semestre de l'exercice 1915. (*Doc. Parl., Annexe*, n° 455, p. 2114.)

11 novembre 1911 par la Banque de France et le ministre des Finances, M. KLOTZ.

Aux termes de ces conventions, la Banque s'engageait pendant la durée du privilège, à mettre à la disposition de l'Etat, dans le cas de mobilisation générale de l'armée de terre, ou de mobilisation générale de l'armée de mer avec mobilisation partielle de l'armée de terre, une somme de 2.900 millions, dont 500 serait remis immédiatement au Ministre des Finances. D'autre part, le Ministère des Finances dressait une liste des succursales qui seraient autorisées à consentir les premières ouvertures de crédit.

Ces dispositions allaient être complétées ultérieurement. Le 7 juillet 1914, le Gouvernement émettait un emprunt de 805 millions 3 1/2 % amortissable « affecté, jusqu'à concurrence de 600 millions, aux dépenses non renouvelables intéressant la Défense Nationale ».

Telles étaient les mesures préventives prises par le Gouvernement. Suffiraient-elles pour permettre à l'Etat français, le cas échéant, de fournir un très gros effort financier ? Telle était la question. La Banque de France en comprenait la gravité. Elle avait promis son aide ; non contente de faire à l'Etat les avances des premiers frais de guerre, elle était résolue à ne pas limiter son concours. « Elle travaillait dans le silence, avec une continuité de vues que jamais la contagion des folies ambiantes n'a pu troubler, à se mettre en état de fournir l'effort financier qu'elle pressentait nécessaire. » (1)

(1) *Le Pour et le Contre*, n° du 10 janvier 1915, p. 14.

La Banque, depuis fort longtemps, pratiquait une active politique de l'or. Dès 1881, sur les conseils de M. Joseph MAGNIN, son gouverneur, elle augmentait sa réserve métallique, qui atteignait successivement les chiffres suivants :

Décembre 1913	3.517 millions de francs	
Juin 1914	3.865	—
Juillet 1914	4.098	—

« En fait, a écrit M. le professeur PERREAU, l'encaisse des grandes banques d'émission constitue pour les Etats modernes un véritable Trésor de guerre ». La politique suivie par la Banque de France ne contredit pas cette appréciation (1).

Inquiet des menées de M. HAVENSTEIN, notre Institut d'émission maintenait intacte son encaisse-or, garantie de premier ordre de la solidité du billet de banque, et effectuait ses remboursements en monnaie d'argent.

D'autre part, la Banque procédait à une émission de billets de 10 francs et de 5 francs. Grâce à ces coupures, réparties sur l'ensemble du territoire et mises en circulation le 31 juillet 1914, une crise de numéraire fut heureusement évitée.

Enfin une circulaire secrète, imprimée en 1913, avait été déposée dans toutes les succursales. Elle contenait des dispositions concernant l'encaisse, les relations avec le Trésor, les opérations d'escompte,

(1) PERREAU, *op. cit.*, p. 463.

les avances sur titres, les dépôts de titres, les ordres de bourse, le service de recettes, le personnel. En outre, elle renfermait des instructions spéciales pour les établissements de la zone d'opérations militaires.

Ce document, et les mesures précédemment étudiées, réduisent à néant certaines affirmations malveillantes. « La Banque, a-t-on dit, n'avait rien prévu du tout ». M. le Gouverneur PALLAIN a répondu simplement, lors de l'assemblée générale du 28 janvier 1915 : « La Banque avait abordé avec une entière sécurité la tâche qui lui incombait, parce que la Banque, elle aussi, avait très attentivement préparé sa mobilisation » (1).

B. — PENDANT LA GUERRE

Conventions relatives aux prêts consentis à l'Etat

La Banque remplit exactement ses engagements, mais les avances prévues par les conventions secrètes furent rapidement absorbées. Aussi, dès le 18 septembre 1914, le ministre des Finances écrivait à M. le Gouverneur PALLAIN : « La guerre paraît devoir être longue et c'est à la Banque que nous devons avoir recours pour la soutenir jusqu'au bout. Il ne peut être question, en effet, de faire appel en ce moment au public, par emprunt, et le placement des Bons de la Défense Nationale ne pourra nous fournir qu'une assez faible partie des ressources dont nous avons besoin. »

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 28 janvier 1915, p. 4.

La Banque répondit favorablement. En agissant ainsi, elle obéissait bien, semble-t-il, à un mobile patriotique, car ses dirigeants n'étaient pas sans redouter une politique d'avances, ainsi que le prouve la lettre suivante: « M. le Gouverneur informe le Conseil général qu'il s'est rendu aujourd'hui même auprès du ministre des Finances, accompagné de MM. les Sous-Gouverneurs, pour lui exposer que dans les circonstances actuelles et de l'aveu même des personnes les plus averties ayant l'expérience du passé, il paraissait nécessaire de procéder immédiatement à un emprunt, bien que cette opération puisse être considérée comme un peu tardive. » (1).

Quoi qu'il en soit, le 21 septembre 1914, la Banque consentait un nouveau prêt de 3.100 millions, mais elle n'était pas sans se préoccuper des moyens pour l'Etat d'amortir un jour une telle dette. Ce problème n'avait pas été, d'autre part, sans inquiéter M. RIBOT lui-même qui, dans sa lettre du 18 septembre, s'exprimait en ces termes: « Rien ne serait plus funeste que de céder à la tentation de différer ce remboursement pour se dispenser de faire les emprunts nécessaires et profiter du taux réduit d'intérêt de l'Etat envers la Banque ».

Aussi la convention de Bordeaux contenait les dispositions suivantes: « Le taux d'intérêt de ces avances au Trésor public demeure fixé à 1 %, pendant toute la durée des hostilités et, pendant l'année qui suivra, il est diminué de 1/8^e, à titre de redevance

(1) Voir *Journal Officiel* du 31 mai 1918, p. 1598.

à l'Etat. Un relèvement est ensuite prévu afin de constituer un fonds d'amortissement sur lequel sera prélevé d'abord le montant des atténuations qu'il y aurait lieu d'appliquer aux risques résultant de notre portefeuille commercial, immobilisé par la prorogation des échéances. Le reliquat de ce fonds est destiné à hâter le remboursement de la dette de l'Etat, car des avances aussi importantes ont pour conséquence le cours forcé des billets. » (1).

De plus, d'après l'article 3 de cette même convention, l'Etat s'engageait à rembourser dans le plus court délai possible les avances faites par la Banque, soit au moyen de ressources ordinaires du budget, soit sur les premiers emprunts, soit sur les autres ressources extraordinaires dont il pouvait disposer. Le 18 décembre, M. RIBOT déclarait à la tribune de la Chambre :

« Le plus grand péril pour nos finances, ce serait qu'on pût s'accoutumer au cours forcé du billet de banque. On y trouverait l'avantage apparent de ne pas rembourser sa dette. Il lui serait commode (au Trésor) de ne payer à la Banque qu'un intérêt réduit de 1 % au lieu de contracter des emprunts dont il devrait servir l'intérêt et assurer l'amortissement. Ce serait pour le budget un allègement d'autant plus appréciable que nous aurons, après la guerre, de grandes difficultés pour rétablir l'équilibre de nos budgets. Mais rien ne serait plus funeste à la Banque, comme le prouve l'expérience de pays qui n'ont

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 28 janvier 1915, p. 5.

pas eu la force de restituer aux banques les sommes qui leur avaient été empruntées. »

Grâce à cette sage politique, le total des avances (avances secrètes et avances du 21 septembre 1914), qui atteignait 6 milliards, était ramené à 3 milliards 900 millions le 24 décembre.

Par la suite, la Banque a consenti de nouveaux prêts que l'Etat a remboursé au fur et à mesure de ses disponibilités.

1915. — La convention du 4 mai portait le chiffre des prêts à 7 milliards 400 millions. Mais le Gouvernement allait bientôt se libérer partiellement. En effet, le résultat du premier emprunt de guerre était magnifiqu. L'Etat prélevait sur les fonds ainsi obtenus une somme de 2 milliards 400 millions et, par ce moyen, le compte des avances était réduit à 5 milliards le 24 décembre.

1916. — Aucune convention n'a été conclue pendant l'année 1916. Toutefois, le rapport de l'Assemblée générale des actionnaires contient les indications suivantes :

« Grâce à l'importance des ressources fournies volontairement par le public, les prélèvements de l'Etat sur son compte d'avances n'ont pas dépassé, en 1916, 4.600 millions, dont 2.200 millions ont été remboursés sur le produit de l'emprunt (1). »

En fin d'année, la dette du Trésor envers la

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 25 janvier 1917.*

Banque s'élevait à 7.400 millions contre 5 milliards à la fin de 1915.

1917. — La créance de la Banque allait être considérablement augmentée en 1917. Successivement, les conventions des 13 février et 20 octobre accordaient au gouvernement des avances nouvelles pour un total de 5.400 millions. Le 22 décembre, l'ensemble des prêts ainsi consentis atteignait 12 milliards 500 millions. Le remboursement effectué par l'Etat avait été de 300 millions.

Enfin, dans les derniers mois des hostilités, deux accords signés à des dates rapprochées, le 4 avril et le 5 juin 1918, portaient le montant des avances à 21 milliards; mais, dès le mois d'août, l'Etat cédait à la Banque une créance de 200 millions de dollars sur le Trésor des Etats-Unis. Puis, il affectait à l'amortissement de sa dette une partie importante des ressources produites par le quatrième emprunt. Le total des prêts, le 24 décembre, était ainsi ramené à 17.150 millions.

Le tableau ci-dessous résume les variations du montant des avances consenties par la Banque à l'Etat, compte tenu des remboursements effectués jusqu'à la fin de 1918.

31 décembre 1914.....	3.900.000.000	FRANCS
— — 1915.....	5.000.000.000	—
— — 1916.....	7.400.000.000	—
— — 1917.....	12.500.000.000	—
— — 1918.....	17.150.000.000	—

Avances aux Gouvernements étrangers

Si la Banque de France a apporté un concours précieux à l'Etat, elle devait en outre consentir des avances aux nations alliées. Nous allons maintenant aborder l'étude de ce nouveau compte, qui a été ouvert à la demande du gouvernement russe.

Le 20 novembre 1914, le ministre des Finances, M. RIBOT, écrivait à M. le Gouverneur PALLAIN : « Pour faire suite à nos entretiens, je vous remets une copie de la note de l'ambassadeur de Russie en date du 13 novembre, relative aux moyens de liquider les engagements des banques russes envers nos nationaux.

« Vous m'avez déjà mis au courant d'une proposition qui vous avait été faite en vue du même objet par le conseiller financier de l'ambassade impériale. Je n'ai pas besoin de recommander à votre plus sérieuse attention et à celle du Conseil de Régence une question d'un intérêt si évident pour nos relations économiques avec la nation amie et alliée de la France.

« Agréez..... »

Une entente était en effet particulièrement nécessaire. De nombreuses maisons françaises possédaient sur des établissements russes d'importantes créances, dont elles obtenaient difficilement le remboursement. Aussi, le 20 janvier 1915, la Banque de France accordait à la Banque de Russie une avance

de 500 millions non productive d'intérêt et garantie par des bons du Trésor Impérial. C'était désormais l'Institut d'émission qui, sur un ordre de la Banque de Russie, remboursait les créances françaises.

Peu de temps après, la Banque consentait de nouveaux prêts, conformément à l'accord du 2 février 1915. Elle escomptait des bons du Trésor pour avances de l'Etat à des gouvernements étrangers. Le mécanisme de l'opération était le suivant : le ministre des Finances remettait à la Banque des Bons du Trésor non productifs d'intérêt. Ils étaient escomptés au taux courant, renouvelés tous les trois mois et accrus du montant capitalisé des intérêts de renouvellement. Le montant de ces escomptes atteignait successivement :

630 millions en 1915.			
1.730	—	—	1916
3.215	—	—	1917
3.526	—	—	1918

Une remarque particulièrement importante s'impose. Aucun escompte n'a été consenti au Gouvernement impérial pendant l'année 1918. A cette époque, la Russie livrée à l'anarchie, s'était détachée de la France.

Nous étudierons ultérieurement la liquidation de ce nouveau compte.

§ II. — Le remboursement de la dette de l'Etat

Au lendemain des hostilités, le Gouvernement devait rembourser à la Banque 20 milliards 1/2 environ. En effet sa dette proprement dite s'élevait à 17 milliards 150 millions, et à ce chiffre il faut ajouter le montant des Bons du Trésor escomptés pour avances de l'Etat à des gouvernements étrangers. C'était évidemment une très lourde charge, mais la loi du 20 décembre 1918 allait en alléger le poids. Ce texte sanctionnait en effet la convention du 26 octobre 1917, dont l'article 2 imposait à la Banque de nouveaux sacrifices.

« Art. 2. — A dater du début de l'exercice 1918, les produits exceptionnels résultant de l'escompte des bons du Trésor français à des gouvernements étrangers et de l'intérêt sur les avances temporaires consenties à l'Etat, donneront lieu, au profit de l'Etat, aux prélèvements ci-après :

« 85 % du produit de l'escompte des Bons du Trésor français à des gouvernements étrangers.

« 50 % des intérêts perçus sur les avances à l'Etat, déduction faite de l'intérêt supplémentaire visé aux articles 4 et 5 de la Convention du 21 septembre 1914, sanctionnée par la loi du 26 décembre 1914, intérêt qui sera versé intégralement au compte de réserve et d'amortissement institué par l'article 5 de la dite convention.

« Cette contribution comprendra la redevance sur les éléments susvisés, lesquels ne seront pas repris dans la circulation productive.

« Le montant de la contribution ainsi déterminé sera versé, au fur et à mesure de l'encaissement par la Banque des produits correspondants, au compte spécial de réserve et d'amortissement sus-visé.

« Pour la période écoulée entre le 1^{er} août et la clôture de l'exercice 1917, la Banque versera au dit compte spécial, dès la promulgation de la loi approuvant la présente convention, une somme de 200 millions, qui comprendra le solde de la redevance, pour l'exercice 1917, sur les produits visés au paragraphe I du présent article.

« Pour le passé, ce versement de 200 millions et, pour l'avenir, les prélèvements prévus au premier alinéa du présent article tiendront lieu, pour la Banque, d'impôt sur les bénéfices de guerre. »

« En outre, la loi du 20 décembre 1918 sanctionnait un avenant daté du 11 mars 1918, dans lequel il était dit : « La Banque bonifiera le solde du compte d'amortissement d'un intérêt calculé au taux net des avances à l'Etat, déduction faite de l'impôt du timbre et du prélèvement prévu à l'article 3 de la dite convention.

« Cet intérêt sera porté à un compte annexe, le dernier jour de chaque semestre.

« Au moment de la liquidation finale du compte d'amortissement, il sera fait un décompte récapitulatif des sommes successivement absorbées par l'amortissement, ou attribuées à l'Etat sur le montant du dit compte.

« La Banque versera au Trésor une part du compte

annexe proportionnelle au total des sommes attribuées à l'Etat d'après le décompte récapitulatif susvisé. »

L'Institut d'émission avait donc consenti de nouveaux sacrifices en faveur de l'Etat. De son côté, le Gouvernement avait la ferme intention de se libérer rapidement. Peu de temps après, cependant, il devait renoncer à ce sage dessein et contracter de nouvelles dettes envers la Banque.

1919. — Le 13 février 1919, il obtenait un prêt de 3 milliards dans des conditions, il est vrai, plus avantageuses; la convention stipulait, en effet, un intérêt de 0,75 %. La situation n'en était pas moins regrettable; dès 1917, de nombreux parlementaires avaient protesté contre cette politique de facilité consistant à éviter les impôts et les emprunts pour recourir à l'émission de papier-monnaie. Quoi qu'il en soit, la guerre terminée, la Banque de France continuait à mettre à la disposition du Gouvernement d'importantes ressources, bien qu'elle n'approuvât pas le principe de ces emprunts. La politique de la Banque elle-même pouvait paraître étrange; M. le Gouverneur PALLAIN l'a pleinement justifiée: « Au lendemain de l'armistice, écrit-il, le Gouvernement s'est trouvé en présence de besoins nouveaux et d'une liquidation formidable à organiser, tandis que les besoins anciens allaient pendant plusieurs mois continuer de peser sur le Trésor... Après un examen attentif des besoins et des possibilités de la Trésorerie, votre conseil ne pouvait pas

ne pas reconnaître que les conditions générales ne laissaient pas encore la liberté de faire appel, autant qu'il l'eût fallu, à des ressources normales et à des emprunts fréquemment répétés. Il a donc accepté de porter de 21 milliards à 24 milliards le maximum des avances consenties à l'Etat » (1). Et il ajoutait : « Cette augmentation devait permettre notamment le retrait des coupures locales émises dans les régions du Nord pendant l'occupation allemande et la modification du régime monétaire en Alsace et en Lorraine » (2).

Mais bientôt l'Etat adressait une nouvelle et pressante requête à l'Institut d'émission. Justement inquiet, et devant la gravité des circonstances, le Conseil général de la Banque crut devoir rendre publique sa délibération. Il fait observer : « Que, depuis l'armistice, la Banque était allée jusqu'à l'extrême limite des avances qu'elle pouvait raisonnablement consentir à l'Etat sans courir le risque de porter une atteinte grave au crédit du billet de banque qui constitue la base même de la vie financière économique et sociale de la nation ».

Aussi la convention du 24 avril 1919, qui accordait un nouveau prêt de 3 milliards, stipulait la condition suivante : Le Gouvernement promettait de prélever « sur le montant du plus prochain emprunt à émettre en rentes ou en obligations, une somme suffisante pour éteindre les avances prévues par la dite convention. De son côté, la Banque s'était vo-

(1) et (2) *Assemblée générale des actionnaires* du 29 janvier 1920, p. 10.

lontainement engagée à verser au compte d'amortissement la totalité de l'intérêt reçu pour ce nouveau prêt.

La situation financière de l'Etat s'aggravait néanmoins. Le maximum des avances autorisées atteignait 27 milliards. Sans doute le Gouvernement allait effectuer quelques remboursements: 300 millions dans le mois de mai, 350 millions dans le mois d'août et 600 millions dans le mois de décembre. Toujours est-il vrai que sa dette, en fin d'exercice, accusait une augmentation supérieure à 8 millions de francs.

« Deux chiffres sont impressionnants, déclare M. GERMAIN-MARTIN. Du 2 janvier 1919 au 2 janvier 1920, les avances passent de 17 milliards 800 millions à 25 milliards 850 millions. Au lendemain de l'armistice, au lieu de préparer rapidement une réorganisation de notre système fiscal, on a usé de ces mots qui nous ont causé tant de mal: « l'Allemagne paiera, elle paiera tout » (1).

Le Gouvernement avait donc pratiqué, après la guerre, une politique imprévoyante, dont les conséquences nuisaient à l'intérêt du pays. La situation particulièrement grave de la Trésorerie allait lui inspirer des mesures salutaires, en l'amenant à élaborer un vaste plan financier qui lui permit de se libérer envers l'Institut d'émission. « Le montant des avances consenties par la Banque de France à l'Etat, déclarait l'exposé des motifs du projet de

(1) Voir GERMAIN-MARTIN, *Finances publiques de la France et la fortune privée*, p. 143.

loi, s'élève aujourd'hui à 25 milliards 1/2. Elles approchent indiscutablement du terme au-delà duquel elles ne pourraient être accrues sans aggraver, dans les conditions les plus fâcheuses, la hausse déjà si regrettable de tous les prix, et nous avons le devoir impérieux d'en amorcer le plus tôt possible le remboursement » (2).

1920. — Fidèle à sa promesse, le gouvernement procédait en effet à des remboursements importants: 550 millions dans le mois de janvier, 1 milliard dans le mois d'avril; malheureusement les ressources fournies par le premier emprunt de liquidation (émis en février) ne devaient pas lui permettre de ramener sa dette au chiffre de 24 milliards, comme il avait eu l'intention de le faire.

Aussi, l'accord du 14 avril 1920, ratifié par la loi du 22 avril, accordait-il à l'Etat un délai de grâce:

« Art. premier. — Sont prorogées, jusqu'au 31 décembre 1920, les dispositions de la convention du 24 avril 1919, ratifiées par la loi du 17 juillet 1919, par laquelle le montant des avances que la Banque s'est engagée à mettre à la disposition de l'Etat a été provisoirement fixé à 27 milliards.

Art. 2. — L'Etat s'engage à effectuer sur le produit du plus prochain emprunt en rentes ou en obligations qu'il émettra le remboursement extinctif prévu par l'article 3 de la dite convention.

(2) Exposé des motifs du projet de loi autorisant l'Emprunt de février-mars 1920.

Art. 3. — En exécution des obligations résultant de l'article 3 de la convention du 21 septembre 1924, l'Etat s'engage à poursuivre l'amortissement de sa dette envers la Banque jusqu'à concurrence d'une somme d'au moins 2 milliards de francs chaque année à dater du 1^{er} janvier 1921. En conséquence, le montant des avances autorisées sera réduit de 2 milliards de francs le 31 décembre 1921 et le 31 décembre de chacune des années ultérieures ».

Bientôt, l'Etat effectuait deux paiements importants: 500 millions dans le mois de juin et 650 millions dans les mois de juillet et d'août. Cependant, en fin d'exercice, sa dette atteignait 26 milliards 600 millions et, de nouveau, il était dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations. Dès lors la nécessité d'une nouvelle convention s'imposait.

Conclue le 29 décembre 1920, elle était particulièrement avantageuse pour le Gouvernement:

Le maximum des avances autorisées demeurerait fixé à 27 milliards jusqu'au 31 décembre 1921. A cette date, l'importance des engagements de l'Etat à l'égard de la Banque devait être réduit à 25 milliards; le Gouvernement renouvelait sa promesse de poursuivre l'amortissement de cette dette jusqu'à concurrence d'une somme d'au moins 2 milliards.

Il nous faut encore signaler un fait particulièrement intéressant: le 27 octobre 1920, le compte de réserve et d'amortissement couvrait largement les créances dont il était la garantie. Par suite l'excédent qui, suivant les dispositions précédentes, devait contribuer à la libération de l'Etat envers l'Institut

d'émission était versé à un « compte de réserve spécial ».

1921. — Quant à l'accord précité, il recevait application. En 1921 la situation financière du Gouvernement s'était améliorée. Il effectuait le remboursement prévu et ramenait le montant de ses obligations à 24 milliards 600 millions, le 31 décembre. Le même jour, ce total devait accuser encore une diminution considérable: il tombait, en effet, à 23 milliards, la Banque portant en atténuation de la dette de l'Etat l'excédent disponible, soit 1.279 millions du compte spécial de réserve et d'amortissement, conformément à l'article 3 de la Convention du 26 octobre 1917.

1922. — Pendant le premier semestre de l'année suivante, le montant des avances était abaissé à 21 milliards, mais bientôt la carence de l'Allemagne obligeait le Gouvernement à réclamer l'aide de la Banque et le total précédent était de nouveau relevé à 24 milliards 500 millions. En fin d'exercice, l'Etat ne pouvait ramener sa dette à 23 milliards, conformément à la convention du 29 décembre 1920. Cependant la Banque lui avait versé l'excédent disponible du compte d'amortissement, soit 806 millions. Aussi, un arrangement conclu le 21 décembre abaissait exceptionnellement, de 2 milliards à 1 milliard, le montant de l'annuité pour l'année en cours.

1923. — En 1923, la Trésorerie n'était toujours pas en état d'effectuer l'amortissement de 2 milliards

antérieurement prévu, et une convention était signée le 14 décembre. Le Conseil Général acceptait « que l'annuité afférente à l'année 1923 fût exceptionnellement réduite au chiffre de 300 millions, représentant très sensiblement le montant auquel s'est élevé en fin d'année l'excédent disponible du compte de réserve et d'amortissement » (1).

1924. — Douze mois plus tard, la nécessité d'un nouvel arrangement s'imposait. Conclu le 22 décembre, il limitait à 1.200 millions le montant de l'annuité pour 1924. Le Gouvernement affectait à ce remboursement l'excédent disponible, du compte d'amortissement, soit 838 millions, et la différence était comblée à l'aide d'un prélèvement sur le produit net de l'emprunt Morgan. Nous étudierons postérieurement l'origine et le mécanisme du prêt consenti par des maisons américaines à la Banque de France.

1925. — En 1925, la situation financière du Gouvernement s'aggravait considérablement. Dès le deuxième trimestre, il adressait un pressant appel à l'Institut d'émission. La convention du 7 avril 1925 lui accordait une avance de 4 milliards; en outre, elle contenait une nouvelle dérogation aux dispositions du 29 décembre 1920. Le remboursement, pour l'année 1925, était en effet fixé au montant disponible du compte d'amortissement. Puis successivement, la Banque accordait à l'Etat : le 30 juin, un prêt de 6 milliards; le 23 novembre, un

(1) *Assemblée Générale des Actionnaires* du 31 janvier 1924, p. 32.

prêt de 1 milliard 1/2; le 4 décembre, un prêt de 6 milliards.

Devant la gravité des circonstances et dans l'intérêt même du pays le Conseil de Régence ne pouvait refuser son concours au Gouvernement; néanmoins il formulait ses observations. Le 7 décembre, il adressait « une lettre contenant communication de la délibération par laquelle il autorisait la signature de la convention du même jour ».

Il rappelait dans cette délibération: « Que les avances de la Banque de France à l'Etat entraînent les plus graves désordres monétaires, qu'elles n'ont été justifiées, pendant la guerre, comme il l'avait dit dès 1919 « que par l'extrême péril du pays et consenties que sous la garantie d'un engagement d'amortissement aussi rapide que possible », qu'il a le devoir de ne pas laisser dénaturer le caractère de la Banque de France, créée pour la sauvegarde du billet et que cette sauvegarde se trouve dans l'application des principes sur lesquels repose l'émission de toute saine monnaie, en premier lieu sur le maintien de cette monnaie hors de toute dépendance de l'Etat (1) ».

La dette de l'Etat augmentait donc dans des proportions inquiétantes; le Gouvernement, en fin d'exercice, allait s'efforcer de la diminuer. Nous avons vu précédemment que la convention du 7 avril 1925 avait fixé le remboursement, pour 1925, au montant disponible du compte d'amortissement. « Le

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 28 janvier 1926, p. 8.

Trésor complétait ce solde à 1 milliard de francs par un prélèvement à due concurrence sur le reliquat non encore utilisé par lui de la contre-partie des dollars provenant de l'emprunt Morgan » (1). Finalement, le montant de ses engagements était réduit à 34.950 millions.

LA CRISE DE 1926, LE MINISTÈRE POINCARÉ

Au cours de l'été 1926, une politique de restauration financière devait être inaugurée par M. le Président POINCARÉ. Mais auparavant, la situation était demeurée extrêmement critique. Dans l'année 1926, a-t-on dit, on arrive au plus haut point de la crise. Les ministères qui se succédèrent ou furent remaniés pendant les sept premiers mois ne modifièrent pas la politique générale et financière qu'ils suivaient depuis l'arrivée au pouvoir du groupement politique appelé cartel. Leur politique fiscale, toujours menaçante, inquiétait de plus en plus les possesseurs de capitaux. La confiance dans le crédit de l'Etat, ébranlée déjà, diminuait de plus en plus. L'inflation, redoutable mal, s'aggravait. Les porteurs de bons de la Défense Nationale, redoutant une consolidation forcée, s'empressaient de se faire rembourser (2).

Ainsi privé de ressources particulièrement importantes, l'Etat épuisait rapidement la marge dispo-

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 28 janvier 1926, p. 30.

(2) Voir S.-G. COURCELLE-SENEUIL, *Manuel d'Economie politique*, revu par André LIESSE, p. 303.

nible de 3 milliards 1/2. Le 21 juillet, le Conseil Général « n'hésita plus à adresser au Gouvernement un véritable ultimatum (1) ». « Nous avons dû prévenir le Trésor, déclarait le Gouverneur de la Banque dans son rapport à l'assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1927, que s'il ne disposait pas, pour alimenter son compte courant, de ressources immédiatement réalisables, nous nous trouverions dans la nécessité d'envisager sur tout le territoire la suspension de nos paiements pour le compte de l'Etat ».

Il ajoutait, il est vrai :

« Pour écarter l'éventualité d'une mesure aussi grave, nous avons alors accepté d'acheter au Trésor le reliquat disponible des devises du fonds Morgan, en obtenant que cette acquisition de devises laissât intacte notre faculté d'émission au profit du commerce et de l'industrie et, à cet effet, qu'elle fût accompagnée d'un relèvement parallèle et équivalent de la limite légale de la circulation des billets. Les modalités de cette cession autorisée par le Parlement ont fait l'objet d'une convention du 24 juillet » (2).

Notre pays se trouvait aux prises avec des difficultés redoutables : des mesures énergiques s'imposaient, qui furent bientôt ordonnées par M. le Président POINCARÉ.

« Si l'on a fui devant le franc, avait dit, en 1925, M. François MARSAL au cours d'une interpellation,

(1) Voir LACHAPELLE, *Le Crédit public*, p. 235.

(2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1927*, p. 7.

devant le Sénat, c'est parce qu'on a pourchassé la production, poursuivi l'épargne; c'est parce qu'on a ébranlé la forte constitution des classes moyennes, c'est-à-dire ceux qui ont fait l'honneur et la fortune de la France au cours des siècles. Les difficultés viennent de la crise de confiance... » (1).

L'arrivée aux affaires du Ministère Poincaré rétablissait cette atmosphère de confiance. Le nouveau Président du Conseil dressait un vaste programme financier, qui comportait à la fois compression et création de ressources considérables. La loi du 7 août 1926 prescrivait en effet de sérieuses économies et renforçait dans de notables proportions le système fiscal. Quelques jours après une Caisse d'amortissement était instituée. Elle devait contribuer à la restauration financière et allait avoir des rapports très importants avec la Banque de France.

Les effets bienfaisants de cette politique ne devaient pas tarder à se faire sentir. Au mois de décembre, l'Etat procédait à l'amortissement de 2 milliards prévu par la Convention du 29 décembre 1920. Il affectait à ce remboursement l'excédent disponible du compte de réserve et d'amortissement, soit 1.332.209.739 francs, la différence étant comblée par un prélèvement sur les ressources de la Trésorerie.

1927. — L'année suivante, l'importance des obligations de l'Etat diminuait encore notablement à la suite d'une opération particulièrement heureuse.

(1) Interpellation au Sénat, 10 avril 1925.

Aux termes d'une convention signée le 13 juin, l'Etat devait procéder à une émission d'obligations, dont le produit net serait affecté à l'amortissement de sa dette envers la Banque. Le remboursement ainsi réalisé tiendrait lieu, pour l'année en cours, de l'annuité de 2 milliards antérieurement fixée.

Fidèle à son engagement, l'Etat remit, en effet à la Banque le produit net des obligations émises, soit 4.015.800.000 francs. La Banque recevait de plus une somme de 484.200.000 francs prélevés sur le compte d'amortissement. Ainsi, le 1^{er} septembre, l'Etat avait rempli toutes ses obligations pour l'année en cours.

Bien plus, les ressources disponibles du compte d'amortissement lui permettaient, en fin d'exercice, de procéder à un remboursement anticipé et à valoir sur l'annuité suivante. C'était l'objet de la convention du 31 décembre. Le Gouvernement opérait un versement d'un milliard et sa dette était ramenée à 31 milliards.

En réalité, un fait très important avait contribué à faciliter ces divers remboursements. Par suite de l'extinction du portefeuille des effets prorogés et de l'amortissement de la créance sur la Banque de l'Etat Russe, le comptoir de réserve se trouvait désormais intégralement affecté à l'atténuation des avances faites au Gouvernement. Or, « ce compte, déclarait M. le Gouverneur ROBINEAU dans son rapport à l'Assemblée des actionnaires du 26 janvier 1928, a reçu au cours de l'exercice une dotation totale de 1.567.547.058 fr. 59, provenant tant

de la quote-part des intérêts de nos avances à l'Etat qui lui est également attribuée, que des revenus résultant du placement de nos approvisionnements de devises, du versement des bénéfices résultant de nos interventions antérieures sur le marché des changes, et des recouvrements opérés sur les effets prorogés précédemment, entrés en souffrance et amortis » (1).

1928. — De nouveau en 1928, l'Etat procédait à une émission d'obligations. Auparavant, une convention du 30 avril avait stipulé que le produit net de cette émission contribuerait à l'amortissement de sa dette. Effectivement, à la suite de cette opération, le montant des obligations de l'Etat envers la Banque se trouvait ramené, le 21 juin, à 17.900 millions. Bientôt, le 25 juin, l'Etat allait se trouver libéré totalement, « sans bourse délier », selon l'expression de M. Charles GIDE.

Effectivement, les trois postes suivants étaient amortis, à savoir :

« 1^o Le reliquat de 13.554 millions auquel s'élevait, après application des disponibilités du Trésor à son compte courant, le montant des avances directes consenties par la Banque à l'Etat de 1914 à 1925;

« 2^o La valeur, à l'ancien pair monétaire, de l'or immobilisé en Angleterre en garantie des crédits consentis au Trésor français (environ 1.350 millions de francs);

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 26 janvier 1928*, p. 40.

« 3° Une créance sur l'Etat d'environ 209 millions de francs, représentant la perte subie sur les achats et ventes de devises effectuées par la Banque en exécution de la loi du 7 août 1926. » (1)

Conformément à une convention conclue avec l'Etat, le 25 juin, le jour même de la promulgation de la loi qui créait un nouveau franc, la Banque affectait à son remboursement :

- 1° L'encaisse métallique réévaluée;
- 2° Les devises achetées depuis 1926 et réévaluées;
- 3° Le solde du compte de réserve et d'amortissement.

Ce solde accusait une forte augmentation. En effet, le compte annexe étant liquidé, la part de l'Etat était versée au compte d'amortissement dont le solde allait atteindre 553 millions.

Les opérations se présentaient ainsi, en millions de francs :

Encaisse réévaluée	16.640
Solde du compte d'amortissement.....	553
TOTAL.....	17.193
Montant des postes précités.....	15.113

soit « un excédent de 2.080 millions de francs » qui a été porté au crédit du compte courant du Trésor Public, en exécution de l'article 5 de la convention », et le Gouverneur ajoutait : « A la suite de ces écri-

(2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 31 janvier 1929, p. 13.

tures, le compte des avances de la Banque à l'Etat s'est trouvé balancé. Il a été, en outre, définitivement clos; le Trésor ne peut plus, en aucun cas, se rendre débiteur sur les livres de la Banque. Il doit, comme il est normal, pourvoir à ses besoins courants avec les disponibilités du solde créditeur de son compte courant. Le franc est préservé par là de tout danger d'inflation. » (1)

Toutefois, la Banque consentait à l'Etat une avance de 3 milliards non productive d'intérêts et remboursable en 1945. Ce prêt était nécessaire, car l'Etat, ne disposant plus des marges disponibles du compte d'avances de la Banque, sa trésorerie, n'avait pas suffisamment d'aisance.

LIQUIDATION DU COMPTE D'AVANCES A DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS

Nous avons vu précédemment que la Banque avait accordé, en 1915, une avance de 500 millions à la Banque de Russie. La loi du 20 décembre 1918 devait étendre à cette créance la garantie résultant des sommes inscrites au compte de réserve et d'amortissement, destinées à couvrir les pertes du portefeuille commercial immobilisé par la prorogation des échéances. Or, en 1926, elle n'était pas encore remboursée, et les événements à ce sujet laissaient peu d'espoir.

Dans ces conditions, la Banque a fait disparaître ce poste de son actif.

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 31 janvier 1929*, p. 14.

Quant aux bons escomptés pour avances de l'Etat à des gouvernements étrangers, ils étaient l'objet d'une convention en date du 3 février 1927, qui avait pour but « d'arrêter la progression automatique des engagements indirects du Trésor » (1). Cet accord, ratifié par la loi du 15 mars, était conçu en ces termes :

« Le montant des bons sera définitivement arrêté dans les écritures de la Banque. Sans modification aux accords passés, ils seront remplacés par de nouveaux bons portant intérêt de 1 %.

« 50 % des intérêts ainsi perçus seront reversés au compte spécial d'amortissement institué par l'article 5 de la convention du 21 septembre 1914, sanctionné par la loi du 26 décembre 1914.

« La Banque reversera également au compte spécial d'amortissement, dès la promulgation de la loi approuvant la présente convention, la différence entre les sommes qu'elle a réservées depuis le 27 janvier 1918 sur le produit de l'escompte des bons visés à l'article 1^{er}, et celles qui lui auraient été acquises si elle avait perçu et conservé sur le montant des bons renouvelés, depuis cette date, un intérêt de 0 fr. 50 % par an. »

En 1928, à la suite de la réforme monétaire, ces bons, dont le montant avait été arrêté à 5.930 millions, étaient pris en charge par la caisse d'amortissement. Nous aurons bientôt l'occasion d'y revenir en étudiant les rapports de la Banque avec la Caisse d'amortissement.

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 26 janvier 1928, p. 15.

§ III. — Les rapports de la Banque avec la Caisse d'amortissement

La Caisse autonome d'amortissement, créée par la loi constitutionnelle du 10 août 1926, était appelée à avoir des rapports très étroits avec la Banque de France. Aussi, nous semble-t-il utile de donner quelques renseignements sur cette institution.

Aux termes de ses statuts, « elle est exclusivement investie des charges de trésorerie du passé, constituées par les émissions de guerre et d'après guerre des bons du Trésor ordinaires et des bons de la Défense Nationale. Elle prend charge du montant des bons existant à sa création, estimé à 49 milliards. Elle effectue le renouvellement des bons qui viennent à échéance. Toutefois, le maximum de la circulation autorisée est abaissé chaque année du montant des bons amortis. L'extinction de la dette qu'ils constituent est ainsi fatale au bout d'un certain nombre d'années. » (1)

La Caisse a reçu une importante dotation, à savoir :

1° Le produit net des recettes du monopole des tabacs, dont l'exploitation lui est confiée. Ce produit est appliqué aux dépenses du service de l'intérêt des bons gérés par la Caisse. Les autres ressources sont réservées à l'amortissement. Au cas où ce produit apparaîtrait insuffisant, il serait complété par une annuité inscrite au budget de l'Etat ;

(1) Voir ALLIX, *Traité élémentaire de Science des finances et de Législation financière*, p. 856.

- 2° L'annuité budgétaire éventuelle ci-dessus ;
- 3° Le produit de la taxe sur la première mutation ;
- 4° Le produit des droits de succession ;
- 5° Les dons et legs, contributions volontaires, produits éventuels de loteries ;
- 6° Un complément de dotation éventuel fourni par le budget ;
- 7° Le montant des avances ou le produit des titres émis sur le gage des recettes des tabacs.

Comme nous l'avons précédemment indiqué, au mois de juin 1928, à la suite de deux conventions conclues respectivement, l'une avec le Trésor, l'autre avec l'Institut d'émission, la Caisse d'amortissement prenait en charge les bons représentant les escomptes de la Banque pour avances de l'Etat à des Gouvernements étrangers. Elle devait les échanger contre de nouveaux bons à 3 mois, « que la Banque a la faculté de négocier à tous moments à ses frais sur le marché, et de racheter ensuite avant leurs échéances suivant les nécessités monétaires. » (1) A ce sujet, Pierre COSTE écrivait : « Cette disposition était destinée à permettre à notre Institut d'émission de restreindre naturellement le crédit, sans faire jouer le taux de l'escompte par la méthode d'intervention directe sur le marché, que la Banque d'Angleterre emploie couramment. »

Pour faciliter leur remboursement, les versements suivants étaient décidés (article 4 de la convention du

(1) Assemblée générale des actionnaires du 31 janvier 1929.

(2) Voir Pierre COSTE, *Les grands marchés financiers*, p. 64.

23 juin 1928, conclue entre la Caisse autonome d'amortissement et la Banque de France).

La Caisse autonome percevra :

1° L'annuité budgétaire de 1% du montant des bons non amortis ;

2° Les bénéfices résultant de la frappe des monnaies divisionnaires d'argent, sous réserve de la constitution du fonds qui sera créé pour l'entretien de la circulation monétaire ;

3° A partir du 1^{er} avril 1928, 50 % du produit servant de base au calcul de la redevance de la Banque de France à l'Etat, prévue par l'article 5 de la loi du 17 novembre 1897 et l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, et excédant 650 millions de francs ;

4° Le produit du recouvrement éventuel de la créance sur l'Etat russe, représentée par les anciens bons escomptés pour avances de l'Etat à des Gouvernements étrangers, et de la créance de 499.087.368 francs, résultant de la convention intervenue le 2 février 1916 entre la Banque de France et la Banque d'Etat russe.

Successivement, la Caisse d'amortissement perçoit et versa à la Banque :

1929.....	FRANCS :	318.447.532,79
1930.....	—	307.153.827,60
1931.....	—	239.581.119,03

Le montant des bons négociables atteignait, aux trois dates précédentes, respectivement :

1929.....	FRANCS:	5.611.552.467,21
1930.....	—	5.304.398.638,61
1931.....	—	7.157.189.125,34

Cette augmentation s'explique aisément: en effet, le 7 décembre 1931, la Caisse autonome a pris en charge, contre remise d'un bon de caisse, un bon représentant les pertes subies par la Banque sur ses avoirs à Londres, et dont le montant a été ajouté à ceux déjà détenus par elle. La Caisse concourt à l'amortissement de ce nouveau bon par une annuité de 1 % de son montant. De son côté, la Banque contribue au remboursement:

Elle verse:

1° Le 24 décembre 1931, une somme de 200 millions (1);

2° 10 % du produit servant de base au calcul de la redevance prévue à l'article 5 de la loi du 17 novembre 1897 et l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, et excédant la somme de 650 millions. Ce second versement ne pourra, en tout état de cause, être inférieur à 0,50 % du montant du bon créé.

Au cours de l'année 1932, conformément aux conventions de 1928 et de 1931, la Caisse autonome a perçu et a versé à la Banque 354.781.387 fr. 21. Le montant des bons a été ramené à 6.802.407.738 fr. 13.

(1) La Banque allait ajouter bénévolement une somme de 50 millions.

§ IV. — Les opérations pour le compte du Trésor

La Banque accomplit gratuitement pour le compte du Trésor, de nombreuses opérations ; elles ont pris, depuis 1914, un développement considérable, grâce à une nouvelle et heureuse législation. L'Institut d'émission effectue en effet, au profit du Trésor, des paiements et des virements. De plus, il est chargé de la répartition des monnaies sur l'ensemble du territoire, et du paiement des coupons des rentes françaises et valeurs du Trésor.

PAIEMENTS ET VIREMENTS

Dès janvier 1916, le Trésor décidait, à la demande de la Banque, que les créanciers de l'Etat pourraient être à l'avenir payés à l'aide de chèques barrés sur la Banque. Puis, le décret du 20 juin 1916 autorisait le paiement, par virements, de mandats ordonnancés au profit des créanciers de l'Etat et des Départements qui ont un compte avec la Banque de France ou dans une banque possédant un compte avec la Banque de France. Ces mandats, à Paris, sont remis à l'Institut d'émission par la Caisse Centrale du Trésor, et en province par les trésoriers généraux. Ils sont d'une grande utilité, l'intéressé pouvant par ce moyen obtenir son paiement sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, à raison de l'inscription de la somme due au crédit de son compte de dépôt. « Cette réforme, déclarait M. le Gouverneur PALLAIN, dans

son rapport à l'Assemblée des actionnaires du 25 janvier 1917, due à l'initiative du Ministre des Finances, a pu être réalisée grâce à l'intervention de la Banque de France qui, sur le vu du titre de paiement, se charge de créditer le compte du créancier ou le compte de l'établissement financier dont celui-ci est client (1). » C'est, ainsi qu'on l'a fait observer, l'une des plus intéressantes formes de règlement par jeu d'écritures en banques. Elle participe, en effet, à la fois de la domiciliation et du virement, et permet de supprimer complètement le paiement effectif (2).

Successivement, ce mode de règlement était appliqué : le 16 novembre 1916 aux régies financières ; le 18 novembre 1916 aux dépenses budgétaires du service des postes et de la Caisse nationale d'épargne ; le 25 novembre 1916, aux dépenses des chemins de fer ; le 30 décembre 1916, aux dépenses de l'Imprimerie nationale et de l'Administration des monnaies et des médailles.

Puis, la loi du 20 décembre 1918 étendait cette faculté aux paiements faits par les communes et les établissements publics. Dans ce cas, les mandats sont remis à la Banque par les receveurs des Finances et les percepteurs.

Inversement, les débiteurs de l'Etat ont été autorisés à se libérer par l'intermédiaire de la Banque de France. L'arrêté du 5 mai 1916 leur permettait de s'acquitter à l'aide de mandats de virements et de chè-

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 25 janvier 1917*, p. 50.

(2) Voir LOBEAU, *La Banque de France*, p. 190.

ques sur la Banque pour les contributions directes et autres taxes assimilées, lorsque leur montant atteint au moins 20 francs. Une autre innovation intéressante a consisté dans l'autorisation d'employer, à cet effet, des chèques barrés dont l'encaissement est assuré gratuitement par la Banque de France.

RÉPARTITION DES MONNAIES

Nous verrons bientôt, en étudiant la réforme monétaire du 25 juin 1928, que la Banque a cédé à l'Etat son encaisse argent réévaluée. De nouvelles pièces doivent être frappées, et elle est chargée de les répartir sur l'ensemble du territoire.

De plus, la Banque effectue le triage des monnaies ; « elle est tenue de trébucher dans ses caisses les pièces d'or légères dont la réfection est prescrite, et de les transporter à ses frais à l'hôtel des monnaies. » (1)

PAIEMENT DES COUPONS

Aux termes de l'article 8 de la loi du 17 novembre 1897, la Banque doit payer sans commission les coupons des rentes françaises et valeurs du Trésor ; toutefois, elle n'effectue pas le paiement des arrérages des rentes nominatives. En outre, la Banque effectue gratuitement le paiement des coupons et obligations

(1) Voir LOBEAU, *La Banque de France*, p. 192.

5 % amortissables 1928, des Postes, Télégraphes et Téléphones. Elle procède encore aux paiements : *a)* des coupons de chemins de fer de l'Etat; *b)* des coupons de l'emprunt hellénique or 2 1/2 % 1898. Les présentateurs ont, conformément à leurs droits, réclamé le paiement en livres sterling. Ces coupons sont soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées.

OPÉRATIONS POUR LE COMPTE DU TRÉSOR

Le total des opérations effectuées pour le compte du Trésor public a été: en 1914, 31.089.800.800 francs; en 1915, 85.483.100.000 francs ; en 1916, 124 milliards 188.700.000 francs.

Ces chiffres comprennent les versements et prélèvements des comptables du Trésor, les virements de fonds effectués par la Banque, à Paris et dans les départements, pour le compte du Trésor, les remises d'effets à l'encaissement, les encaissements de mandats, les émissions de valeurs du Trésor et les paiements de coupons de valeurs du Trésor à ses guichets.

Tous ces mouvements ont été effectués conformément à la loi du 17 novembre 1897, gratuitement.

A partir de 1917, les opérations précédentes comprennent, en outre, les paiements par virements de mandats ordonnancés au profit de ceux des créanciers de l'Etat et des départements qui ont des comptes ouverts en banque.

Le montant total des opérations devait atteindre,
en :

1917.....	180.247.600.000	FRANCS
1918.....	268.361.600.000	—
1919.....	354.536.400.000	—
1920.....	464.234.900.000	—
1921.....	455.205.700.000	—
1922.....	437.602.600.000	—
1923.....	437.253.370.000	—
1924.....	478.300.300.000	—
1925.....	522.730.900.000	—
1926.....	677.147.000.000	—
1927.....	607.474.600.000	—
1928.....	395.410.900.000	—
1929.....	269.176.500.000	—
1930.....	290.682.000.000	—
1931.....	343.161.000.000	—
1932.....	353.796.545.000	—

**§ V. — Intervention de la Banque
pour le placement des émissions de l'Etat**

Conformément à l'article 9 de la loi de 1897, la Banque met gratuitement ses guichets à la disposition de l'Etat, pour l'émission des rentes françaises et valeurs du Trésor français. Au cours de la guerre, la Banque devait faciliter à l'Etat le placement des Bons du Trésor, des obligations de la Défense Nationale et des emprunts d'autre sorte.

Pour permettre à ces transactions de se développer normalement, il importait que fût opérée la liquidation des engagements à terme, suspendue depuis la fin de juillet 1914. M. le Gouverneur PALLAIN le faisait observer dans son rapport à l'Assemblée générale des actionnaires du 28 janvier 1915, et il ajoutait : « En considération de cet intérêt supérieur, nous avons assuré notre concours à la Chambre syndicale des agents de change en tenant à sa disposition une somme de 250 millions, en forme et avec les garanties statutaires (1). »

Le 12 septembre 1914, un décret autorisait la création des Bons de la Défense Nationale. « La Banque de France avait elle-même un intérêt direct à vulgariser cette innovation qui, en fournissant des ressources à l'Etat, devait aboutir logiquement à une diminution de l'émission des billets. Aussi, pour mobiliser entièrement ces bons, et afin que leurs acquéreurs puissent y consacrer des capitaux flottants destinés à des paiements non immédiats, elle décida

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 28 janvier 1915, p. 5.

qu'elle admettrait à l'escompte les Bons de la Défense Nationale en circulation, lorsqu'ils auraient au plus trois mois à courir; ce qui revient à rembourser la valeur du bon moins l'escompte (2). » Elle accordait, en outre, des avances jusqu'à 80 % de leur valeur sans condition d'échéance.

La loi du 10 février 1915 créait les obligations de la Défense Nationale. Au cours des hostilités, le total des bons souscrits aux guichets de la Banque atteint 32.445.300.000 francs, et le montant des obligations s'élève à 361.563.900 francs (y compris 335.925.100 francs d'obligations remises en échange de titres nouveaux prêtés à l'Etat).

La Banque favorisait d'autre part le placement des emprunts, par la propagande créée en leur faveur et par les avantages consentis aux souscripteurs :

1° La quotité des prêts était élevée de 50 à 75 % pour tous les titres admis au bénéfice des avances;

2° Le maximum des avances à consentir à un même emprunteur était élevé à 300.000 francs, ce maximum pouvant être éventuellement porté à 3 millions de francs par décisions individuelles du Conseil général;

3° Les droits de timbre des actes d'engagement d'avances simples contractées en contre-partie de souscriptions étaient supportés par la Banque;

4° Les intérêts sur les prélèvements d'avances ayant servi à des souscriptions ne courraient qu'à dater du jour de la clôture de l'émission.

Aussi, le montant des souscriptions représentait,

(1) Voir Thèse GIRAUD, p. 34.

pour le premier emprunt 5 % de la Défense Nationale, un capital de 2.963.568.500 francs.

Successivement, il atteignait :

Emprunt 5 % 1916.....	3.948.566.020	FRANCS
— 4 % 1917.....	5.061.808.250	—
— 4 % 1918.....	13.387.900.000	—

et en particulier, l'emprunt de la libération devait être pour la Banque, « l'occasion d'une nouvelle victoire de confiance et de sympathie. » (1)

La Banque avait encore adopté la conservation en dépôt libre des titres de l'emprunt et l'admission en garantie d'avances, à raison de 80 % de la rente intégralement libérée.

Après la guerre, elle prenait une part importante aux emprunts 5 % et 6 % 1920, et 4 % 1925. Elle contribuait, en outre, au placement des émissions de la Ville de Paris, des départements, des grandes compagnies de chemins de fer français, du Crédit Foncier, de l'Exposition Coloniale et de la Banque des Règlements internationaux.

En particulier, au cours de l'année 1932, la Banque a recueilli pour 322 millions 774.000 francs de souscriptions en numéraire à la nouvelle rente 4 1/2 % 1932. Elle a participé, conformément à la loi du 17 septembre 1932, aux opérations de la conversion en un fonds unique du type 4 1/2 % amortissable, des titres de rentes 5 % 1916, 6 % 1920, 6 % 1925, 5 % 1928, et des obligations ou des bons du Trésor 6 % 1927 et 7 % 1927.

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 30 janvier 1914*, p. 20. (Paroles prononcées par M. le Ministre des Finances au Sénat.)

§ VI. — Impôts et Redevances

La loi du 20 décembre 1918 devait imposer de nouvelles charges à la Banque, et renforçait le système antérieur. Ainsi, à chaque renouvellement, le législateur réserve à l'Etat une part de plus en plus importante des profits réalisés par l'établissement.

Nous étudierons successivement les impôts et redevances acquittés par la Banque, puis, dans une dernière section, les versements effectués par elle en raison de ses bénéfices exceptionnels de guerre.

I. — LES IMPOTS

Ce sont :

a) Les contributions directes, à savoir :

1° Les impôts cédulaires (contribution foncière, bénéfices industriels et commerciaux);

2° La patente, taxes municipales.

b) L'impôt du timbre sur les actions.

c) L'impôt sur les revenus des créances.

d) L'impôt sur les dividendes.

e) L'impôt du timbre sur la circulation.

Ce dernier varie suivant qu'il s'applique à la circulation productive ou à la circulation improductive. Le calcul des deux circulations est indiqué dans l'arrêté du 24 juin 1878.

« En réalité, écrit M. LOBEAU, il s'agit d'établir deux moyennes journalières à l'aide des relevés portant sur l'année entière. On relève d'une part les soldes que présentent à la fin de chaque jour ouvrable les comptes : Disponibilités à vue à l'étranger ; Effets négocia-

bles achetés à l'étranger ; Avances sur lingots ; Portefeuille commercial (formé des effets escomptés et achetés en France) ; Avances sur titres et billets à ordre en circulation. En récapitulant ces éléments, et en divisant leur total par le nombre de jours ouvrables, on obtient la circulation moyenne... La circulation improductive moyenne est égale, d'autre part, à la différence entre le montant total obtenu par un calcul identique, portant sur le solde des comptes de billets au porteur ou à ordre en circulation, et la circulation productive (1). »

L'impôt est de 0,05 % sur la circulation productive, et de 0,02 % sur la circulation improductive.

II. — LES REDEVANCES

D'autre part, depuis 1897, la Banque acquitte à l'Etat une redevance. La loi du 20 décembre 1918 en a modifié les conditions. Il y a désormais deux redevances, une redevance principale et une redevance supplémentaire, qui sont ainsi déterminées par l'article 4 :

« Pour le calcul de la redevance instituée par l'article 5 de la loi du 17 novembre 1897, on ajoutera au produit obtenu en multipliant le solde moyen de la circulation productive par le taux de l'escompte, déduction faite (2), s'il y a lieu, des sommes partagées

(1) Voir LOBEAU, pp. 195 et 196.

(2) Aux termes de l'article 12 de la loi du 17 novembre 1897, si le taux de l'escompte dépasse 5 %, les produits qui en résultent pour la Banque sont déduits des sommes annuellement partageables entre les actionnaires, les trois-quarts en sont versés à l'Etat, le dernier quart est ajouté au fond social.

entre la Banque et l'Etat, conformément à l'article 12 de la même loi, le montant des intérêts perçus par la Banque sur les effets prorogés, et on appliquera à la somme ainsi déterminée une proportion de 5 %. Si, pendant une période quelconque, le taux de l'escompte dépasse 3,5 %, 4 ou 4,5 %, cette proportion sera, pour la période correspondante, respectivement portée à 7,5, 10 ou 12,5 %.

En outre, il sera perçu, sur le produit déterminé comme ci-dessus des opérations productives de la Banque pour chaque exercice annuel, après déduction de la redevance visée à l'alinéa précédent, une redevance supplémentaire de 20 %, la tranche comprise entre 0 et 50.000.000 n'étant comptée que pour un quart de son montant; entre 50 et 75.000.000 pour trois huitièmes, entre 75 et 100.000.000 pour quatre huitièmes, entre 100 et 125.000.000 pour cinq huitièmes, entre 125 et 150.000.000 pour six huitièmes, entre 150 et 175.000.000 pour sept huitièmes.

« La combinaison de ces deux redevances, déclarait le Gouverneur, dans son rapport à l'Assemblée générale des actionnaires du 30 janvier 1919, donnera, dans les années rémunératrices de nos opérations, un rendement plus élevé que celui du système antérieur; mais, par contre, elle ménagera les exercices où nos produits tomberaient à un niveau voisin de nos charges d'exploitation. » (1)

D'autre part, la redevance principale et la redevance supplémentaire seront perçues sans préjudice

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 30 janvier 1919*, p. 14.

des impôts dûs par la Banque, tels qu'ils sont déterminés par les lois existantes. Toute majoration de ces impôts et toute création d'impôts qui atteindraient les opérations déjà frappées par les redevances, seraient compensés avec le montant de ces dernières, l'excédant étant perçu en sus le cas échéant (art. 4, par. 3).

A ce sujet, M. MILLIÈS-LACROIX devait présenter l'observation suivante : « Nous ne saurions dissimuler qu'il nous paraît tout à fait anormal, quelque valeur que puissent avoir les arguments invoqués par le Gouvernement, qu'on fasse compensation entre les redevances et les majorations d'impôts. » (1)

A quoi M. KLOTZ, ministre des Finances, répondait : « Dans mon exposé des motifs, j'ai dit que les préoccupations indiquées plus haut nous ont également amenés à rechercher une formule destinée à prévenir l'incidence que n'aurait pu manquer d'avoir, sur les conditions générales du crédit commercial, le cumul d'une redevance majorée avec des augmentations d'impôts. Il nous est apparu que, s'il ne convenait pas de soustraire la Banque aux sacrifices que le législateur se trouvera dans la nécessité de réclamer au pays, l'équité, aussi bien que le souci d'un juste équilibre entre les ressources et les charges fiscales de notre Institut d'émission, commandaient de prévenir les doubles emplois éventuels entre les mesures qui pourraient être prises à l'avenir et celles qui seraient arrêtées dans la convention. » (2)

(1) MILLIÈS-LACROIX, Rapport fait au nom de la Commission des Finances, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant renouvellement du privilège de la Banque, *Documents parlementaires, Sénat Annexe*, N° 455, p. 632.

(2) Voir Chambre des Députés, séance du 23 juillet 1918.

De plus, la loi de renouvellement consacrait à nouveau le principe suivant lequel les bénéfices résultant des billets non présentés au remboursement reviennent à l'Etat ; en conséquence, la Banque devait verser à l'Etat une somme égale au solde des billets de tous les anciens types à impression bleue sur fond rose et des petites coupures de 20 francs et de 25 francs émises antérieurement à 1888, et restant en circulation.

Enfin, la loi du 20 décembre 1918 imposait à la Banque de nouvelles charges. C'est la question des bénéfices de guerre dont nous allons aborder l'étude.

III. — LES BÉNÉFICES DE GUERRE

La loi du 1^{er} juillet 1916 frappait d'une contribution spéciale les établissements qui avaient réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre. Evidemment, la Banque retirait des profits considérables de ses avances à l'Etat pour le financement de la guerre, et de ses escomptes pour avances de l'Etat à des Gouvernements étrangers. Or, le Conseil général devait déclarer tout d'abord que la mesure précédente n'était pas applicable à l'Institut d'émission. Le Gouverneur adressait au ministre une lettre où il était dit notamment : « Il (le Conseil général) considère que les rapports de la Banque et de l'Etat sont placés sous un régime de charte contractuelle ; toute modification à ce régime spécial établi, non seulement pour le temps de paix, mais aussi pour le temps de guerre, par des conventions librement débattues et sanction-

nées par des lois, ne peut être effectuée que dans la même forme, et après entente préalable. » (1)

A cette thèse, M. MILLIÈS-LACROIX opposait les arguments suivants : « Il n'est pas exact, tout d'abord, qu'en matière d'impôts les rapports de la Banque et de l'Etat soient placés sous un régime de charte contractuelle. La Banque serait mal fondée à se considérer comme exempte des impôts d'un caractère général. C'est ainsi qu'ayant été imposée à la patente, elle sera imposée à l'impôt sur le revenu. C'est ainsi qu'elle acquitte l'impôt du timbre sur ses billets, d'après les tarifs généraux, conformément à la loi du 30 juin 1840 (art. 9), sauf l'atténuation fixée par la loi du 13 juin 1878 (art. 2). La contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels de guerre atteint tous ceux sans exception qui, patentés ou non, ont réalisé pendant la guerre des bénéfices exceptionnels ou supplémentaires. Aucune exception ne fut faite en faveur de la Banque de France qui n'en pourrait donc être exonérée ultérieurement que par un texte législatif. Dès à présent, nous faisons toutes réserves contre la prétention de la Banque de France d'échapper aux impôts généraux. » (2)

La Banque allait acquitter l'impôt sur les bénéfices de guerre, mais le régime de droit commun ne lui était pas appliqué. Sans doute, elle avait réalisé des profits considérables consécutifs aux hostilités, mais elle avait subi de lourdes pertes. Un grand nombre de ses succursales étaient détruites, son portefeuille de

(1) Lettre du 31 octobre 1916.

(2) MILLIÈS-LACROIX, *Rapport* déjà cité, p. 625.

titres était notablement déprécié. Les effets prorogés lui constituaient un important portefeuille. Elle avait, en outre, procédé à des expéditions d'or à l'étranger et participé à des opérations de change peu avantageuses. D'autres raisons militaient en sa faveur :

« a) Subordonnée à des appréciations très délicates et hasardeuses, la contribution n'assurerait à l'Etat qu'un produit aléatoire, et qui apparait dans tous les calculs effectués comme indiscutablement inférieur au prélèvement prévu dans la convention du 26 octobre ;

« b) Un prélèvement fait sur la Banque au profit du budget général, apporterait sans doute à ce dernier un appoint intéressant, mais non décisif, et ne pourrait avoir aucune influence favorable sur le crédit de notre Institut d'émission. Au contraire, l'Etat, en stipulant un lourd prélèvement contractuel, la Banque, en l'acceptant en vue d'assurer le plus tôt et le plus énergiquement possible la liquidation progressive des postes immobilisés du bilan, accomplissent un acte financier qui, en présence de la situation créée par le développement de la circulation fiduciaire, est d'une portée considérable ;

« c) La contribution sur les bénéfices de guerre doit prendre fin à l'expiration du douzième mois qui suivra la cessation des hostilités (art. 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1916), et sa liquidation devra être définitivement achevée à l'expiration de l'année qui suivra la cessation de la guerre. Il n'est pas certain que les bénéfices exceptionnels de la Banque aient cessé à l'expiration de la première année de cette période. Il est tout à fait

improbable qu'une liquidation définitive puisse utilement intervenir dans les termes du second délai (1). »

Aussi, un régime spécial fut institué. La Banque devait verser, au compte d'amortissement, à dater du 1^{er} janvier 1918, 85 % du produit de l'escompte des bons du Trésor français à des Gouvernements étrangers, et 50 % de l'intérêt de 1 % sur les avances à l'Etat.

Pour la période écoulée entre le 1^{er} août 1914 et la clôture de l'exercice 1917, ce régime appliqué rétroactivement astreignait la Banque à un versement de 248.642.000 francs. Ce chiffre a été estimé excessif ; les provisions constituées par la Banque pour couvrir ses risques divers s'élevaient à 281 millions. Dès lors, il lui serait resté seulement une somme de 32.400.000 francs pour combler ses pertes. Un versement forfaitaire de 200 millions a été finalement décidé et immédiatement exécuté par la Banque.

Récapitulons. — Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que la loi du 20 décembre 1918, ratifiant l'avenant du 11 mars précédent, obligeait la Banque à bonifier le solde du compte d'amortissement d'un intérêt calculé au taux net des avances à l'Etat. Cet intérêt serait porté à un compte annexe. Lors de la liquidation du compte d'amortissement, il serait procédé à un décompte récapitulatif des sommes absorbées successivement par l'amortissement ou attribuées à l'Etat sur le montant du dit compte.

(1) *Rapport Landry*, p. 70. (Lettre de M. KLOTZ à M. LANDRY, 28 janvier 1918.)

La loi du 20 décembre 1918 décidait encore que toute répartition d'un dividende annuel supérieur à 240 francs nets d'impôt par action, oblige la Banque à verser à l'Etat une somme égale à l'excédent net réparti.

Successivement, la Banque, au cours des hostilités, avait versé à l'Etat, sous forme d'impôts et redevances :

1914.....	FRANCS :	20.580.983,02
1915.....	—	23.009.648,66
1916.....	—	39.752.332,04
1917.....	—	58.328.856,36

La mise en application du régime institué par la loi du 20 décembre 1918 donnait donc les résultats suivants :

La Banque versait, en 1918 :

1° A l'Etat, à titre d'impôts généraux ou spéciaux et de redevances, 33.138.218 fr. 01.

2° Au compte d'amortissement, à titre d'impôt sur les bénéfices de guerre, depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'à la clôture de l'exercice 1917, 200 millions de francs.

3° Au compte d'amortissement, à titre de prélèvement sur les produits exceptionnels de l'exercice 1918, à savoir : 237.414.951 fr. 57.

Pendant les années suivantes, les sommes versées à l'Etat, à titre d'impôts généraux ou spéciaux et de redevances, ont atteint :

1919.....	FRANCS :	53.865.058,64
1920.....	—	103.766.382,43
1921.....	—	135.896.727,02
1922.....	—	89.170.812,29
1923.....	—	93.007.765,10
1924.....	—	170.099.908,14
1925.....	—	210.273.957,70
1926.....	—	188.807.487,11
1927.....	—	91.659.619,88

Dans le même temps, les sommes versées au compte annexe s'élevaient à :

1919.....	FRANCS :	2.554.269,97
1920.....	—	3.493.202,08
1921.....	—	2.774.224,74
1922.....	—	2.453.898,63
1923.....	—	2.363.785,17
1924.....	—	2.453.898,63
1925.....	—	2.075.177,30
1926.....	—	1.342.311,16

En 1918, le compte annexe a été liquidé comme nous l'avons indiqué précédemment, lors de la réforme monétaire. Le disponible était de 19 millions 412.089 francs.

De plus, conformément à la convention du 23 juin 1928, l'Etat verse à la Caisse d'amortissement une redevance, pour faciliter le remboursement des bons escomptés pour avances de l'Etat à des Gouvernements étrangers.

En définitive, les sommes versées par la Banque, depuis 1928, à l'Etat, à titre d'impôts généraux ou spéciaux et de redevances, et à la Caisse d'amortissement, ont atteint :

1928.....	FRANCS :	263.113.081,54
1929.....	—	529.043.217,80
1930.....	—	382.783.311,85
1931.....	—	242.325.228,87
1932.....	—	141.308.466,50

En outre, en application de la disposition qui imposait à la Banque le versement d'une somme égale à la partie du dividende net dépassant 240 francs par action, l'Etat a reçu en :

1926.....	14.600.000	FRANCS
1927.....	20.075.000	—
1928.....	20.075.000	—
1929.....	51.100.000	—
1930.....	69.350.000	—
1931.....	26.462.500	—

En présence de tous ces sacrifices consentis par la Banque, M. Charles GIDE pouvait donc écrire avec

quelque raison : « L'Etat touche, tant à titre de redevances et participations qu'à titres d'impôts, beaucoup plus que les actionnaires, et il est à croire qu'il toucherait beaucoup moins si la Banque devenait sa propriété et était administrée par lui. » (1)

(1) Voir GIDE, *Cours d'Economie politique*, p. 563.

CHAPITRE IV

LE CHANGE

De 1914 à 1918

L'Institut d'émission, dans les années difficiles des hostilités et de l'après-guerre, devait encore apporter un concours précieux à l'Etat par son intervention sur le marché des changes. A l'ouverture du conflit, le change, était, en effet, en faveur de la France malgré l'établissement du cours forcé, et M. RIBOT pouvait déclarer : « A aucune époque, le billet de la Banque de France n'a joui d'un plus grand crédit en France et à l'étranger. Dans tous les pays, ce billet fait prime, tandis que les billets des pays avec qui nous sommes en guerre sont dépréciés dans une proportion considérable. » (1)

Cette situation avantageuse s'expliquait aisément. La France était créditrice partout, et débitrice nulle part. Mais conformément aux prévisions des économistes, les événements allaient malheureusement modifier dans la suite la position de notre pays. Dès

(1) Voir RIBOT, Exposé des motifs du 22 décembre 1914.

le 12 septembre 1914, M. Paul LEROY-BEAULIEU écrivait: « Ces jours derniers, les chèques sur Londres de tout premier ordre ont pu se négocier avec 2 à 3 % de perte, puis, depuis un jour ou deux, la perte s'est accrue. Quant aux chèques les meilleurs, sur les Etats-Unis, ils sont toujours innégociables. Et cependant, cela vaut de l'or, cela est de l'or au sens strict du mot. Ces chèques, vous devriez les acheter avec prime, qu'attendez-vous? »

Ce vœu allait être exaucé; la Banque de France constituait un stock important de devises. D'autre part, elle augmentait ses réserves d'or qui, le 31 décembre, atteignaient 4 milliards 400 millions, en augmentation de 182.800 francs sur le semestre précédent.

Les mesures ainsi prises étaient cependant insuffisantes pour maintenir à la France un change favorable. Successivement, la Bourse enregistrait la hausse du florin hollandais, puis en février 1915, celle du dollar et de la peseta. Peu de temps après, la livre accusait un semblable mouvement.

La situation de la France s'était, en effet, profondément modifiée; les importations augmentaient dans des proportions considérables et, pour l'année en cours, excédaient de 5 milliards les exportations. « L'importance de ces chiffres, déclarait M. le Gouverneur PALLAIN, dans son rapport à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1916, l'impossibilité de les réduire sensiblement en raison des besoins de la Défense Nationale, ne nous ont pas permis de traiter la crise du change par les méthodes

habituelles. Ni le relèvement du taux de l'escompte, ni les envois d'or aux pays créditeurs, dans les proportions où ces envois eussent été nécessaires pour couvrir le solde de nos engagements, n'étaient des remèdes qu'il fût possible d'appliquer sans des inconvénients. » (1)

Effectivement, le taux de l'escompte n'a pas varié pendant l'année 1915, mais des envois d'or ont eu lieu à plusieurs reprises. La Banque, il est vrai, agissait avec prudence et ménageait son encaisse métallique.

Pour remédier à un état de choses qui, chaque jour, s'aggravait davantage, et pour faciliter au monde des affaires le règlement des opérations avec l'étranger, l'Institut d'émission procédait sur le marché à des ventes de change. Ces remises étaient bientôt subordonnées à des justifications commerciales et atteignaient, au cours de l'année, 800 millions.

De plus, la Banque s'efforçait d'obtenir des crédits à l'Etat en Angleterre et aux Etats-Unis. « Sur le marché anglais, nous avons donné notre garantie de change pour une avance consentie à une banque parisienne, et cautionné un crédit d'acceptation de 5 millions de livres ouvert pour un an par un groupe de banquiers de Londres. » Ainsi s'exprimait M. PAL-LAIN, le 27 janvier 1916, et il ajoutait : « Sur le marché américain, nous avons également fourni la garantie de change pour une avance de 2 millions de dollars. » (2)

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 27 janvier 1916, p. 11.

(2) *Ibid.*, p. 15.

Puis, l'Institut d'émission prêtait son concours à un groupe de banques française et les aidait à obtenir un crédit de 20 millions de dollars, accordés par un groupe de maisons américaines. Le prêt était consenti en application de la loi sur la Réserve fédérale, et le *Wall Street Journal* soulignait, le 25 août 1915, tout l'intérêt de l'opération : « Ce crédit sera le précurseur d'autres opérations de même caractère. La participation jointe des banquiers des deux côtés de l'Atlantique constitue une politique nouvelle, tout au moins en ce qui concerne les Institutions américaines. Grâce à elles, il pourra s'établir et se développer des relations plus étroites entre les Institutions privées des deux pays, et l'on s'attend à ce que les résultats de cette opération aient une longue portée. »

D'autre part, une conférence tenue à Boulogne aboutissait à la conclusion d'une convention franco-anglaise qui présentait une grande utilité pour notre pays. En effet, il procédait en Amérique à de nombreux achats dont le paiement était souvent très difficile. Or, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient des rapports bancaires particulièrement importants. Dès lors, il était avantageux pour la France de régler ses opérations avec l'Amérique par l'intermédiaire du Royaume-Uni. Aussi l'arrangement du 30 avril 1915 contenait les dispositions suivantes :

1° Notre pays remettait à la Banque d'Angleterre 20 millions de souverains.

2° En contre-partie, il lui était ouvert, à Londres, un crédit de 62 millions de livres sterling.

Des conventions semblables intervenaient bientôt entre la Grande-Bretagne et d'autres nations alliées; sept ans plus tard, Georges DESPLAIN écrira avec juste raison: « Le Trésor anglais apparaît alors comme le banquier de l'Entente, banquier dans le sens d'intermédiaire des paiements, dans le sens de la personne qui exécute pour le compte et l'ordre des clients, les paiements qu'ils ont à faire, banquier, enfin, en ce sens qu'il est un fournisseur de crédit. » (1)

En outre, le Conseil de Régence, au mois de juin, promettait à l'Etat de lui fournir éventuellement « les moyens de change nécessaires pour assurer, à l'échéance, la couverture de crédit ouvert à New-York, par les banques du groupe J.-P. Morgan et C^o contre dépôts d'obligations de chemins de fer américains par le Trésor français. » (2)

Ces sorties d'or ne modifiaient pas l'importance de l'encaisse, qui augmentait de 917.000 francs au cours de l'année, et s'élevait en définitive à 4.514.400.000 francs. Le public avait magnifiquement répondu à l'appel de M. RIBOT, ministre des Finances, et avait donné volontairement son or pour le salut du pays. De plus, sur les instances de la Banque, le Gouvernement prohibait la sortie de l'or. Les délinquants étaient passibles d'une peine variant de six mois à deux ans de prison et d'une amende de 5.000 francs.

(1) Voir Thèse DESPLAIN, p. 78.

(2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 27 janvier 1916, p. 18.

Une mesure semblable avait été prise par l'Allemagne, le 14 décembre 1914.

L'année suivante (1916), les réserves métalliques, grâce à des versements généreux, atteignaient, le 31 décembre, 5 milliards 82 millions de francs. D'autre part, la Banque s'efforçait d'obtenir encore des moyens de change et intervenait dans ce but auprès du Gouvernement britannique. Désormais, l'interdiction de vendre à Londres les titres qui n'étaient pas restés en Angleterre depuis le 30 septembre 1914 était levée en faveur des porteurs français ; mais, déclarait le Gouverneur de la Banque, « ces négociations sont subordonnées à la condition que les ordres seront transmis à la Banque d'Angleterre par l'intermédiaire de la Banque de France, qui doit constater que les titres sont la propriété de Français depuis le 1^{er} août 1914. » (1)

Pour faciliter la mobilisation du portefeuille français des valeurs étrangères, la Banque ouvrait, à Paris, un bureau spécial ; elle prenait à sa charge le port et l'assurance des titres, n'exigeait aucune commission des vendeurs, et accordait même une indemnité aux intermédiaires qui recueillaient et lui transmettaient les ordres de vente.

Bientôt, ce service particulier allait étendre son action sur les places de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich, Amsterdam, Copenhague, Stockolm, Madrid, New-York, Buenos-Ayres.

D'autre part, l'Institut d'émission favorisait le prêt de titres à l'Etat, conformément au vœu exprimé

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 25 janvier 1917, p. 29.

par le ministre des Finances. Elle recevait à ses guichets, et dans une annexe spécialement aménagée rue Monsigny, les titres au porteur de pays neutres.

La Banque obtenait, en outre, de nouveaux crédits à Londres, et traitait pour la première fois avec la National Bank de New-York, pour faciliter le renouvellement des avances obtenues en 1915. Enfin, elle contribuait au succès des emprunts respectivement émis aux Etats-Unis par la Ville de Paris et par les Villes de Bordeaux, de Lyon et de Marseille.

Une remarque importante s'impose toutefois. L'Institut d'émission avait modifié, cette année, la forme de son concours. Les ventes d'or, qui risquaient d'affaiblir l'encaisse métallique, étaient remplacées désormais par des prêts restituables au lendemain des hostilités. « L'innovation, écrivait E. SERVAIS, constituait à mobiliser une partie de l'encaisse comme garantie soit d'achats à l'étranger par l'Etat, soit d'ouverture de crédits consentis dans ce but à ce dernier (1). »

La Banque apportait ainsi au Gouvernement une aide efficace autant que désintéressée. M. PALLAIN le proclamait hautement : « Il n'est pas inutile d'ajouter que cette coopération que nous donnons au Trésor, dans l'intérêt de la Défense Nationale et du Commerce français, est entièrement gratuite. Les bénéfices résultant de la réalisation de ces crédits sont intégralement versés à l'Etat pour venir en atténuation de charges qui en constituent la contre-partie (2). »

(1) Voir SERVAIS, *Les Banques d'émission*, p. 68.

(2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 25 janvier 1917, p. 13.

Au mois d'avril 1917, la situation de notre pays allait s'améliorer. La livre et le dollar baissaient sensiblement et atteignaient respectivement 27 fr. 50 et 5 fr. 70. Les Etats-Unis, notre nouvel allié, mettaient à la disposition de la France des crédits importants. Auparavant, les sorties d'or avaient atteint, dans les premiers mois de l'année, 450 millions, dont 20 millions étaient destinés à des pays neutres, l'excédent, soit 430 millions, était remis à la Trésorerie britannique, et garantissait des avances consenties au Gouvernement français. D'autre part, la Banque subordonnait toujours la vente de change à la justification de besoins commerciaux, mais, « dans certains cas, observait M. PALLAIN, le contrôle est exercé directement auprès des créanciers anglais ou américains par les fonctionnaires des agences financières du Trésor français à Londres et à New-York. Notre intervention, dans ce cas, se borne à recevoir à nos guichets les versements en francs des débiteurs, et à transmettre l'ordre de paiement à l'agence financière intéressée, qui effectue le règlement (1). »

La Banque obtenait encore de nouveaux moyens de paiement. Le service spécial de négociations de titres à l'étranger recueillait, en effet, 8.340 ordres pour un montant de 76 millions : de plus, l'Institut d'émission recevait à ses guichets 25.776 titres prêtés par des particuliers au Gouvernement français. Ils représentaient un capital de 52.389.927 francs. Enfin, l'encaisse or atteignait, en fin d'année 5.350.200.000

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires*, du 31 janvier 1918, p. 12.

francs. L'ensemble des réserves métalliques accusait, le 24 décembre 1918, une augmentation de 198 millions 500.000 francs. L'Institut d'émission avait obtenu, en Angleterre comme aux Etats-Unis, des prêts importants, le Gouverneur déclarait : « Aucune sortie d'or n'a été nécessaire pour appuyer ces avances et ces crédits au cours du dernier exercice, non plus d'ailleurs qu'en 1917, à partir du moment où les Etats-Unis sont entrés en guerre à nos côtés. » (1) En outre, le service des négociations de titres à l'étranger recevait 15.699 ordres pour un montant de 163 millions de francs, 14.210 titres d'une valeur de 6.804.150 francs étaient prêtés à l'Etat. Un arrêté du 14 septembre suspendait cette dernière opération à dater du 15 du même mois, et les prêteurs pouvaient échanger contre des obligations de la Défense Nationale leurs certificats négociables.

En définitive, les disponibilités et avoirs à l'étranger atteignaient, le 23 décembre 1918, 2.336.472.000 francs, en augmentation de 1.550.285.600 francs sur l'année précédente. Cet accroissement « provenait principalement de la cession faite à la Banque, par le Trésor français, d'un crédit de 200 millions de dollars sur la Trésorerie fédérale américaine. La contrepartie de ces 200 millions de dollars, calculée sur la base du pair métallique, soit 1.036 millions de francs, figurait au bilan sous la rubrique : avoir en compte à la Trésorerie des Etats-Unis (2). »

(1) et (2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du* 30 janvier 1919, pp. 7 et 30.

Ainsi, l'intervention de la Banque de France, en améliorant notablement la position de notre pays sur le marché des changes, allait faciliter au Gouvernement le paiement des importations que nécessitaient les besoins de la Défense nationale.

De 1919 à 1925

Au cours des premières années de la guerre, le marché des changes n'avait pas été très défavorable à la France. « Fin 1918, la prime de la livre ne dépassait pas 3 %, celle du dollar se maintenait un peu au-dessus de 5 %. L'arbitrage avait également réduit dans de notables proportions la prime des devises neutres; enfin, les crédits commerciaux obtenus en Espagne avaient permis de ramener aux environs de 9 % la prime de la peseta qui, en juin 1918, dépassait 64 %. Ainsi s'exprimait M. PALLAIN, le 29 janvier 1920. » (1)

Cette situation devait malheureusement se modifier; elle s'aggravait au cours des années suivantes et, en juillet 1926, devenait critique. Nous étudierons successivement les circonstances qui ont provoqué cette crise du change et les moyens auxquels on a eu recours pour y remédier.

1919. — Dès l'année 1919, le commerce français accusait une reprise sensible des exportations, qui

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 29 janvier 1920, p. 7.

cependant demeuraient inférieures de 25 milliards aux importations. Les achats importants effectués à l'étranger s'expliquaient aisément. Notre pays, épuisé par une lutte sanglante et coûteuse, relevait ses ruines et reconstituait son outillage. La Banque, dans ces jours difficiles de l'après-guerre, allait apporter une aide efficace à l'Etat. Les ventes de change atteignaient pendant le premier trimestre de 1919, 3 milliards de francs, « mais dans les trois autres trimestres, la Banque n'avait pu mettre à la disposition du commerce français qu'un peu plus de 700 millions de francs, provenant de ventes de titres à l'étranger et de prélèvements sur son avoir en compte à la Trésorerie des Etats-Unis. » (1) Les Gouvernements américain et anglais avaient, en effet, cessé toute coopération financière avec la France. Désormais, privée de ces concours précieux, elle maintenait sa position grâce à des crédits privés et à des négociations de titres à l'étranger. Ces dernières opérations libres, depuis le 18 août 1919, se développaient considérablement sur le marché de Londres. Le nombre des ordres reçus atteignait 12.510 pour une valeur de 124 millions. D'autre part, l'encaisse métallique or s'élevait, le 24 décembre 1919, à 5.846.600.000 francs, et elle présentait une augmentation de 50.700.000 francs. •

1920. — L'Etat devait, en octobre 1920, effectuer un paiement de 250 millions de dollars, montant de la

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 29 janvier 1920, p. 8.

part française dans l'emprunt émis solidairement par la France et l'Angleterre. L'Institut d'émission lui permettait, une fois de plus, de remplir ses engagements. Il mettait à sa disposition une somme de 200 millions de dollars, l'excédent était couvert par un nouvel emprunt de 100 millions de dollars aux Etats-Unis, et par des achats de change. Ce besoin impérieux de moyens de paiement entraînait une hausse des devises étrangères et aggravait encore la position déjà peu brillante de notre pays. Nos exportations étaient inférieures de 21 milliards à nos importations. De plus, l'avoir en compte à la Trésorerie des Etats-Unis était entièrement utilisé. Enfin, les soldes étrangers dans les banques « donnaient lieu, suivant l'orientation de l'opinion à l'étranger, à des afflux de capitaux ou, au contraire, à de brusques retraits, auxquels il convient d'attribuer pour une très large part les fluctuations violentes que subit par instants, le cours de notre monnaie. » (1)

1921. — Ces causes allaient provoquer une hausse considérable de la livre et du dollar, qui atteignaient en janvier 1921, respectivement 61 fr. 59 et 17 fr. 18; toutefois ces chiffres, en fin d'exercice, étaient ramenés à 51 fr. 90 et 12 fr. 31. L'amélioration de la situation était due à diverses circonstances: nos départements dévastés, grâce à un magnifique effort, retrouvaient peu à peu leur activité passée. Successivement, d'immenses étendues de terres étaient ense-

(2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1921*, p. 13.

mençées, des usines rapidement reconstruites produisaient à nouveau. Un autre fait exerçait une heureuse influence : l'Allemagne acceptait l'état des paiements dressé par la Commission des réparations.

1922. — Mais, dès le mois de juin 1922, les changes anglais et américains s'élevaient brusquement à nouveau. La livre et le dollar cotaient, au mois d'août, la première 72 francs, le second 16 francs, puis fléchissaient en fin d'exercice à 64 francs et 13 fr. 75. D'autre part, l'Etat effectuait à Londres un important remboursement, d'où il résultait une rentrée de l'or immobilisé en Angleterre, rentrée s'élevant à la somme de 84.022.000 francs.

1923. — Puis, du 5 mai au 25 août 1923, il devait procéder sur la même place à la liquidation définitive de sa dette. Toutefois, un accord signé le 12 avril 1923 avait réparti ce paiement sur sept années, à dater de mai 1924. La livre et le dollar, au cours de l'exercice, accusèrent des mouvements de hausse et de baisse, puis dans les derniers jours de décembre s'élevèrent, par bonds successifs, à 20 francs et à 80 francs ; et cependant la situation économique de notre pays s'améliorait notablement, le déficit de la balance commerciale étant réduit à moins de 2.200 millions. Dans son rapport à l'Assemblée générale, le Gouverneur de la Banque déclarait : « Ces oscillations démesurées de nos changes, cette chute imméritée de la valeur du franc

ont certainement pour initiale une orientation pessimiste d'une partie de l'opinion étrangère, influencée par des commentaires tendancieux et répétés sur les charges croissantes que l'insolvabilité prolongée de l'Allemagne impose à notre Trésorerie » (1).

1924. — En 1924, la position de la France sur le marché des changes devenait plus difficile encore, malgré un excédent des exportations sur les importations. Les devises anglaise et américaine, dès le mois de janvier, cotaient 23 francs et 96 francs, puis dans la première quinzaine de mars 28 francs et 120 francs. La Banque, à cette heure critique, allait aider puissamment l'Etat. Elle obtenait en effet à Londres, de la maison Lazard Brother et C°, un crédit de 4 millions de livres sterling, puis, à New-York, un crédit de 100 millions accordé par le groupe Morgan. « Ces deux crédits, accordés pour trois mois et renouvelables pour trois autres, n'avaient exigé aucune sortie préalable d'or, aucun dessaisissement d'un gage quelconque. Il était seulement prévu que, si à l'échéance, la Banque ne disposait pas des livres ou des dollars nécessaires pour assurer le remboursement des sommes restant dues, elle devait effectuer ce remboursement par un envoi d'or effectif (2). »

Cette intervention devait ramener la livre et le dollar à 78 francs et 18 francs. La Banque profitait

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 31 janvier 1924, p. 10.

(2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 29 janvier 1925, p. 6.

de ces cours relativement bas pour constituer un stock important de devises et, dès le mois de septembre, elle remboursait le crédit anglais. Le crédit américain était, au contraire, renouvelé pour trois mois. A cette époque, l'Etat français contractait un emprunt de 100 millions de dollars pour une période de 25 ans, emprunt destiné à faciliter l'amortissement de sa dette envers l'Institut d'émission. Par la convention du 22 décembre, le Gouvernement en virait le produit au compte de la Banque de France sur les livres de la Maison Morgan à New-York. La partie de l'emprunt non affecté à l'amortissement devait constituer une masse de manœuvre à l'aide de laquelle la Banque pourrait, au besoin, continuer de défendre le franc.

Notons que l'Etat s'était réservé la faculté de reprendre à la Banque, avant l'expiration du délai, les dollars non utilisés de l'emprunt Morgan, si sa position sur le marché des changes redevenait normale.

1925. — En 1925, la livre et le dollar accusaient un important mouvement de hausse. Ces devises cotaient, en avril, 20 francs et 93 francs, en juin, 22 francs et 100 francs, demeuraient stationnaires pendant l'été puis, dès octobre, atteignaient 24 francs et 117 francs. Enfin, au mois de décembre, elles s'élevaient à 28 francs et 135 francs. Ainsi, cinq ans après un conflit victorieux, la valeur de notre franc avait considérablement diminué. Cette dépréciation était la conséquence d'une politique imprévoyante qui avait

déchaîné une crise aiguë de Trésorerie. L'état lamentable des finances obligeait le Gouvernement à réclamer l'aide de la Banque, et il s'ensuivait un accroissement de la circulation fiduciaire. Successivement, le maximum des émissions était porté à 45 milliards par la loi du 15 avril 1925, à 51 milliards par la loi du 27 juin 1925 et à 58 milliards et demi par la loi du 4 décembre 1925, et le Gouverneur déclarait avec raison : « Pratiquer l'inflation, c'est bolcheviser la monnaie. » (1). Devant la gravité des circonstances, le Conseil de Régence suppliait le Gouvernement de prendre les mesures propres à améliorer cette situation, et M. GERMAIN-MARTIN observait : « Que l'équilibre budgétaire reste la condition primordiale et préalable de tout amortissement et, en outre, de tout assainissement monétaire. » (2)

1926. — Cependant, l'Etat, dans les premiers mois de 1926, ne procédait pas encore aux réformes nécessaires ; aussi la livre cotait 130 francs en janvier et, cinq mois plus tard, 172 francs. « Pour tenter d'enrayer le mouvement qui menaçait d'aboutir à un effondrement des cours du franc, le Gouvernement décida alors d'utiliser, en les réalisant sur le marché, une partie des devises de l'Emprunt Morgan, dont la garde avait été confiée à la Banque à la fin de 1924. » (3) Cette opération réussit médiocrement. Le

(1) Cité par Pierre BAYART, *Les effets de l'inflation sur le bilan au point de vue fiscal*, p. 97.

(2) Voir GERMAIN-MARTIN, *Une année de Politique financière*, p. 46.

(3) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 27 janvier 1927, p. 8.

dollar et la livre reprirent bientôt leur courbe ascendante, toutefois le cours des devises anglaise et américaine allait fléchir légèrement. Le 31 mai, M. Raoul PÉRET, ministre des Finances, instituait le comité des experts, parmi lesquels nous relevons les noms de MM. SERGENT, gouverneur honoraire de la Banque de France, E. PICARD, ancien premier sous-gouverneur, MOREAU, RIST et JÈZE. « Les experts prévoyaient une période de pré-stabilisation pendant laquelle la Banque, agissant directement sur le marché, devait essayer de régulariser les cours et se rapprocher petit à petit de celui qui serait choisi comme niveau de la stabilisation. » (1)

Une intervention particulièrement énergique s'imposait. La livre et le dollar accusaient de nouveau une hausse considérable et, par bonds successifs, atteignaient, le 20 juillet, 50 francs et 240 francs. Cette situation allait s'améliorer par l'arrivée au pouvoir de M. le Président POINCARÉ. Nous avons eu l'occasion d'indiquer les réformes budgétaires entreprises sous son ministère. Elles allaient avoir une heureuse influence sur l'état de notre Trésorerie et, par suite, le prix des devises anglaise et américaine était ramené respectivement, le 26 juillet, à 189 francs et 36 fr. 97.

L'action de la Banque était d'ailleurs facilitée. La loi du 7 août 1926 autorisait l'Institut d'Emission à effectuer des achats de change. Il profitait de la baisse de la livre et du dollar pour constituer un portefeuille

(1) Voir TONDU, *La politique de la Banque de France d'août 1926 au 25 juin 1928*, p. 20.

important de devises qui, le cas échéant, contribuerait à maintenir le franc dans une position favorable.

Ce texte législatif annulait, en outre, les dispositions de la loi du 12 février 1916. Désormais, la Banque pouvait acquérir avec prime les monnaies d'or et d'argent. La mesure précédente devait entrer en application le 27 septembre. Le prix d'achat du gramme d'or fin, tout d'abord fixé à 19 fr. 75, était ramené à 14 francs. Celui du gramme d'argent fin passait successivement de 59 centimes à 55 centimes. D'autre part, dès le 11 octobre, les acquisitions de monnaies d'argent étaient suspendues. « Fin décembre, la valeur au pair monétaire des monnaies d'or et d'argent, achetées par la Banque depuis le 27 septembre, atteignait près de 341 millions de francs, pour un prix global d'un milliard et demi. » (1)

Enfin, la loi du 7 décembre 1926 prévoyait que le maximum des émissions autorisées se trouverait automatiquement élevé d'un montant égal à la valeur du métal et des devises acquis par la Banque.

Quelque temps auparavant, M. Charles BELLET avait ainsi défini l'œuvre future de la Banque: « La Banque de France devra tout d'abord accroître, dans une large proportion, ses couvertures en monnaies et valeurs appréciées. Elle ne pourra chercher à stabiliser victorieusement notre monnaie qu'en ayant à sa disposition, dans les principaux pays étrangers, des crédits et dépôts d'espèces ou de valeurs. » (2) Char-

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 27 janvier 1927, p. 14.

(2) Voir Charles BELLET, *La Bataille du Franc*, p. 27.

les GIDE écrivait, il est vrai : « C'est alors que le ministère Poincaré prit des mesures énergiques (nouveaux impôts, équilibre du budget, etc.), pour arrêter la dépréciation du billet. Il y réussit en partie, car le billet de 100 francs remonta à 20 francs et se stabilisa à ce prix. Pour l'y maintenir, la Banque de France achetait à bureau ouvert toutes les devises étrangères en livres, dollars, florins, etc., qui se présentaient. Mais avec quoi les payait-elle ? demandera-t-on. Avec de nouveaux billets qu'elle émettait, et c'est ainsi qu'elle est arrivée au chiffre de 60 milliards. Mais alors, on ne faisait, semble-t-il, qu'aggraver le mal. Non, répondait le Gouvernement, parce que ces nouveaux billets étant représentés par des devises-or contre lesquelles ils avaient été échangés, n'étaient plus du papier-monnaie mais des titres représentatifs de l'or. Réponse qui ne paraît pas satisfaisante, car ces billets surnuméraires, quoique représentant de l'or, n'en agissaient pas moins sur les prix tout aussi bien que les autres billets non garantis. En effet, si cette mesure a eu pour effet d'arrêter la baisse du change, elle n'a eu que peu d'effets sur la hausse des prix, car le nombre indice a continué à s'élever, quoique lentement » (1).

Sans doute l'indice des prix de gros atteignait successivement 854 en juillet, 698 en novembre. De même, l'indice des prix de détail présentait les variations suivantes : 574 en juillet, 628 en novembre ; mais au mois de décembre, ils étaient respectivement de 641 et de 600.

(1) GIDE, *Cours d'Economie politique*, p. 560.

1927. — Au cours de l'année 1927, ils diminuaient notablement, et en fin d'exercice s'élevaient à 617 et 523.

La Banque, toutefois, avait effectué des achats particulièrement importants de devises. Ces moyens de change lui étaient offerts en quantité considérable par les étrangers, qui, confiants désormais dans la valeur de notre monnaie, recherchaient les titres français. « La majeure partie de ces devises, notait M. PALLAIN, a été placée sur les grands marchés étrangers, après accord avec le Trésor public. Les devises ainsi placées demeurent, pour la Banque, entièrement disponibles à vue. Le Trésor assure les risques de change résultant de leur acquisition et les intérêts provenant de leur placement sont versés au compte d'amortissement de nos avances à l'Etat, la Banque se contentant de percevoir, à l'occasion de ces opérations spéciales d'intérêt public, les courtages et commissions de banques nécessaires pour la dédommager de ses débours et diligences » (1).

En outre, ces disponibilités permettaient à l'Institut d'Emission de recouvrer, avant la date fixée, le dépôt d'or immobilisé à la Banque d'Angleterre. Le 22 avril, le gouvernement français effectuait à Londres un remboursement définitif de 33 millions de livres, grâce à des devises propres et à des devises achetées à la Banque de France.

Sans doute des acquisitions aussi importantes de

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 26 janvier 1928, p. 5.

moyens de change entraînaient une création considérable de francs, mais ils étaient rapidement absorbés. M. le professeur RIST a magistralement démontré, dans sa théorie du « circuit du retour automatique », comment les billets ainsi émis grossissaient successivement les dépôts dans les banques, puis les comptes courants du Trésor et revenaient enfin à l'Institut d'émission.

De même, M. Maurice LORAIN écrivait : « Ces francs ne donnaient en général pas lieu à une émission de billets, la Banque de France se contentant de créditer les comptes courants ouverts à ses contre-parties. Mais comme les comptes courants à la Banque de France, en vertu d'une disposition statutaire ne portent pas intérêt, leurs soldes étaient virés immédiatement dans les banques. Or, celles-ci plaçaient l'excédent de leurs disponibilités au Trésor, le plus souvent en y déposant des fonds en compte courant. Les francs créés par la Banque revenaient donc au Trésor qui les utilisait pour rembourser sa dette envers l'Institut d'émission » (1).

Les billets refluaient encore à la Banque de France grâce aux opérations de reports sur devises. En effet, le gouvernement autorisait l'Institut d'émission à prêter temporairement des moyens de change contre remise de billets.

Cette politique de M. POINCARÉ améliorait la situation de notre monnaie ; cependant, le 24 décembre 1927, le Président du Conseil déclarait : Je

(1) Maurice LORAIN, *La restauration monétaire et les problèmes du crédit*, p. 11.

considère que le danger est aussi grave à l'heure présente qu'il l'était pendant la guerre. C'est un danger d'une autre sorte, mais qui pourrait également être mortel. L'étranger, en effet, jouait désormais à la hausse du franc; il offrait en masse des devises à la Banque qui les achetait, mais les francs créés en échange devaient de plus en plus être difficilement absorbés. Aussi, l'Institut d'émission favorisait toujours les opérations de reports sur devises et procédait à des achats considérables d'or sur le marché américain.

1928. — Malheureusement, « pour maintenir le montant des bons de la Défense Nationale en circulation dans les limites du maximum fixé par la loi, la Caisse autonome d'amortissement dut réduire le chiffre de ses émissions de bons à deux ans. Comme elle procédait parallèlement au remboursement des derniers bons à un an, ses décaissements excédèrent ses recettes pendant les six premiers mois de l'année. Au lieu d'absorber des francs, elle remit en circulation une partie de ceux qu'elle avait antérieurement versés à la Banque, et le solde créditeur de son compte courant fléchit de près de 5 milliards, du 24 décembre 1927 au 21 juin 1928 » (1).

Pour remédier à un mal qui empirait chaque jour, le gouvernement procédait à une émission de rentes, et les souscriptions s'élevaient rapidement au maximum fixé par la loi, soit 10 milliards et demi. Quoi

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 31 janvier 1929, p. 8.

qu'il en soit, le 10 mai 1927, la circulation des billets atteignait 60 milliards, en augmentation de 3.700 millions sur le bilan précédent. La gravité des circonstances exigeait des mesures énergiques. « Inéluctable dilemme, observait M. PALLAIN, il fallait, ou bien céder à la pression de la spéculation à la hausse du franc, supprimer ou déplacer la barrière que nos interventions sur le marché des changes opposaient, depuis le 23 décembre 1926, à ses tentatives, c'est-à-dire lui permettre de réaliser aux dépens du pays des bénéfices substantiels et l'inciter à poursuivre son jeu en lui laissant espérer une revalorisation sans cesse plus accentuée de notre monnaie ou, au contraire, arrêter cette spéculation en fixant légalement la valeur du franc aux environs du cours auquel elle avait été maintenue depuis 18 mois et en rétablissant, par la suppression du cours forcé des billets, le jeu régulateur des entrées et sorties d'or.

« La première solution se heurtait à des difficultés quasi-insurmontables et aurait eu pour effet de jeter le pays dans une aventure dont il était impossible de prévoir les répercussions d'ordre économique et social. C'est à la seconde que le Gouvernement et le Parlement se sont courageusement et sagement résolus (1). »

Sans doute ce n'est pas sans une grande amertume que M. le Président POINCARÉ a consacré l'affaiblissement de notre monnaie. Le 21 juin 1928, il

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 31 janvier 1929, p. 10.*

s'adressait en ces termes à la Chambre des Députés : « L'idéal serait assurément de pouvoir procéder à une revalorisation totale. Outre que ce serait là, pour la nation toute entière, une satisfaction politique et morale, ce serait envers ceux qui ont fait confiance à l'Etat, qui lui ont apporté et prêté des francs-or, et ont conservé leurs rentes depuis la souscription, un acte de gratitude et d'équité. Mais il s'agit de savoir si cette revalorisation, ou même si une revalorisation plus accentuée que celle d'aujourd'hui est possible, et au prix de quelles difficultés et de quels sacrifices elle le serait.... Toute l'économie du pays serait mortellement atteinte ». M. POINCARÉ ajoutait : « Si je n'avais écouté que mon propre instinct, je m'y serais volontiers rallié » (1). Trois jours plus tard, il déclarait encore : « Je n'étais pas seulement revalorisateur par sentiment, mais j'ai revalorisé en 1926 » (2).

Le comte DE FELS remarquait judicieusement « que le peuple français a établi une corrélation entre la liquidation de sa monnaie et le prestige national, que la stabilité équivaut à un affaiblissement de notre volonté de puissance ». Mais, non sans raison, M. Charles BELLET répondait : « Les expériences monétaires contemporaines ont prouvé surabondamment que les pays qui ont voulu rendre à leur monnaie son cours de 1914, ont goûté, selon l'expression de M. DESPEAUX, aux fruits amers de la revalorisation » (3).

(1) Discours du 21 juin 1928.

(2) Discours du 25 juin 1928.

(3) Charles BELLET, *La Bataille du Franc*, p. 48.

« La réforme monétaire de 1928, devait écrire M. le professeur PERREAU, s'imposait peut-être comme une nécessité, et c'est encore ce que l'on peut dire de mieux en sa faveur. Du moins, est-ce avec plus de résignation que d'enthousiasme qu'elle doit être envisagée.... On peut expliquer une telle solution législative par les difficultés sérieuses qu'eût soulevée une revalorisation opérée à long terme et par paliers successifs. La principale raison qui semble avoir déterminé les pouvoirs publics est, en dehors du désir de décourager la spéculation étrangère sur le franc et d'éviter toute inflation future, l'appréhension d'une crise prolongée susceptible d'atteindre successivement l'industrie et l'agriculture, et de provoquer un chômage important » (1).

Quoi qu'il en soit, la loi du 25 juin 1928 établissait le monométallisme or et créait un nouveau franc, défini par un certain poids d'or équivalant très sensiblement à la valeur à laquelle notre monnaie avait été maintenue depuis 18 mois sur le marché des changes. Et M. le professeur PERREAU déclarait à ce sujet: « L'unité monétaire nouvelle, bien que conservant la dénomination de franc, perd, par rapport à l'or, près des quatre cinquièmes de son ancienne parité » (2). Comme conséquence, l'encaisse métallique de la Banque était réévaluée et, conformément à la convention conclue deux jours auparavant avec le Gouvernement, l'Institut d'émis-

(1) PERREAU, *Cours d'Economie politique*, t. I, p. 385.

(2) *Ibid.*

sion affectait à l'extinction définitive du compte d'avances à l'Etat la plus-value nette résultant de cette réévaluation.

La loi, d'autre part, consacrait l'obligation pour la Banque d'acheter les lingots d'or qui lui seraient offerts, et proclamait la suppression du cours forcé. En réalité, la convertibilité des billets ne devait être autorisée que pour une somme minimum de 215.000 francs. « Cette restriction signifie que le remboursement en or sera provisoirement réservé aux commerçants et banquiers qui ont de gros paiements à faire à l'étranger. On a voulu exclure, du moins pendant un certain temps, le public qui viendrait faire changer ses billets par curiosité ou pour thésauriser les nouvelles pièces. Ceci indique quelle sera la politique monétaire future du pays : réserver l'or aux échanges internationaux, et, pour la circulation intérieure, se contenter de la monnaie de papier et de celle de billon. C'est d'ailleurs le régime de plus en plus utilisé par tous les pays, même par ceux qui, comme les Etats-Unis, regorgent d'or (2). »

En outre, la loi fixait une proportion minima obligatoire de 35 % entre l'encaisse-or de la Banque, devises non comprises, et le montant cumulé des billets en circulation et des comptes courants créditeurs. Ainsi disparaissait l'ancien système des émissions de billets dans les limites d'un contingent fixé par la loi.

La Banque prenait l'engagement de céder à l'Etat,

(1) Voir GIDE, *Cours d'Economie politique*, p. 561.

avant le 31 décembre 1929, son encaisse argent. De nouvelles pièces divisionnaires seraient frappées.

Enfin, la Banque était autorisée à procéder, pour le compte de banques d'émission étrangères, à l'achat d'effets et valeurs à court terme, à assurer la garantie de bonne fin de ces placements et à réescompter elle-même, avant leurs échéances, les effets et valeurs en question. Les principales banques centrales d'émission accordaient déjà, depuis deux ans, ces mêmes facilités à la Banque de France (1).

Ainsi, la loi du 25 juin 1928 consacrait la dépréciation du franc. Evidemment le taux de stabilisation avait été bien déterminé. « Voisin de celui qui faisait apparaître la parité des prix du marché intérieur avec ceux de l'étranger, mais en leur laissant pourtant une légère marge de hausse, il a permis à notre industrie de se déshabituer progressivement du stimulant factice de l'inflation. » (2)

Et, d'autre part, notre prestige national n'était nullement atteint. M. POINCARÉ l'avait proclamé avec juste raison : « Faillite, s'écriait-il, c'est un vocable qui sonne très mal aux oreilles d'un peuple honnête et laborieux. Mais, que voulez-vous ? Si faillite il y a, ce n'est pas le jour où l'on stabilise et où l'on rétablit pour partie la convertibilité en or, c'est le jour où le cours forcé est rétabli, et où le porteur de billets ne

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 31 janvier 1929, p. 16.

(2) Voir LORAIN, *La restauration monétaire et les problèmes du crédit*, p. 14.

peut plus obtenir en échange la moindre parcelle de métal. » (1)

« La réforme ainsi réalisée, devait écrire M. le Professeur PERREAU, a complètement atteint son but en donnant à la France une monnaie saine, ce qui, à l'heure actuelle, peut être considéré comme un avantage de premier ordre. » (2)

La loi du 25 juin 1928 allait effectivement avoir d'heureuses conséquences; en particulier, les offres de devises diminuaient notablement. De plus, l'Institut d'émission cessait peu à peu ses opérations de reports sur devises, et échangeait une grande partie de ses moyens de change contre des lingots. Son encaisse métallique présentait une augmentation importante.

1929. — Cette encaisse devait, au cours de l'année suivante, s'accroître considérablement. L'afflux de métal précieux était dû à des cessions de devises, mais surtout à une demande importante de francs. En effet, la crise du marché de New-York attirait en France les disponibilités étrangères. « Nous nous sommes bornés à accueillir à nos guichets, conformément à notre mission monétaire, l'or de provenance étrangère qui nous était offert contre des francs sans intervenir, à aucun moment, sur le marché des changes, pour accélérer le rythme de ces importations de métal. » (3) Et M. SERVAIS devait définir en ces ter-

(1) Discours des 2 et 3 février 1928.

(2) PERREAU, *Cours d'Economie politique*, t. I, p. 385.

(3) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 30 janvier 1930, p. 6.

mes le rôle nouveau de la Banque : « Lorsque, par suite de la hausse de notre monnaie, le point d'entrée de l'or est dépassé, la Banque de France est tenue d'acheter à un cours fixe le métal envoyé dans notre pays pour solder notre balance créditrice. Elle laisserait de même sortir l'or qui lui serait demandé en cas d'orientation inverse du mouvement des capitaux. Elle tient surtout à ne pas entraver la liberté du marché et se bornerait, le cas échéant, à régulariser les entrées ou les sorties de métal en élevant ou en abaissant le taux de l'escompte (1). »

En fin d'exercice, les réserves métalliques or s'élevaient à 41.622.114.200 francs et la proportion de l'encaisse au montant total des engagements de la Banque était de 47,37 %. Une telle situation l'incitait à favoriser la naissance et le développement en France d'un large marché d'acceptations internationales.

1930. — Pendant l'année 1930, la Banque continuait la même politique et favorisait la création de la Banque française d'acceptations. Notons encore que l'Institut d'émission conseillait au Gouvernement l'adoption du régime suivant, bientôt décidé : « 1° Le droit de timbre sur les titres étrangers était ramené à 1 % ;

2° L'impôt sur le revenu des valeurs étrangères était abaissé à 18 % ;

3° Le droit de timbre acquitté sur les effets de commerce tirés de l'étranger sur la France était réduit à 0 fr. 025 %.

(1) Voir E. SERVAIS, *Les Banques d'émission*, p. 70.

Notre position demeurerait, en effet, toujours excellente. Il est vrai cependant que, dans les premiers mois de l'année, le change nous était devenu défavorable; conformément à la loi monétaire du 25 juin 1928, la Banque laissait sortir l'or, aussi se rétablissait-il rapidement en notre faveur, et les rentrées de métal précieux se produisaient de nouveau. Le taux peu rémunérateur des marchés étrangers incitait évidemment les banques à rapatrier leurs disponibilités et les étrangers recherchaient les placements en France. Aussi, en fin d'exercice l'encaisse métallique s'élevait à 53.563.485.400 francs, en augmentation de 11 milliards 941.371.200 francs.

1931. — L'année suivante, la réserve atteignait 68.481.174.200 francs et « ce total représentait 60,57 % des billets en circulation et des comptes courants (1) ». L'accroissement eût été plus important si l'Institut d'émission n'avait évité volontairement d'échanger une masse par trop considérable de ses devises contre du métal précieux. La situation critique de nombreuses places étrangères lui inspirait une politique de solidarité internationale. Sans doute, elle procédait à des conversions, mais avec tous les ménagements désirables, et en évitant de porter préjudice aux monnaies intéressées.

Cette ligne de conduite devait lui coûter fort cher. La situation sur les marchés voisins empirait, en effet, chaque jour davantage. Successivement l'Ins-

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 28 janvier 1932, p. 21.

titut d'émission aidait l'Allemagne et souscrivait pour une tranche de 25 millions au crédit accordé par la Banque des règlements internationaux à la Reichsbank; puis, par deux fois, il prêtait son concours à la Grande-Bretagne.

Le 1^{er} août 1931, concurremment avec d'autres banques parisiennes, la Banque consentait à l'Angleterre une avance de 3.100 millions de francs. Peu de temps après elle « acceptait encore de grouper sous son égide les principales institutions françaises de crédit. Ces maisons allaient fournir au gouvernement Britannique un crédit nouveau de 5 milliards » (1).

L'aide ainsi accordée se montrait bientôt inefficace et, devant la gravité des circonstances, la convertibilité de la livre sterling était suspendue. Il devait s'ensuivre une dépréciation des avoirs de la Banque de France à Londres. Or, « de 1926 à 1928, la Banque avait dû acquérir, à la demande et aux risques de l'Etat, un contingent très important d'avoirs étrangers pour préparer et rendre possible la stabilisation du franc » (2). Il paraissait légitime que l'Etat prenne à sa charge une partie des pertes. Dans ce sens deux conventions furent signées le 7 décembre 1931, l'une entre l'Etat et la Banque, l'autre entre la Caisse d'amortissement et la Banque. L'Institut d'émission recevait un bon du Trésor d'une valeur égale à la dépréciation estimée 2.342 millions et il échangeait ce bon contre un bon de la

(1) *Compte Rendu à l'Assemblée Générale des Actionnaires* du 28 janvier 1932, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 9.

Caisse autonome.

Pour en assurer le remboursement, la Banque prenait l'engagement de verser :

1° Le 24 décembre, 200 millions (elle devait ajouter volontairement une somme supplémentaire de 50 millions);

2° « Au début de chaque semestre 10 % du produit servant de base au calcul de la redevance prévue par l'article 5 de la loi du 17 novembre 1897 et l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917 excédant la somme de 650 millions. Ce deuxième versement ne devait pas être inférieur à 1/2 % de la valeur du bon à rembourser (art. 8, n° 20). »

La Caisse autonome versait une annuité de 1 %.

Ainsi, trois ans après la loi de stabilisation, la position de notre pays lui permettait de pratiquer une politique de solidarité internationale. Notre monnaie a retrouvé son prestige ancien et la Banque lui a constitué une assise métallique considérable. Ces réserves sont d'ailleurs l'objet d'amères critiques de la part de l'étranger. M. le professeur AFTALION devait analyser en ces termes la situation : « L'augmentation depuis quatre ans, de notre stock d'or, qui paraît formidable, reste encore inférieur au revenu d'une seule des années que, dans les périodes normales, l'Angleterre tire de ses placements à l'étranger. Converti en placements extérieurs, notre surplus d'or et de devises nous constituerait un portefeuille de valeurs étrangères, qui, aux yeux du monde, n'aurait nécessairement que de modestes

proportions. Au contraire, immobilisé en or et devises, il donne l'impression d'une énorme richesse qui risque d'aggraver, qui a aggravé notre situation tout à la fois du côté de nos débiteurs et de nos créanciers. Il y a des raisons supplémentaires pour désirer l'arrêt de l'accumulation en France de l'or et de devises. Je reconnais d'autre part, que l'importance de notre stock d'or et de devises nous a rendu des services en ces derniers temps, qu'elle nous a permis, dans le troisième trimestre de 1931, de venir plus aisément au secours des monnaies défaillantes ». Il ajoutait : « Et, d'autre part, l'aide même que nous avons pu apporter aux monnaies étrangères se retourne parfois contre nous, accentue encore l'impression que nous donnons de regorger de biens alors que nous sommes seulement riches en disponibilités liquides, fait dénoncer la France comme visant à exercer, appuyée sur son monceau d'or, je ne sais quelle absurde hégémonie » (1).

Evidemment les pays profondément atteints par la crise économique et dépourvus de métal précieux en réclament une juste répartition; l'encaisse de la Banque de France leur paraît excessive. Ils oublient toutefois à la suite de quels sacrifices elle a été constituée. Et puis, une réserve métallique importante constitue pour la France une sûreté de premier ordre, l'expérience du passé nous le prouve pleinement. M. le professeur AFTALION, ferme partisan des placements extérieurs, admet, d'ailleurs, l'exis-

(1) Voir Albert AFTALION, *L'or et sa distribution mondiale* (Chapitre IV), p. 221.

tence d'une quantité d'or nécessaire à la solide couverture de notre circulation des billets. Son opinion est conforme à l'avis du Gouverneur et des Régents. « Nous estimons plus que jamais de notre devoir, disent-ils, d'assurer au franc le gage métallique qui est la seule base stable sur laquelle puisse s'appuyer une monnaie. Nous considérons la convertibilité en or non comme une servitude surannée, mais comme une discipline nécessaire. Nous voyons en elle la seule garantie efficace de la sécurité des contrats et de la moralité des transactions » (1).

1932. — Au cours de l'année 1932, le gage métallique devait encore augmenter considérablement et atteindre 83.128.601.000 francs. Cet accroissement de l'encaisse s'explique aisément. La Banque a procédé à la liquidation du contingent très important de ses devises. Cette politique a donné lieu à de vives critiques de la part d'économistes étrangers; les Américains, en particulier, ont voulu y voir une manœuvre destinée à provoquer une baisse sensible du dollar. L'attitude de la Banque se justifiait cependant d'une toute autre manière. Le portefeuille de devises était en effet pour elle une charge considérable, et l'aggravation de la crise en rendait chaque jour la possession plus dangereuse. D'autre part, la loi de stabilisation en prévoyait tôt ou tard la liquidation, et le Gouverneur de la Banque pouvait déclarer, au sujet de cette opération: « Elle a

(2) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 28 janvier 1932*, p. 5.

été conduite en plein accord avec les Instituts d'émission étrangers, à la loyauté desquels nous sommes heureux de pouvoir rendre hommage »(1). Dans cette circonstance, la Banque a, comme par le passé, agi prudemment et de manière à ne pas nuire aux monnaies étrangères. Elle continuait ainsi cette politique de solidarité internationale que depuis deux ans elle n'avait cessé de pratiquer. Bien plus, d'accord avec la Banque des Règlements internationaux, la Banque d'Angleterre et la Banque de réserve fédérale de New-York, elle a renouvelé à la Reichsbank le crédit qu'elle lui avait accordé dès 1931 (Remarquons, toutefois, que les crédits consentis à l'Angleterre, conjointement avec la Fédéral Réserve Bank de New-York, ont été remboursés le 1^{er} février).

Si, à la suite de ces opérations, l'encaisse s'est accrue de 14.647 millions, toujours est-il que les réserves de change ont considérablement diminué, soit de 16.378 millions, et le total des avoirs en or et en devise accuse pour la première fois, depuis 1926, une réduction importante. Evidemment une évolution très nette dans la politique monétaire internationale s'était manifestée. Il y a eu un arrêt dans l'afflux en France des disponibilités flottantes et la balance du commerce a elle-même marqué un déficit de 10 milliards de francs. La Banque considère cependant ce mouvement sans trop d'appréhension. « Les disponibilités flottantes qui se sont employées en francs, au cours des dernières années, sont susceptibles, en effet, d'être attirées de nouveau

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 26 janvier 1933, p. 5.

vers les marchés extérieurs lorsque ceux-ci auront recouvré leur équilibre. Cet exode ne devra provoquer aucune inquiétude s'il marque une reprise des échanges internationaux et s'il ne s'accompagne d'aucun mouvement précipité de spéculation et de défiance » (1).

A la Chambre des Députés, M. Henri CLERC s'exprimait lui-même en ces termes: « Ces mouvements ne sont pas systématiquement la manifestation d'un malaise qui grandit; ils peuvent être, au contraire, la manifestation du retour à la santé. Ce serait seulement si l'exode prenait des proportions exagérées, s'il se faisait avec une rapidité excessive, qu'il y aurait lieu de s'inquiéter » (2).

Sans doute nos réserves d'or sont considérables et la valeur de notre monnaie ne serait pas atteinte par une diminution normale de son gage métallique. Si, toutefois, l'exode était dû à une crise de confiance, le problème pourrait devenir grave. L'état des finances publiques est loin d'être brillant; la Banque souhaite ardemment un redressement de cette situation. Comme l'an passé, elle est, déclare-t-elle, fermement décidée à maintenir « une stabilité monétaire chèrement acquise et fortement garantie ». De même, elle « ne consentira à aucune mesure qui pourrait, sous quelque forme que ce fût, mettre de nouveau en danger la solidité du franc » (3).

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 26 janvier 1933, p. 7.

(2) Séance de la Chambre des Députés, 26 janvier 1933.

(3) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 26 janvier 1933, p. 10.

CHAPITRE V

LES RAPPORTS DE LA BANQUE AVEC LE PUBLIC

La Banque de France jouit auprès du public d'un prestige considérable qui s'explique aisément. Par la supériorité de son organisation et par ses traditions d'ordre et de régularité, elle lui inspire une très grande confiance. De plus elle lui rend de nombreux services, que nous allons étudier successivement, et qui ont trait à l'escompte; aux avances sur titres; aux avances sur lingots et monnaies d'or; aux services de caisse (dépôts, bourse, abonnement, vérification des tirages, service de coffres-forts); aux paiements par virements et compensations; aux effets prorogés; aux effets en souffrance.

Nous constaterons combien les rapports de la Banque et du Public se sont développés depuis 1914. L'Institut d'émission allait, pendant cette période, accorder de nouveaux avantages à sa fidèle clientèle.

1° L'Escompte

Au cours de notre introduction historique, nous avons vu les différentes mesures prises par la Banque pour faciliter la distribution du crédit en France. Pendant la guerre elle devait continuer cette œuvre particulièrement utile pour le pays.

Banque de réescompte, elle voyait dans les derniers jours de juillet 1914 son portefeuille passer brusquement de 1 milliard 583 millions à 3 milliards 41 millions de francs. Les autres établissements bancaires devant faire face à des demandes importantes de remboursement, s'adressaient en effet à la Banque, qui leur fournissait les disponibilités nécessaires.

Puis, à l'ouverture des hostilités, elle allait encore pratiquer une large politique d'escompte. Une lettre de M. le Gouverneur PALLAIN en fait preuve (1). Adressée aux directeurs des succursales, elle déclarait notamment: « Le papier commercial souscrit depuis le 4 août, non soumis aux prorogations d'échéances, est un papier normal payable dans les conditions ordinaires qu'il convient de traiter comme tel et d'accueillir en tenant compte seulement des réserves générales. Beaucoup d'opérations commerciales se traitent actuellement au comptant et se trouvent par là étroitement limitées. Leur extension sera très certainement favorisée par le développement progressif d'escomptes nouveaux qu'il vous appartient

(1) Lettre du 24 novembre 1914.

de proportionner aux opérations de commerce réelles et aux garanties des signatures engagées. Vous pourrez dorénavant, pour ce papier, ne plus réclamer l'acceptation préalable, la domiciliation en banques et la dispense de présentation et de prôtet prévue par notre circulaire 895 ».

Le taux de l'escompte a peu varié pendant la guerre. Le 30 juillet 1914, il était élevé à 4 1/2 %, puis le 1^{er} août à 6 %; le même jour, la Banque d'Angleterre fixait le sien successivement à 8 et 10 %.

Mais, dès le 20 août, la Banque de France ramenait le taux de l'escompte à 5 %. Il restait stationnaire pendant toute la durée des hostilités.

Ce fait peut paraître étrange au premier abord, la Banque, pour maintenir la valeur du billet et empêcher sa dépréciation, pratiquant en général la hausse du taux. Le Gouverneur, dans son rapport à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1916 en donnait l'explication: « Etant donnés les circonstances et l'état du marché des capitaux, une élévation du taux de l'escompte aurait été inopérante, tandis qu'elle risquait d'entraver la reprise des affaires et le rétablissement des crédits commerciaux que nous avions la volonté d'encourager » (1).

Successivement, la Banque admettait à l'escompte les bons et obligations de la Défense Nationale et accordait volontairement, dès 1927, ce bénéfice aux sociétés de caution mutuelle du petit et moyen com-

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 janvier 1916*, p. 11.

merces. Elle facilitait ainsi l'accès de ses guichets à la petite clientèle. La loi du 20 décembre 1918 transformait ce service en une obligation.

De plus, la Banque jusqu'alors n'acceptait à l'escompte que les effets domiciliés dans une commune ou elle avait une succursale ou dans une ville rattachée. Le 30 octobre 1917, elle décidait de prendre à l'escompte les effets sur places non rattachées.

En outre, elle renouvelait un engagement pris dès 1897. A cette date la Banque avait promis de consentir l'escompte d'effets à deux signatures au-delà de la valeur des titres déposés en garantie, toutes les fois que la « nature des effets et la qualité des signatures lui permettraient de le faire sans s'écarter des règles de prudence auxquelles, en ce moment plus que jamais, elle a le devoir et le souci de s'attacher ».

Si la Banque se montrait ainsi libérale dans la distribution du crédit, il est un point sur lequel elle demeurerait inflexible : elle maintenait la règle des 90 jours. La Banque ne peut, en effet, escompter les effets qui ont plus de 90 jours à courir. C'est une garantie de premier ordre pour les actionnaires et les porteurs de billets, les capitaux de la Banque n'étant placés que pour un temps relativement court ; mais cette règle est gênante pour les agriculteurs et les commerçants qui ont besoin de crédit à long terme. Toutefois, il ne faut pas en exagérer les inconvénients ; la Banque peut, en effet, consentir aux intéressés des renouvellements d'escomptes.

Cette formalité « présente d'importants avantages; elle provoque une entrevue du créancier et du débiteur, une conversation utile au cours de laquelle la situation est examinée; dans l'intérêt commun des amortissements sont envisagés. Les crédits accordés pour une longue durée et leur emploi sont ainsi plus exactement suivis et finalement, les tractations auxquelles conduit l'exacte observation de la loi, atteignent précisément le but que s'est proposé le législateur, qui est de fortifier les garanties de notre circulation fiduciaire » (1).

La Banque devant d'ailleurs faciliter la distribution du crédit aux agriculteurs. L'article 4 de la convention du 26 octobre 1917 décidait que la part des bénéfices revenant éventuellement à l'Etat, aux termes de l'avenant du 26 juillet 1918, serait affectée chaque année au crédit agricole jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour parfaire la dotation résultant des lois des 17 novembre et 25 décembre 1911.

De plus la Banque promettait « d'appuyer les initiatives qui auraient pour objet de favoriser l'expansion de la France au dehors ». Le 25 janvier 1918, M. BOKANOWSKI proposait, en effet, « que la Banque escomptât jusqu'à concurrence de 20 % du montant de ses dépôts et dans les limites d'un maximum de 300 millions des lettres de change et autres effets de commerce à ordre payables en France à des

(1) *Rapport Landry*, relatif au renouvellement du privilège 1918. *Documents Parlementaires, Chambre 1918, Annexes*, N° 4429, p. 84.

échéances qui n'auraient pu excéder six mois et ayant pour origine des exportations ».

Ce projet était rejeté, mais l'idée faisait son chemin. Le 23 octobre 1919, il était créé la Banque nationale française du commerce extérieur, société anonyme au capital de 100 millions. Le Ministre des Finances était autorisé à verser à la Banque nationale française du commerce extérieur, après prélèvement de l'attribution complémentaire prévue au profit du crédit agricole par l'article 3 de la loi du 20 décembre 1918, les deux tiers du produit de la redevance supplémentaire payée par la Banque de France en exécution de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917.

Après la guerre, les variations du taux de l'es-compte ont été les suivantes :

1919.....	5 %
1920.....	6 %
1921.....	6 % à 5 1/2 %
1922.....	5 1/2 % à 5 %
1923.....	5 %
1924.....	5 % à 5 1/2 % à 7 %
1925.....	7 % à 6 %
1926.....	6 % à 7 1/2 % à 6 1/2 %
1927.....	6 1/2 % à 5 1/2 % à 5 % à 4 %
1928.....	4 % à 3 1/2 %
1929.....	3 1/2 %
1930.....	3 1/2 % à 3 % à 2 1/2 %
1931.....	2 1/2 % à 2 % à 2 1/2 %
1932.....	2 1/2 %

Ainsi, la Banque de France a considérablement abaissé, au cours des dernières années, le taux de l'escompte. Le taux de 2 1/2 %, en particulier, n'avait plus été appliqué depuis 1898.

Il faut observer que le taux exigé par la Banque est, d'une façon générale, inférieur à celui des autres grands établissements financiers étrangers. La Banque, en effet, pratique une politique de solidarité internationale. En maintenant son taux très faible, elle provoque les exportations d'or de France et en restreint les entrées. Ce taux particulièrement faible est la preuve de la coopération fournie par la Banque, ces dernières années, aux marchés étrangers, comme nous l'avons indiqué dans un chapitre précédent.

L'Institut d'émission devait être appelé, d'ailleurs, à jouer en matière d'escompte un rôle considérable, du fait de la crise économique qui chaque jour s'aggravait d'avantage. « Pour faciliter aux producteurs de blé l'échelonnement des ventes de la dernière récolte, nous avons largement ouvert l'accès de nos escomptes à leurs warants, en consentant à l'échéance les renouvellements reconnus indispensables. Nous persévérons dans cette voie, en exigeant seulement que l'amortissement définitif de ces crédits ne soit pas reporté au-delà de la fin de la campagne actuelle » (1). En outre, la Banque est venue en aide à un certain nombre d'établisse-

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 26 janvier 1933, p. 11

ments titulaires d'un compte d'escompte sur ses livres et qui se trouvaient en difficultés.

Dans la mesure du possible, l'Institut d'émission s'est efforcé de soutenir les maisons ainsi cruellement éprouvées. Dans ce rôle il a été même accusé de complaisances excessives. Une commission (1) a été instituée, « non pour contrôler le fonctionnement de la Banque, institution privée, mais pour rechercher les collusions qui ont pu exister entre la politique et la finance ».

A ce sujet, M. MATTER devait écrire: « La Banque de France, lorsqu'elle admet à son escompte les effets qu'elle devrait exclure, ne saurait, comme d'autres banques, invoquer sa bonne foi, car, d'une part, la loi, même dans ses rapports avec le public, l'oblige à vérifier la qualité des effets. Et, d'autre part, comme les règles de son escompte font partie des règles relatives à l'intégrité du billet de banque, il s'agit de l'ordre public ». Et il ajoutait : « La Banque de France rend des services quand elle donne des leçons au Gouvernement et des exemples aux autres banques. Elle manque à ses devoirs quand elle se prête à leurs errements ».

Auparavant, il avait rappelé, avec juste raison, cette observation de MOLLIEN au Premier Consul: « Une préférence exclusive est due aux véritables lettres de change du commerce, parce que elles seules représentent les produits du travail que les besoins

(1) Commission instituée à la Chambre des Députés, à la suite d'un projet de résolution, déposé sur le bureau le 18 novembre 1930.

des consommateurs appellent et que leurs revenus peuvent solder » (1).

Sans nous prononcer sur ce point délicat, nous devons signaler, à propos de l'escompte, une œuvre utile entreprise récemment par la Banque. Sa politique est entrée dans une phase nouvelle. A la suite de la restauration financière, sa situation lui permettait de distribuer plus largement le crédit sur le marché international.

Dans ce but, elle a permis aux principales maisons de banque de présenter à son siège central leurs demandes d'escompte, non plus jusqu'à midi, mais dans l'après-midi, à l'heure de la liquidation des opérations journalières.

De plus, le 16 décembre 1929, elle autorisait des établissements de crédit à remettre à l'escompte des acceptations d'origine commerciale, mais présentant toutes les garanties statutaires, et à reprendre, après un délai de quelques jours, ces effets avant leur échéance.

M. Pierre COSTE expliquait ainsi la politique nouvelle de la Banque: « L'obstacle principal, qui s'opposait au développement du marché monétaire français et particulièrement du marché des acceptations en francs, à savoir le bimétallisme, ayant été écarté du fait de la stabilisation, notre pays disposant, d'autre part, de capitaux considérables, sous forme de l'excédent d'or et de réserves de la Banque de France, et les conditions internationales ne se

(1) *Revue de Droit bancaire*, 1931, N° 1. Article de M. MATTER.

trouvant point favorables à la reprise d'une grande activité sur le marché financier, les dirigeants de notre Institut d'émission se sont demandés, au lendemain de la stabilisation, si ces conditions ne permettraient pas de donner à notre marché monétaire une ampleur qu'il n'avait pas connue jusqu'alors » (1).

Dans ce but, l'Institut d'émission favorisait la création de la Banque Française d'acceptations, qui groupe les établissements suivants : Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit Lyonnais, Union Parisienne, Crédit Commercial, Banque Nationale de Crédit, Crédit Mobilier, Banque de l'Indo-Chine, et qui a pour objet essentiel « de faciliter, tant en France qu'à l'étranger, au commerce et à l'industrie, l'obtention du crédit qui leur est nécessaire, au moyen d'acceptations d'effets » (art. 59 des Statuts).

2° Les avances sur les titres

Nous avons indiqué précédemment que la Banque consentait des avances sur titres, et que la liste des titres admis en garantie avait été successivement augmentée.

Au début de la guerre, elle étendait ce bénéfice aux bons du Trésor et aux obligations de la Défense Nationale. De plus, afin de permettre aux petits porteurs de mobiliser les disponibilités qu'ils avaient placés au Trésor, la Banque consentait, dans bien

(1) Voir Pierre COSTE, *Les grands marchés financiers*, p. 52.

des cas, à ne pas tenir compte du minimum fixé à 250 francs.

Les variations du taux des avances ont été les suivantes:

1914.....	5 1/2 % à 7 % à 5 %
1915.....	6 %
1916.....	6 %
1917.....	6 %
1918.....	6 %
1919.....	6 %
1920.....	6 1/2 %
1921.....	6 1/2 %
1922.....	6 1/2 %
1923.....	6 1/2 %
1924.....	6 1/2 % à 7 % à 8 %
1925.....	8 %
1926.....	8 % à 9 1/2 % à 8 1/2 %
1927.....	8 1/2 % à 8 % à 7 % à 6 %
1928.....	5 1/2 %
1929.....	5 1/2 %
1930.....	5 1/2 % à 4 1/2 %
1931.....	4 1/2 %
1932.....	4 1/2 %

La comparaison de ce tableau avec celui de l'escompte nous montre que le taux des avances est, d'une façon générale, supérieure au taux de l'escompte. Cette différence de traitement s'explique aisément. L'escompte est accordé en vue de développer la richesse et la prospérité; il n'en est pas toujours ainsi dans une opération d'avance sur titres, où les emprunteurs peuvent aussi bien « les employer utilement que les consacrer à l'agiotage ou les consommer improductivement » (1). Aussi la Banque favorise-t-elle de préférence les opérations d'escompte.

« Au surplus, écrit M. LOBEAU, il est indispensable que le taux des avances dépasse celui du revenu réel des valeurs remises en garantie, sans quoi le remploi des fonds empruntés en valeurs de même nature serait une opération tentante, qui laisserait comme profit maximum à l'emprunteur, abstraction faite des conditions d'acquisition des titres, un tantième des prêts égal à la différence des taux » (2).

La quotité des prêts est fixée à 80 %; toutefois elle est réduite à 50 % pour les obligations de chemins de fer. Remarquons que, jusqu'en 1927, seule cette dernière quotité a été appliquée.

(1) et (2) Voir LOBEAU, *La Banque de France*, p. 100.

3° Les avances sur lingots et monnaies d'or

Conformément à la loi monétaire du 25 juin 1928, la Banque consent des avances sur des lingots et des monnaies d'or. Ces prêts sont accordés à Paris et dans certaines succursales.

Ils sont consentis pour 36 jours, mais ils peuvent être renouvelés par tacite reconduction.

Le montant de l'intérêt, pour une première période de 36 jours, est retenu d'avance, puis l'intérêt est calculé proportionnellement au nombre de jours écoulés.

Le maximum du prêt ainsi consenti est de 25.000 francs.

Ces avances figuraient à l'actif:

Le 31 décembre 1929 pour....	50.000.000	FRANCS
— — — 1930 —	50.000.000	—
— — — 1931 —	1.266.252.900	—
— — — 1932 —	1.516.022.900	—

4° Les services de caisse

Ils sont au nombre de cinq, à savoir:

- a) Le service de Dépôts;
- b) — Bourse;
- c) — l'Abonnement;
- d) — Vérification des tirages;
- e) — Coffres-forts.

Nous les étudierons successivement.

DÉPÔTS

Nous distinguerons :

1° Les dépôts de fonds.

La Banque reçoit des dépôts d'argent, mais ne verse aucun intérêt. Cette disposition s'explique aisément. Au cas contraire, elle ruinerait le commerce des autres banques en attirant à elle l'ensemble de la clientèle. Lors du dernier renouvellement, M. le rapporteur LANDRY déclarait notamment :

« Il est de l'intérêt du pays, de l'intérêt de notre développement économique à l'intérieur et notre expansion sur les marchés étrangers, que celles-ci vivent, qu'elles se développent, qu'elles se multiplient pour pouvoir remplir les offices qui sont incompatibles avec l'émission des billets » (1).

2° Les dépôts ou gardes de titres.

La Banque conserve en dépôts libres les valeurs françaises et étrangères, nominatives ou au porteur. Le droit de garde pour les premières est réduit d'un quart. L'Institut d'émission décline toute responsabilité en cas de perte résultant de la force majeure.

L'encaissement des revenus est effectué d'office ; peu importe la forme du dépôt. Il est gratuit pour les revenus des valeurs françaises et des titres étrangers dont le montant est stipulé en francs.

La Banque ouvre à ses déposants des comptes d'arrérages alimentés par le revenu des valeurs et

(1) *Rapport Landry*, p. 86.

par les sommes provenant de l'amortissement des titres.

De plus, à la demande du déposant, elle capitalise les intérêts des rentes françaises.

Le mouvement des dépôts de titres a été le suivant :

	Déposants	Titres
	—	—
1914.....	125.578	13.584.935 FRANCS
1918.....	141.641	12.090.842 —
1932.....	101.350	12.390.068 —

BOURSE

La Banque effectue pour ses clients des opérations de bourse. Elle prend des ordres au comptant ou à terme sur les valeurs négociées en France ou à l'étranger. Elle accepte même des ordres relatifs à des valeurs non cotées au parquet.

Les ordres d'achat doivent être précédés d'une provision; la Banque n'exécute les ordres de vente que si les titres lui sont remis ou déjà déposés.

Les opérations se font par l'intermédiaire d'un agent de change. L'Institut d'émission achète ou vend soit à la Bourse de Paris, soit dans les bourses de province.

L'importance de ces opérations a été la suivante :

	Ordres	Montant des Ordres
	—	—
1914.....	75.906	352.500.000 FRANCS
1918.....	101.700	456.461.900 —
1932.....	201.077	3.181.560.000 —

La Banque, à l'occasion de ces opérations, prélève un droit de commission.

ABONNEMENT

Le rôle de la Banque est double:

a) A la demande du déposant, elle peut faire timbrer les titres étrangers non abonnés, mais elle exige la remise préalable d'une provision;

b) Elle perçoit, au profit du Trésor, l'impôt sur les coupons des valeurs étrangères non abonnés; toutefois, dans certains cas, elle n'accomplit pas cette retenue. Le « Service Bancaire étranger » tient deux registres. Dans l'un sont mentionnées les opérations où, effectivement, la Banque a procédé au prélèvement pour le compte du Trésor; au contraire, l'autre registre renferme les opérations qui n'ont pas donné lieu à cette retenue, acquittée obligatoirement par des intermédiaires.

VÉRIFICATIONS DES TIRAGES

La Banque a organisé un service de vérification des tirages des valeurs en dépôt. A la demande des

déposants, elle procède à cette opération, mais le droit de garde est augmenté de moitié. Le délai d'avis est fixé à un mois pour les titres français et à deux mois pour les titres étrangers.

COFFRES-FORTS

Il existe à la Banque de France un service de coffres-forts. La location en est toujours personnelle.

Elle est refusée:

- a) Aux mineurs même émancipés;
- b) Aux personnes pourvus d'un conseil judiciaire;
- c) Aux femmes mariées, françaises;
- d) Aux interdits;
- e) Aux femmes mariées ou divorcées, étrangères;
- f) Aux sociétés et groupements dépourvus de la personnalité civile.

Elle est accordée aux femmes mariées, commerçantes ou exerçant une profession distincte de celle du mari, aux établissements publics et aux sociétés régulièrement constituées.

La location est encore accordée à la femme mariée séparée de biens, mais l'autorisation préalable du mari est nécessaire.

En cas de décès du locataire, l'ouverture du coffre se fait en présence d'un notaire et d'un fonctionnaire de l'Enregistrement.

La responsabilité de la Banque est entièrement dégagée en cas de force majeure.

5° Les paiements par virements et compensations

Pendant les hostilités, la Banque devait accorder à sa clientèle les facilités nécessaires pour effectuer ses paiements par écritures, sans déplacement de numéraire.

Déjà, avant la guerre, l'Institut d'émission assurait gratuitement le service des virements, de compte à compte, entre ses comptes courants résidant sur des places différentes. En 1915, le Conseil Général décidait « d'étendre cette gratuité aux virements qui sont effectués par les titulaires de comptes de dépôts de fonds entre eux ou avec les comptes courants proprement dits, ainsi qu'à l'émission et à l'encaissement, pour le compte de ses clients, des chèques déplacés payables à l'un quelconque de ses comptoirs » (1).

L'année suivante, la Banque créait le chèque barré circulaire qui présente une grande utilité et joue un rôle identique à la lettre de change.

Par ce moyen, toute personne désireuse de confier ses disponibilités à la Banque, sans recourir à l'ouverture d'un compte, ou appelée à se déplacer, peut à tous moments prélever des fonds dans un comptoir quelconque de l'Institut d'émission. Leur montant atteignait, en huit mois, 478 millions de francs.

En outre, les particuliers pouvaient désormais acquitter leurs contributions et taxes assimilés, à l'aide de chèques et de virements sur la Banque.

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 27 janvier 1916, p. 54.

Dans l'ensemble, ces différentes mesures étaient fort appréciées du public. La Banque, d'ailleurs, avait entrepris une habile propagande et avait largement répandu une brochure intitulée: « Servez-vous des chèques, des virements, des lettres de crédit ».

Puis, en 1917, la loi du 26 janvier devait compléter la législation sur le chèque. Tout d'abord elle assimilait les agents de change aux banquiers en matières de chèques barrés. De plus, elle exonérait du droit de timbre la mention de domiciliation apposée par le tiré sur un chèque payable, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France.

Quelques mois plus tard, la loi du 2 août 1917 apaisait définitivement les inquiétudes des commerçants qui, désormais, accepteraient sans crainte les paiements par chèque. Elle décidait, en effet, qu'un chèque dont la provision est inférieure à son montant produit tous les effets attachés aux chèques réguliers jusqu'à concurrence de cette provision et, d'autre part, elle édictait une peine d'emprisonnement et une amende à l'égard de tous ceux qui émettraient des chèques sans provision ou qui retireraient tout ou partie de la provision, après l'émission.

L'année suivante, le 7 janvier 1918, était institué le chèque postal, et des bureaux régionaux étaient chargés de la tenue des comptes courants. Immédiatement les comptoirs de la Banque se faisaient ouvrir des comptes courants au bureau de leur ré-

gion. Ainsi désormais le titulaire d'un compte courant postal et d'un compte courant à la Banque de France voyait une communication s'établir entre eux.

Toutes ces mesures contribuaient à réduire l'emploi des billets; aussi la loi de renouvellement devait les maintenir en vigueur et imposait à la Banque une nouvelle obligation. Conformément à ce texte législatif, elle allait désormais exonérer de toute commission les chèques barrés tirés sur une place bancaire et remis par ses titulaires de comptes.

De plus en plus, ces méthodes modernes de paiements ont été employées. « Dans le dernier exercice, déclarait M. le Gouverneur PALLAIN, à l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 janvier 1919, l'accroissement n'a pas été moindre de 27 % par rapport aux chiffres de l'année 1917, et de 62 % par rapport à ceux de l'année 1916. Ces résultats sont une nouvelle preuve de l'efficacité des mesures que nous avons prises pour développer l'emploi des chèques et des virements et de la propagande que nous poursuivons pour faire connaître au public les avantages de ces méthodes de règlement » (1).

Après la guerre, la part des règlements opérés sans mouvements d'espèces allait atteindre successivement :

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires du 30 janvier 1919*, p. 40.

1919.....	79	%
1920.....	86,5	%
1921.....	87	%
1922.....	85	%
1923.....	86	%
1924.....	86	%
1925.....	87	%
1926.....	89	%
1927.....	87	%
1928.....	89	%
1929.....	88,26	%
1930.....	87	%
1931.....	85	%
1932.....	84	%

Le développement considérable des paiement par chèque nécessitait la création d'un organisme semblable au Clearing-house de Londres. Sans doute, il existait déjà avant la guerre une Chambre de compensation des banquiers de Paris, mais son importance était insuffisante; elle groupait seulement onze maisons. En 1917, la Banque de France facilitait la réorganisation de cette institution, dont le nombre des adhérents allait s'élever à trente-trois. La Chambre de compensation des Banquiers de Paris devait compenser les chèques tirés sur notre pays.

Puis, la Banque organisait des services de compensation dans de nombreux comptoirs. Le nombre de ces organismes locaux était porté successivement en :

1918 à	21
1919 «	33
1920 «	46
1921 «	60
1922 «	71
1923 «	96
1924 «	113
1925 «	165
1926 «	190
1927 «	200
1928 «	206
1929 «	211
1930 «	217
1931 «	221
1932 «	225

6° Portefeuille des effets prorogés

Les décrets des 31 juillet et 9 août 1914 prorogeaient les échéances des effets créés antérieurement au 4 août. La Banque ouvrait immédiatement un

Mouvements de Caisse de la Banque de France depuis 1920

	MOUVEMENT GÉNÉRAL DES CAISSES	ÉMISSION DES BILLETS, VIREMENTS, CHÈQUES DÉPLACÉS	COMPTES COURANTS DE CHÈQUES POSTAUX	RÈGLEMENTS PAR COMPENSATION
1920	Espèces 435.749.600 Billets 210.203.837.100 Virements 1.344.066.638.100 1.554.796.224.800	Billets à ordre 60.443.100 Virements 44.202.500.400 Chèques 12.530.196.000 Chèques circulaires 6.388.569.800 63.381.709.300	F = 22.582.800.000	C T M 51 F = 29.159.500.000
1921	Espèces 540.587.400 Billets 176.434.681.300 Virements 1.199.280.898.000 1.376.256.166.700	Billets à ordre 38.957.400 Virements 35.992.225.600 Chèques 7.841.996.600 Chèques circulaires 4.801.837.500 48.675.017.100	F = 29.173.305.000	9 60 F = 22.088.041.000
1922	Espèces 966.555.700 Billets 195.446.015.700 Virements 1.148.331.984.600 1.344.744.556.000	Billets à ordre 25.514.900 Virements 39.532.014.400 Chèques 7.185.896.100 Chèques circulaires 4.382.362.500 51.125.787.900	F = 31.873.509.000	11 71 F = 26.090.887.000
1923	Espèces 581.019.800 Billets 225.725.649.000 Virements 1.358.649.483.100 1.584.956.151.900	Billets à ordre 18.711.200 Virements 48.019.073.000 Chèques 8.110.950.600 Chèques circulaires 4.540.465.200 60.689.200.000	F = 35.894.423.000	24 96 F = 33.442.100.000
1924	Espèces 563.135.800 Billets 270.542.912.100 Virements 1.723.219.071.500 1.994.325.119.400	Billets à ordre 16.890.200 Virements 59.327.199.100 Chèques 9.303.933.700 Chèques circulaires 4.862.781.900 73.510.804.900	F = 44.567.131.000	17 113 F = 44.893.000.000
1925	Espèces 551.741.900 Billets 266.856.369.700 Virements 1.812.247.610.700 2.079.655.722.300	Billets à ordre 15.329.200 Virements 65.532.595.500 Chèques 9.951.364.200 Chèques circulaires 4.829.781.800 80.328.980.700	F = 52.723.315.000	52 165 F = 56.933.400.000
1926		Billets à ordre 13.795.800	F = 73.986.504.000	25 190 F = 82.407.500.500

1927	Billets	310.752.879.600	10	200 F = 79.402.904.000	Chèques	12.749.857.700	
	Virements	2.455.461.309.600				Chèques circulaires	6.750.822.000
		2.766.615.600.100					103.933.900.000
	Espèces	197.215.700				Billets à ordre	15.611.400
1928	Billets	306.035.309.400	6	206 F = 89.467.941.800	Chèques	12.749.857.700	
	Virements	2.039.997.869.900				Chèques circulaires	6.857.993.900
		2.340.230.395.000					109.827.774.900
	Espèces	287.554.000				Billets à ordre	11.023.400
1929	Billets	300.327.108.400	5	211 F = 98.601.665.000	Chèques	12.749.857.700	
	Virements	2.469.243.244.300				Chèques circulaires	8.375.305.500
		2.769.857.966.700					122.938.308.700
	Espèces	283.511.200				Billets à ordre	10.948.200
1930	Billets	338.315.086.100	6	217 F = 103.640.067.800	Chèques	12.749.857.700	
	Virements	2.545.402.163.800				Chèques circulaires	10.706.783.100
		2.884.000.761.100					132.011.804.800
	Espèces	205.729.200				Billets à ordre	9.309.300
1931	Billets	381.981.685.400	4	221 F = 96.928.368.300	Chèques	12.749.857.700	
	Virements	2.575.390.936.700				Chèques circulaires	11.125.613.900
		2.957.578.351.300					137.164.629.200
	Espèces	228.773.000				Billets à ordre	7.758.500
1932	Billets	411.243.993.700	4	225 F = 75.589.375.300	Chèques	12.749.857.700	
	Virements	2.346.481.803.400				Chèques circulaires	10.405.651.800
		2.757.954.570.100					130.725.370.400
	Espèces	424.471.300				Billets à ordre	8.340.300
	Billets	367.369.137.600			Virements	93.167.572.700	
	Virements	1.890.220.063.900			Chèques	9.816.830.500	
		2.267.013.672.800			Chèques circulaires	5.125.642.700	
						108.118.386.200	

ABRÉVIATIONS. — C, nombre de Chambres de compensation créées annuellement; T, total des Chambres de compensation; M, montant des règlements effectués par l'intermédiaire des Chambres de compensation.

compte des effets prorogés. Son montant atteignait successivement :

24 décembre 1914.....	3.477.683.300	FRANCS
— — 1915.....	1.838.376.500	—
— — 1916.....	1.340.839.450	—
— — 1917.....	1.140.893.090	—
— — 1918.....	1.028.568.230	—

Diverses mesures en avaient facilité la réduction : les paiements par acomptes, la cessation du bénéfice de la prorogation à l'égard des débiteurs ayant réalisés des bénéfices exceptionnels de guerre et des débiteurs mobilisés qui résidaient dans la zone de l'intérieur ou qui avaient continué leur exploitation. D'autre part, le commerce français avait tenu, dans la mesure du possible, à faire honneur à sa signature.

La Convention de Bordeaux avait institué un compte d'amortissement destiné à couvrir les pertes du portefeuille des effets prorogés. Mais la loi du 20 décembre 1918 apportait une modification à ce régime. L'article 3 déclarait notamment :

« Le compte spécial sera débité du montant principal des effets impayés provenant du portefeuille immobilisé par la prorogation des échéances au fur et à mesure que la Banque, après la cessation de cette prorogation, entrera ces effets en souffrance ».

Le montant du compte s'abaissait :

Au 24 décembre 1919 à	626.438.420	FRANCS
— — — 1920 à	409.246.440	—

La loi du 27 et le décret du 28 décembre 1920 ont décidé que, désormais, chacun des effets créés antérieurement au 4 août 1914, a une échéance définitive et que les recours normaux, suspendus par la loi du 5 août 1914, sont rétablis pour le cas de non-paiement par le principal obligé.

Successivement le montant a été réduit :

Au 24 décembre 1921 à	57.826.580	FRANCS
— — — 1922 à	28.908.000	—
— — — 1923 à	13.611.000	—
— — — 1924 à	8.670.000	—
— — — 1925 à	5.350.000	—
— — — 1926 à	4.307.932	—

A cette dernière date, ce montant était intégralement amorti par un prélèvement sur le compte de réserve et d'amortissement.

7° Effets en souffrance

La crise économique a eu pour conséquence une augmentation importante du portefeuille des effets en souffrance. Toutefois, déclarait le 26 janvier 1930 M. le Gouverneur MORET, « la valeur des signatures apposées sur les effets entrés en souffrance, ainsi que

l'importance des dépôts de titres qui nous ont été remis en garantie, sont de nature à nous donner des apaisements sur l'apurement de ce poste, qui a, d'ailleurs, sa contre-partie intégrale dans nos comptes provisionnels (1). »

Le solde des effets en souffrance s'élevait successivement :

24 décembre 1929	116.592.296	FRANCS
— — 1930	130.270.295	—
— — 1931	270.600.743	—
— — 1932	290.074.920	—

(1) *Compte-rendu à l'Assemblée générale des actionnaires* du 26 janvier 1933, p. 30.

CONCLUSION

Ainsi, la Banque de France a joué, depuis 1914, un rôle de premier plan dans l'histoire financière de notre pays. Au cours des hostilités et dans les périodes pénibles de l'après-guerre, elle a assumé une tâche considérable, dont elle s'est admirablement acquittée. Elle est sortie grandie des difficultés redoutables imposées par le conflit mondial. Elle était, il est vrai, instruite par le passé; n'avait-elle pas survécu à la chute de l'Empire, à la Révolution de 1848, à la guerre de 1870-71, bien que ces événements, forts graves sans doute, ne puissent être comparés à la grande guerre et à ses douloureuses conséquences. Les années tragiques que nous venons de traverser ont montré clairement toute la puissance et la force d'un établissement dont la renommée est universelle.

Cette supériorité, la Banque la doit à son excellente organisation et à la continuité de sa politique.

Banque privée, composée d'un personnel d'élite, elle est régie par des règles intelligentes et sages. Guidée par le sentiment de l'honneur, de la loyauté et de la discipline, elle ménage tout à la fois les intérêts des actionnaires et ceux du pays. C'est une personne fort âgée, imbue des principes du bon vieux temps, mais

qui a su se plier aux exigences de la vie moderne. Sa force réside encore dans la continuité de sa politique. Fidèle à la pensée napoléonienne, elle s'est toujours efforcée de répandre sur le pays de multiples bienfaits, de développer la prospérité de la nation et, le cas échéant, de contribuer à la sauver. La Banque a pris une part active dans la victoire finale par le financement de la guerre; elle a ensuite travaillé à la restauration monétaire par son intervention remarquable sur le marché des changes, et n'a pas hésité, dans cette circonstance, à sacrifier son intérêt personnel à l'intérêt général. Tout en pratiquant une politique prudente, elle distribue largement le crédit, mais évite les opérations dangereuses et coupables, dont les conséquences pèseraient sur la vie du pays. « Faisons, déclarait M. LANDRY, lors du renouvellement du Privilège en 1918, la politique de l'expérience et non pas la politique des expériences, pour ne pas dire des aventures, auxquelles certains voudraient nous entraîner. Maintenons la Banque de France, assise solide et sûre de tout notre système monétaire et bancaire. » (1)

Ne croyons pas, cependant, que la prudence de la Banque exclut les initiatives généreuses et hardies. Depuis quelques années, une crise des plus graves a fait place à la prospérité factice des années d'après-guerre. De grands peuples souffrent profondément, et les atteintes du mal, dont la France avait tout d'abord été préservée, se font maintenant douloureux.

(1) Voir LANDRY, Discours Chambre des Députés, 6 juin 1918. *Journal officiel* du 7 juin.

sement sentir. L'activité générale du pays s'est ralentie ; le chômage est apparu. Comme par le passé, la Banque se montre à la hauteur des circonstances et s'attire, une fois de plus, la reconnaissance nationale en apportant une aide efficace à l'industrie, au commerce et à l'agriculture.

ANNEXES

I

STATUTS PRIMITIFS DE LA BANQUE DE FRANCE An VIII (1800)

ARTICLE PREMIER

Il sera établi une Banque publique sous la dénomination de Banque de France. Les fonds en seront faits par actions.

ARTICLE 2

Les opérations de la Banque commenceront au 1^{er} Ventôse an VIII.

L'établissement ne se dissoudra que par le vœu des actionnaires réunissant plus des trois quarts en somme du fonds capital.

ARTICLE 3

L'établissement, dont la durée est indéterminée, formera un corps moral, seul responsable des engagements de la Banque. Chaque actionnaire en particulier ne sera qu'un simple bailleur de fonds.

ARTICLE 4

Le fonds capital de la Banque sera de trente millions de francs en monnaie métallique, il sera divisé en trente mille actions de mille francs chacune. Les actions de la Banque

peuvent être acquises par des étrangers. Le fonds capital pourra être augmenté par la suite, mais seulement par la création de nouvelles actions.

Tout appel de fonds sur les actionnaires est prohibé.

ARTICLE 5

Les opérations de la Banque consisteront :

1° A escompter des lettres de change et billets à ordre revêtus de trois signatures de citoyens français, et de négociants étrangers ayant une réputation notoire de solvabilité ;

2° A se charger pour le compte de particuliers et pour celui des établissements publics, de recouvrer le montant des effets qui lui seront remis, et à faire des avances sur les recouvrements de ces effets lorsqu'ils paraîtront certains ;

3° A recevoir en compte courant tous les dépôts et consignations, ainsi que les sommes en numéraire et les effets qui lui seront remis par les particuliers ou des établissements publics, à payer pour eux les mandats qu'ils tireront sur la Banque ou les engagements qu'ils auront pris à son domicile, et ce jusqu'à concurrence des sommes encaissées à leur profit ;

4° A émettre des billets payables au porteur et à vue et des billets à ordre payables à un certain nombre de jours de vue. Ces billets seront remis dans des proportions telles, que, au moyen du numéraire en réserve dans les caisses de la Banque et des échéances du papier de son portefeuille, elle ne puisse dans aucun temps être exposée à différer le paiement de ses engagements au moment où ils lui seront présentés ;

5° A ouvrir une caisse de placement et d'épargne, dans laquelle toutes sommes au-dessus de 50 francs seront reçues pour être remboursées aux époques convenues.

La Banque payera l'intérêt de ces sommes, elle en fournira des reconnaissances au porteur ou à ordre.

La Banque s'interdit toute espèce de commerce autre que celui des matières d'or et d'argent.

ARTICLE 6

La Banque refuse d'escompter :

- 1° Les effets dérivant d'opérations qui paraîtraient contraires à la sécurité de la République ;
- 2° Les effets qui résulteraient du commerce interlope ;
- 3° Les effets créés collusoirement entre les signataires sans cause ni valeur réelle.

ARTICLE 7

L'universalité des actionnaires de la Banque de France est représentée par deux cents d'entre eux.

ARTICLE 8

Les deux cents actionnaires appelés à constituer l'Assemblée générale doivent être citoyens français. Un citoyen français porteur de la procuration d'un actionnaire français ou étranger peut le représenter dans l'Assemblée générale.

Les deux cents actionnaires qui composent l'Assemblée générale sont ceux qui, d'après les livres de la Banque, sont constatés être depuis trois mois révolus les plus forts propriétaires de ses actions. En cas de parité dans le nombre des actions, la préférence appartient aux plus anciens actionnaires suivant l'ordre de souscriptions.

ARTICLE 9

Pour avoir voix délibératrice, il faut réunir au moins cinq actions. Chaque votant a autant de voix qu'il réunit de masses de cinq actions, toutefois jusqu'à la concurrence de quatre voix au plus.

ARTICLE 10

La Banque de France est administrée par quinze Régents, et surveillée par trois Censeurs, choisis par l'Assemblée générale dans l'universalité des citoyens français.

Les Régents et les Censeurs doivent, en entrant en fonctions, justifier que chacun est propriétaire au moins de trente actions de la Banque, ou qu'ils en réunissent cumulativement cinq cent quarante.

ARTICLE 11

Les Régents sont renouvelés chaque année par cinquième, et les Censeurs par tiers; ils seront rééligibles aux mêmes fonctions. La sortie aura lieu par la voie du sort et par rang d'ancienneté.

ARTICLE 12

Pour une première et seule fois, sept des Régents de la Banque sont nommés par les présents statuts. Les huit autres Régents et les trois Censeurs seront nommés au scrutin, à la majorité absolue, dans une assemblée des actionnaires qui auront les premiers souscrit les présents statuts. Cette assemblée sera convoquée par les sept Régents déjà nommés; elle n'aura lieu que lorsqu'il existera au moins cinquante souscripteurs.

ARTICLE 13

S'il arrive, plus de deux mois avant l'époque d'une Assemblée générale, que, par des retraites ou décès, le nombre des Régents se trouve réduit au-dessous de douze, et celui des Censeurs à un seul, il sera pourvu au complément dans une Assemblée générale tenue extraordinairement à cet effet. Les nouvelles nominations se feront dans l'ordre des retraites ou décès, et chacun des élus en remplacement ne sera en activité que pendant le temps qui restera à courir de l'exercice de son prédécesseur.

ARTICLE 14

L'Assemblée générale de la Banque se réunit de droit le 25 Vendémiaire de chaque année; elle entend ce jour-là le compte résumé des opérations de l'année précédente, et elle procède, par la voie du scrutin, au renouvellement du cinquième des Régents, du tiers des Censeurs et au remplacement

des démissionnaires ou décédés, dont les places sont restées vacantes.

L'Assemblée générale de la Banque peut être convoquée extraordinairement par la Régence lorsqu'elle aura à proposer des changements, modifications ou améliorations aux statuts fondamentaux de la Banque. Cette convocation aura encore lieu lorsqu'elle aura été délivrée par la Régence sur la proposition formelle et motivée des Censeurs.

ARTICLE 15

Les quinze Régents de la Banque se divisent en plusieurs comités pour administrer les différentes branches des affaires de la Banque.

Le Conseil général élit un comité central composé de trois de ses membres. Ce comité est spécialement et primitivement chargé de la direction de l'ensemble des opérations de la Banque, sauf à rendre compte au Conseil général. Le président du comité central préside, de droit, le Conseil général, ainsi que l'Assemblée générale. Ses fonctions durent un an, il est rééligible.

ARTICLE 16

Les Censeurs sont chargés de surveiller l'exécution des statuts et règlements de la Banque. Ils n'ont ni assistance ni voix délibératrice dans aucun des comités, mais ils assistent de droit au Conseil général, et peuvent requérir la convocation de l'Assemblée générale des actionnaires pour des motifs énoncés et déterminés ; le Conseil général en délibère.

Les Censeurs peuvent prendre connaissance de l'état des caisses, portefeuilles et registres de la Banque. Ils sont chargés de vérifier le compte annuel que la Régence doit rendre à l'Assemblée générale. Ils doivent faire à chaque Assemblée générale un rapport de leurs opérations,

ARTICLE 17

Les actions de la Banque sont représentées par une inscription nominative sur un registre double tenu à cet effet. Chaque actionnaire est de droit membre de l'Etablissement par le seul fait de la réalisation du prix de son action. Le transfert des actions s'opère sur la déclaration du propriétaire, présentée par l'un des agents accrédités et désignés par la Banque. Ces agents sont garants de la validité des déclarations. Ils sont, en conséquence, tenus de s'établir un cautionnement à la Banque par la propriété d'un nombre d'actions qui sera déterminé.

ARTICLE 18

Le dividende des actions se règle tous les six mois par le Conseil général de la Banque. Après la fixation, le dividende est payé à vue, à Paris par la caisse de la Banque ; il est payé à chaque chef-lieu de département par les correspondants de la Banque qui seront indiqués.

En l'an VIII, il n'y aura qu'un dividende à la fin de l'année.

ARTICLE 19

Les fonctions des Régents et des Censeurs sont gratuites, sauf des droits de présence.

ARTICLE 20

Le Conseil général de la Banque détermine et nomme ses employés, il les destitue et règle leurs appointements. Il règle provisoirement les dépenses générales de l'administration ainsi que les droits de présence des Régents et des Censeurs.

L'état de ces dépenses est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

ARTICLE 21

Le Conseil général est chargé d'organiser l'administration de la Banque, de faire tous les règlements nécessaires à cet effet.

Ces règlements sont provisoirement exécutés jusqu'à ce qu'ils aient été soumis à l'Assemblée générale et approuvés par elle.

ARTICLE 22

Les actionnaires et les Régents ne sont tenus des engagements de la Banque que jusqu'à concurrence de leur mise en société.

ARTICLE 23

Les actes judiciaires et extra-judiciaires concernant l'Etablissement, soit activement, soit passivement, seront faits au nom générique des intéressés dans la Banque, à la poursuite et diligence des Régents.

ARTICLE 24

Les actionnaires verseront dans la caisse de la Banque le montant de leur soumission, dans les délais suivants : un quart en Ventôse de l'an VIII, un quart en Floréal, un quart en Messidor, et un quart en Fructidor.

A défaut de paiement du tout ou de portion de la soumission, l'actionnaire demeure déchu, il n'aura part à aucun dividende, les acomptes qu'il aura versés lui seront restitués.

ARTICLE 25

En exécution de l'article 12 des présents statuts, les actionnaires soussignés nomment pour Régents de la Banque de France :

MM. PERREGAUX, banquier, à Paris, rue du Mont-Blanc ;
LE COUTEULX, négociant, rue du Faubourg Saint-Honoré ;
MALLET (l'aîné), banquier, rue du Mont-Blanc ;
DE MAUTERT, notaire, rue Saint-Honoré ;
PERRIER, négociant de Grenoble, rue Saint-Honoré ;
PÉNÉE, négociant de Grandville, rue de l'Université ;
ROBILLARD, négociant, Hôtel Longueville.

ARTICLE 26

Les présents statuts serviront d'acte d'union entre les actionnaires, et formeront loi entre l'Etablissement et le public; ils seront enregistrés au Tribunal de Commerce de Paris, à la fin de Pluviôse prochain.

Fait et arrêté à Paris, en Assemblée générale, le 24 Pluviôse de l'an VIII de la République française.

Pour les Assemblées générales des actionnaires de la Banque de France, tenues à la maison de l'Oratoire, les 24 et 27 Pluviôse an VIII, le Conseil général de la Régence a été complété par les nominations suivantes :

Régents:

MM. HUGUES-LAGARDE, ancien négociant à Marseille ;
RÉCAMIER, banquier à Paris ;
GERMAIN, banquier à Paris ;
CARIÉ, banquier à Paris ;
BASTERRECHE, banquier à Paris ;
SEVENC Auguste, banquier à Paris ;
BARILLON, banquier à Paris ;
RICARD, ancien négociant de Lyon.

Censeurs:

MM. SABATIER, négociant à Paris ;
JOURNU-AUBER, négociant de Bordeaux ;
SÆHNÉE père, négociant à Paris.

II

VŒU ÉMIS
PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS
AU SUJET DU RENOUVELLEMENT
DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE
Séance du 21 juin 1916

La Chambre de Commerce de Paris adoptant et convertissant en délibération le rapport présenté par M. DE RIEES
CHRISTOFF, au nom de sa commission de législation commerciale et industrielle, sur le renouvellement du Privilège de la Banque, émet le vœu :

1° Qu'étant donné l'urgence de la prorogation du Privilège de la Banque de France, le Gouvernement en saisisse le Parlement sans délai ;

2° Que la prorogation ait une durée suffisante pour permettre à la Banque de France de concourir largement à la rénovation économique du pays ;

3° que cette durée soit au minimum de trente années ;

4° Que son organisation soit respectée dans son principe, sans charges nouvelles et sans modifications de nature à amoindrir la liberté et l'efficacité de son action qu'elle estime indispensable aux mesures que la Banque aura à prendre pour continuer à assurer le plus large développement à l'industrie et au commerce français.

III

**LOI PORTANT RENOUVELLEMENT
DU PRIVILÈGE DE LA BANQUE DE FRANCE**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Le privilège concédé à la Banque de France par les lois des 24 Germinal an XI, 22 avril 1806, 30 juin 1840, 9 juin 1857 et 17 novembre 1897, est prorogé de vingt-cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1921, et prendra fin le 31 décembre 1945.

ARTICLE 2

Sont approuvés : la convention passée le 26 octobre 1917 et l'avenant à la dite convention en date du 11 mars 1918, entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France.

Ces conventions sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

ARTICLE 3

Le produit de la redevance supplémentaire instituée par l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, ainsi que la part de bénéfices revenant éventuellement à l'Etat, en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1918, seront affectés, chaque année au crédit agricole, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour parfaire la dotation résultant de l'application des lois des 17 novembre 1897 et 21 décembre 1911. Le surplus sera réservé et versé à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce que des dispositions législatives aient déterminé les conditions dans lesquelles ce produit sera affecté à des œuvres de crédit.

ARTICLE 4

Aucun Régent de la Banque de France ne pourra être administrateur de sociétés financières de pays en guerre avec la France.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 décembre 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République.

Le Ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

IV

LOI MONÉTAIRE DU 25 JUIN 1928

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Les dispositions de l'article 3 de la loi du 5 août 1914 qui établissent, à titre provisoire, le cours forcé des billets de la Banque de France et de la Banque de l'Algérie, sont abrogés.

ARTICLE 2

Le franc, unité monétaire française, est constitué par 65,5 milligrammes d'or au titre de neuf cents millièmes de fin.

La présente définition n'est pas applicable aux paiements internationaux qui, antérieurement à la promulgation de la présente loi, ont pu valablement être stipulés en franc-or.

ARTICLE 3

La Banque de France est tenue d'assurer au porteur et à vue la convertibilité en or de ses billets.

Elle a la faculté d'assurer cette convertibilité, soit en remboursant ses billets en monnaies d'or ayant cours légal, soit en les échangeant contre de l'or à raison de 65,5 milligrammes d'or au titre de neuf cents millièmes de fin par franc. Elle a la faculté d'effectuer ces remboursements et ces échanges qu'à son siège central et pour des quantités minima qui seront fixées d'accord entre le Ministre des Finances et la Banque de France.

La convertibilité des billets de la Banque de l'Algérie sera assurée dans des conditions analogues, d'accord entre le Ministre des Finances et la Banque de l'Algérie.

La Banque de France est tenue d'acheter de l'or aux guichets de son siège central et des succursales de son choix, sur la base de un franc par 65,5 milligrammes d'or au titre de neuf cents millièmes, et sans retenir d'intérêt. Elle aura la faculté de retenir au vendeur les frais de monnayage au taux de la Monnaie de Paris. Les frais d'essai seront à la charge du vendeur.

ARTICLE 4

La Banque de France est tenue de conserver une encaisse en lingots et monnaies d'or égale, au minimum, à trente cinq pour cent (35 %) du montant cumulé des billets au porteur en circulation et des comptes courants créditeurs.

Les dispositions légales antérieures fixant un maximum au montant des billets de la Banque de France en circulation, sont abrogées.

ARTICLE 5

Il sera fabriqué par l'administration des monnaies et médailles, des pièces d'or de cent francs au titre de neuf cents millièmes de fin.

La tolérance du titre est fixée à un millième en dehors, autant en dedans. La tolérance de poids est fixée à deux millièmes en dehors, autant en dedans.

Ces pièces auront cours légal illimité.

ARTICLE 6

Un décret pris en Conseil des Ministres, fixera la date à laquelle l'administration des monnaies reprendra la frappe libre de l'or pour le compte des particuliers. Ce décret déterminera les conditions dans lesquelles l'or pourra être admis au monnayage sur la base fixée à l'article 2, et fixera les frais de la frappe. Jusqu'à la publication de ce décret, la fabrication des monnaies d'or ne pourra être opérée par l'administration des monnaies que pour le compte de la Banque de France, et les frais de frappe seront de 40 francs par kilogramme d'or au titre de 900 millièmes de fin.

ARTICLE 7

En remplacement des billets de la Banque de France de 5, 10 et 20 francs, qui seront retirés de la circulation avant le 31 décembre 1932, date à partir de laquelle ils cesseront d'avoir cours légal, il sera fabriqué par l'administration des monnaies, pour le compte de l'Etat, des monnaies d'argent d'une valeur nominale de 10 francs et de 20 francs, au titre de six cent quatre vingts (680) millièmes, pour un montant qui, au total, ne pourra dépasser 3 milliards de francs.

Le poids des monnaies d'argent est fixé comme suit :

10 grammes par pièce de 10 francs ;

20 grammes par pièce de 20 francs.

La tolérance sera de 5 millièmes sur le poids et d'autant sur le titre.

Le tiers du bénéfice résultant de la frappe des monnaies d'argent sera versé, à la fin de chaque exercice, à un fonds de réserve destiné à l'entretien de la circulation monétaire ; les deux autres tiers recevront l'affectation prévue à l'article 6 de la convention intervenue le 23 juin 1928 entre le Président du Conseil, Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France.

Dans les paiements entre particuliers, les monnaies d'argent ne sont acceptées obligatoirement que jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 25 francs.

Les types de nouvelles monnaies d'or et d'argent seront fixés dans des conditions déterminées par décret.

ARTICLE 8

Les jetons des Chambres de Commerce seront, au fur et à mesure de leur retrait de la circulation, remplacés type pour type, par des monnaies émises par l'Etat.

Dans les paiements entre particuliers, les monnaies en bronze d'aluminium ne sont acceptés obligatoirement que jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 50 francs, les monnaies en nickel et en bronze ne sont acceptées obligatoire-

ment que jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 10 francs.

ARTICLE 9

A partir de la promulgation de la présente loi, cesseront d'avoir cours légal entre particuliers, et d'être reçues dans les caisses publiques, toutes les monnaies d'or et d'argent frappées antérieurement à la date de cette promulgation.

ARTICLE 10

Les encaisses d'or et d'argent actuellement détenues par les banques ayant reçu de l'Etat un privilège d'émission dans les colonies et pays de protectorat où le franc a cours légal, feront l'objet d'une réévaluation sur la base de la nouvelle parité monétaire.

Le Ministre des Finances est autorisé à conclure avec les banques d'émission désignées ci-dessus, des conventions fixant la condition dans lesquelles l'Etat recevra le montant des plus-values.

ARTICLE 11

Les comptes de dépôts de fonds au Trésor ouvert à la caisse centrale du Trésor public, en exécution de l'arrêté du Ministre des Finances du 17 décembre 1920, sont supprimés.

L'article 104 de la loi du 19 avril 1926 est abrogé, sauf en ce qui concerne les dépôts faits par les collectivités astreintes ou autorisées à verser leurs disponibilités au Trésor.

Les dispositions de la loi du 3 avril 1918 et les lois suivantes relatives à l'interdiction d'exporter des billets de banque français, au-delà d'une certaine somme.

La loi du 7 août 1926, concernant des opérations en vue de la stabilisation de la monnaie, ainsi que toutes les autres lois dont les dispositions sont contraires au présent texte.

ARTICLE 13

Sont approuvées :

1° La convention passée le 23 juin 1928 entre le Président du Conseil, ministre des Finances, et le Gouverneur de la Banque de France ;

2° La convention passée le 23 juin 1928 entre les Présidents du Conseil d'administration et du Comité financier de la Caisse autonome de gestion des bons de la Défense Nationale et d'amortissement de la Dette publique, et le Gouverneur de la Banque de France. Ces conventions sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 juin 1928.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République.

Le Président du Conseil, ministre des Finances,
Raymond POINCARÉ.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux

- ALLIX. — *Traité élémentaire de Science des finances et de législation financière*, 1927.
COURCELLE-SENEUIL. — *Les opérations de banque*, édition revue par M. A. LIESSE, 1929.
GIDE. — *Cours d'économie politique*, 1930.
PERREAU. — *Cours d'économie politique*, 1931.
TRUCHY. — *Cours d'économie politique*, 1929.

II. — Ouvrages spéciaux

- AFTALION (Albert). — *L'or et sa distribution mondiale*, 1932.
BAYART (Pierre). — *Les effets de l'inflation au point de vue fiscal*, 1924.
BELLET (Charles). — *La Bataille du Franc*, 1928.
COSTE (Pierre). — *Les grands marchés financiers*, 1932.
DOVIME (Georges). — *La stabilisation*, 1928.
LACHAPELLE. — *Le Crédit public*, 1932.
LOBEAU. — *La Banque de France*, 1931.
LORAIN (Maurice). — *La restauration monétaire et les problèmes du crédit*, 1930.
MARTIN (Germain). — *Une année de politique financière*, 1927.
— *Finances publiques de la France et la fortune privée*, 1925.

- RAMON (Gabriel). — *La Banque de France*, 1929.
RIST. — *Les Banques d'émission, cours de Doctorat*, 1930-1931.
SERVAIS (E.). — *Les Banques d'émission*, 1932.
THIERS (André). — *La revanche du franc*, 1931.

III. — Thèses

- BODIN. — *L'encaisse métallique de la Banque de France*, 1925 (Rennes).
DESPAIN. — *La Banque de France dans ses rapports avec les finances publiques de 1914 à 1920*, 1923 (Montpellier).
FELSENHART. — *La Banque de France de 1897 à nos jours*, 1922 (Bordeaux).
GILLIER. — *Le renouvellement du Privilège de la Banque de France*, 1920 (Paris).
GIRAUD. — *Le rôle de la Banque de France pendant la guerre*, 1918 (Montpellier).
POMMIER. — *La Banque de France et l'Etat depuis sa création jusqu'à nos jours*, 1904 (Paris).
RADOUANT. — *Les rapports de la Banque de France et de l'Etat, particulièrement depuis 1914*, 1921 (Paris).
RAMENDOU. — *Etude sur la condition du renouvellement du Privilège de la Banque de France*, 1919 (Paris).
ROSENTHAL. — *La politique d'escompte de la Banque de France*, 1926 (Paris).
TENNENBAUM. — *Le rôle de la Banque de France pendant la guerre*, 1919 (Paris).
TONDU. — *La politique de la Banque de France d'août 1926 au 25 juin 1928*, 1929 (Paris).

IV. — Rapports divers

Rapports aux Assemblées générales des actionnaires.

Les institutions patronales et mutuelles à la Banque de France (1906).

Rapport fait au nom des Commissions du commerce, de l'industrie et du budget, exceptionnellement autorisées à se réunir pour examiner en commun le projet de la loi portant renouvellement du privilège de la Banque de France, par M. LANDRY, député, *Documents parlementaires, Chambre*, année 1918, annexe 4.429, p. 59, session ordinaire, séance du 12 mars 1918.

Rapport fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant renouvellement du privilège de la Banque de France, par M. MILLIÈ-LACROIX, sénateur. *Documents parlementaires, Sénat*, année 1918, t. I, annexe 355, p. 609. Session ordinaire, séance du 17 septembre 1918.

VU:

Le Président de la Thèse,
C. PERREAU.

VU:

Le Doyen de la Faculté de Droit,
BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION HISTORIQUE. <i>La Banque de France jusqu'en 1914</i>	I
CHAPITRE I. — <i>L'Administration de la Banque</i>	21
CHAPITRE II. — <i>Privilège. Conventions et lois relatifs à l'émission</i>	41
CHAPITRE III. — <i>Les rapports de la Banque avec l'Etat</i>	53
§ I ^{er} . Le financement de la guerre...	55
§ II. Le remboursement de la dette de l'Etat	66
§ III. Les rapports de la Banque avec la Caisse d'amortissement.....	84
§ IV. Les opérations pour le compte du Trésor	88
§ V. L'intervention de la Banque pour le placement des émissions de l'Etat	93
§ VI. Les impôts et Redevances.....	96
CHAPITRE IV. — <i>Le Change</i>	109
CHAPITRE V. — <i>Les Rapports de la Banque avec le Public</i>	145
§ I ^{er} . L'escompte	146
§ II. Les avances sur titres.....	154

§ III. Les avances sur lingots et monnaies d'or	157
§ IV. Les services de caisse (Dépôts; Bourse; Abonnements; Vérification des tirages; Service des coffres-forts)	157
§ V. Les paiements par virements et compensations	162
§ VI. Les effets prorogés	166
§ VII. Les effets en souffrance.....	168
CONCLUSION	171
ANNEXES	175
BIBLIOGRAPHIE	191



IMPRIMERIE G. THOMAS
28, rue de Solignac
NANCY

